



MINISTÈRE DES ARMÉES

**CONCOURS EXTERNE POUR L'ACCÈS
AU CORPS DES ATTACHÉS**

**ANNALES
Session 2019**



MINISTÈRE DES ARMÉES

1^{er} ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ : NOTE DE SYNTHÈSE

Épreuve de rédaction d'une note de synthèse établie à partir d'un dossier portant sur un sujet économique, politique, de relations internationales ou de société et pouvant comporter des graphiques et des données chiffrées de trente pages maximum permettant de vérifier les qualités d'expression, d'analyse et de synthèse du candidat, ainsi que son aptitude à dégager des conclusions et à formuler des propositions.

Durée : 4 heures ; coefficient 5

**CONCOURS EXTERNE
POUR L'ACCÈS AU CORPS DES ATTACHÉS**

SESSION 2019

Epreuve d'admissibilité :

Note de synthèse

Épreuve de rédaction d'une note de synthèse établie à partir d'un dossier portant sur un sujet économique, politique, de relations internationales ou de société et pouvant comporter des graphiques et des données chiffrées de trente pages maximum permettant de vérifier les qualités d'expression, d'analyse et de synthèse du candidat, ainsi que son aptitude à dégager des conclusions et à formuler des propositions.

Durée: 4 heures ; coefficient 5

A partir du dossier joint, rédigez une note de synthèse dans laquelle vous analyserez les défis auxquels doivent aujourd'hui répondre les pays africains ainsi que les évolutions en cours sur le continent.

Sommaire :

- D1 : La lutte contre la pauvreté, un défi d'abord africain ; Le Monde, Laurence Caramel, 23/08/2019
- D2 : Plus de la moitié des pays africains ont besoin d'aide alimentaire ; Le Monde, Laurence Caramel, 21/03/2019
- D3 : Données statistiques sur la population africaine ; source : www.populationdata.net, 14/02/2019
- D4 : La population d'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici 2050, selon l'ONU ; francetvinfo.fr, Laurent Ribadeau Dumas, Rédaction Afrique, 18/06/2019
- D5 : Les villes africaines auront doublé leur population d'ici 2050 ; weforum.org, Robert Muggah et Katie Hill, 12/07/2018
- D6 : Les investissements étrangers en Afrique de l'Ouest ont chuté de 15% en 2018 ; www.commodafrica.com, 20/06/2019
- D7 : Carte des zones de vigilance ; www.diplomatie.gouv.fr/, 12/08/2019
- D8 : L'EI cherche à se greffer sur des conflits régionaux en Afrique ; Le Monde, Joan Tilouine et Madjid Zerrouky, 25/04/2019
- D9 : Le Burkina Faso en guerre contre les djihadistes ; bbc.com, Natasha Booty BBC News, 05/06/2019
- D10 : Les déplacements de population en Afrique ; afric.online/fr, article de la rédaction, 06/02/2019
- D11 : L'italien Eni annonce la découverte d'un important gisement pétrolier dans le sud du Nigeria ; Le Monde avec AFP, 29/08/2019
- D12 : Le Cap-Vert fait le pari d'un tourisme durable qui profite à tous ; Le Monde, Raoul Mbogue, 27/08/2019
- D13 : Felwine Sarr : « Non, l'Afrique n'est pas sous perfusion » ; Le monde, propos recueillis par Laurence Caramel, 25/08/2019
- D14 : L'Afrique continue à attirer les investisseurs étrangers ; www.lepoint.fr/economie, 03/08/2018
- D15 : Les perspectives de croissance du continent africain ; leboursier.ma/Actus/, Abir Labied, 18/01/2019
- D16 : A la recherche de la classe moyenne africaine ; Le Monde, Marie de Vergès, 08/04/2018
- D17 : Le Maroc, une puissance émergente ? Le Point, entretien avec le géopolitologue Aymeric Chauprade, 12/07/2019
- D18 : Au Sahel, l'engrenage des conflits communautaires et le poison djihadiste ; Le Monde, Cyril Bensimon, Morgane Le Cam et Sophie Douce, 14/01/2019
- D19 : Classement des Etats d'Afrique par indice de développement humain ; agencecofin.com, septembre 2018
- D20 : L'Afrique du Sud, une puissance africaine ; www.diplomatie.gouv.fr, mise à jour 11/07/2019
- D21 : Les 25 pays produisant le moins de richesses en 2019 selon le FMI ; www.journaldunet.fr, 26/07/2019
- D22 : Le classement des 10 pays les plus riches d'Afrique en 2019 ; www.energyservicesexperts.com, 15/08/2019
- D23 : La population des villes africaines ; geoconfluences.ens-lyon.fr, 31/01/2019
- D24 : L'Algérie, une grande puissance régionale ; Extraits de l'article de Serge Sur, « Algérie : un souvenir, un regret », publié dans « L'Algérie. Puissance régionale », Questions internationales, n° 81, septembre-octobre 2016

D1 : La lutte contre la pauvreté, un défi d'abord africain ; Le Monde, Laurence Caramel, 23/08/2019

Alors que le G7 sous présidence française, convoqué à Biarritz du samedi 24 au lundi 26 août, doit consacrer une large séquence au développement de l'Afrique, le bilan dressé à longueur de rapports sur la situation du continent reste bloqué sur les retards qu'il ne parvient pas à résorber. Un chiffre suffit souvent à les résumer : 40 % de la population, soit plus de 400 millions de personnes, vit encore en dessous du seuil de l'extrême pauvreté, fixé à 1,90 dollar par jour (1,70 euro) selon les critères internationaux. Des progrès ont été réalisés, mais à un rythme bien plus lent que dans les autres régions en développement, en particulier l'Asie.

Les flamboyantes années de croissance portées à partir des années 2000 par les cours élevés des matières premières ont peu contribué à améliorer le quotidien des plus démunis. « *L'extrême pauvreté devient un problème essentiellement africain* », résumait la Banque mondiale dans un rapport publié en 2018. L'Afrique subsaharienne concentrait un quart de l'extrême pauvreté en 1990, la moitié en 2015. Sans changement profond et dans un contexte de forte croissance démographique, ce chiffre atteindra, selon la Banque mondiale, 90 % en 2030. Soit l'année que se sont fixée les pays signataires des Objectifs de développement durable pour éliminer l'extrême pauvreté... Le continent apparaît d'ores et déjà disqualifié.

Pourquoi certains pays semblent-ils condamnés à l'échec ? Dans un ouvrage paru en 2007 et qui avait fait grand bruit, *The Bottom Billion* (« le milliard des laissés-pour-compte »), Paul Collier, professeur d'économie à l'université d'Oxford, avançait quatre raisons : la répétition des conflits, la fameuse malédiction des matières premières, l'enclavement au milieu de voisins nuisibles et la mauvaise gouvernance, d'autant plus pénalisante dans de petites économies. Pour conjurer ce funeste destin, il appelait à une concentration massive de l'aide internationale sur ces pays décrocheurs, recommandait des interventions armées pour mettre un terme aux conflits et l'octroi de préférences commerciales plus généreuses...

La majorité des pays de la région cochent une ou plusieurs cases de ces quatre « pièges » décrits par Paul Collier. Pour autant, certains sont parvenus à croître et à se transformer. L'Ethiopie ou le Rwanda en sont des exemples. Mais l'expérience des vingt dernières années a aussi montré que cette croissance seule ne suffisait pas à améliorer le quotidien du plus grand nombre si elle n'était pas partagée. Peu de statistiques existent ou sont assez fiables pour décrire l'étendue de ces inégalités que les politiques de développement préconisées par les institutions internationales entendent désormais cibler pour faire reculer la pauvreté.

(...)

« *Faute de système fiscal capable de lever assez d'argent, il n'y a pas eu en Afrique de politique de redistribution ou de protection sociale comme il en existe en Amérique latine ou en Asie* », rappelle François Bourguignon, professeur émérite à l'Ecole d'économie de Paris et ancien économiste en chef de la Banque mondiale. Dans son rapport consacré aux inégalités dans les pays du Sahel publié en juillet, l'ONG Oxfam déplorait aussi le manque à gagner que constituent, pour les Etats, les exonérations fiscales accordées aux entreprises – le plus souvent étrangères – du secteur extractif. Au Mali, ces exemptions représentent 11 % du budget, soit 3,5 fois le budget de l'éducation. Au Niger, les recettes tirées de la production d'uranium, dont le pays est le quatrième producteur mondial, « *ne contribuent qu'à hauteur de 4 % à 6 % du budget national, pendant que l'aide au développement en représente près de 40 %* », détaillait l'ONG. Avec pour corollaire une dépendance persistante à l'égard de pays donateurs toujours prompts à beaucoup promettre.

D2 : Plus de la moitié des pays africains ont besoin d'aide alimentaire ; Le Monde, Laurence Caramel, 21/03/2019

Sur les 41 pays ayant besoin d'aide alimentaire extérieure, trente et un sont africains. Ils n'étaient que vingt il y a dix ans alors qu'une flambée des prix avait entraîné ce qui avait alors été qualifié d'« *émeutes de la faim* » dans plusieurs villes du continent. Si les aléas climatiques prennent leur part dans cette évolution, la multiplication de conflits internes et de longue durée apparaît comme la cause première de la multiplication des crises alimentaires.

La carte des régions vulnérables établie par le Fonds des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) qui scrute, depuis les grandes sécheresses des années 1970, l'évolution de la production agricole et des ressources alimentaires disponibles sur les marchés mondiaux, délimitait en 2008 une zone concentrée sur la Corne de l'Afrique et l'Afrique centrale. Elle s'est depuis étendue sur tout le Sahel, la Libye et une partie de l'Afrique australe autour du Zimbabwe.

Dans le bilan sur les perspectives de récolte et la situation alimentaire publié le 12 mars par la FAO, seule l'Afrique australe et certaines régions agropastorales de la Corne de l'Afrique comme le sud-est de l'Éthiopie, le nord du Kenya et la Somalie, pâtissent de conditions météorologiques défavorables contribuant aux pénuries alimentaires actuelles. Le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe frappés par le cyclone Idai entre le 14 et le 19 mars et dont le bilan pourrait se compter en plusieurs centaines de morts et des millions de personnes touchées, figuraient sur la liste des pays victimes de la sécheresse depuis 2015. Au Malawi, en ce début 2019, 3,3 millions de personnes souffrent déjà de faim, deux fois plus que l'année précédente à la même période.

Ailleurs, soit pour plus de la moitié des pays répertoriés, les guerres civiles avec leurs victimes et leurs flux de déplacés qui débordent sur les pays voisins, comme en Ouganda ou au Cameroun, ont provoqué l'effondrement des systèmes de production et des circuits de distribution. « *Les déplacements de population ont toujours des effets à long terme sur les populations déplacées elles-mêmes et sur les communautés d'accueil. Ils accroissent les pressions pour les ressources, l'accès à la terre et conduisent presque systématiquement à la détérioration des conditions de vie de l'ensemble des populations concernées* », observe Isabelle Moussard Carlsen, directrice des opérations de l'ONG, Action contre la faim (ACF).

En République centrafricaine, un tiers de la population, soit près de 2 millions de personnes, attend une aide alimentaire. Au Soudan du Sud, elles sont plus de 6 millions, en République démocratique du Congo comme au Nigeria, 4, 5 millions. En Somalie, 1,5 million de personnes continuent d'être gravement affectées par les effets cumulés de l'insécurité et de la sécheresse qui sévit depuis 2016.

A la demande du Conseil de sécurité des Nations unies, la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) établissent depuis 2016 un suivi spécifique de la situation alimentaire dans les zones de conflits. À côté des pays africains sont examinés les cas de la Syrie, de l'Afghanistan et du Yémen. En mai 2018, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2417 condamnant l'utilisation de la faim comme arme de guerre et renouvelé son appel au respect des règles du droit humanitaire afin que les ONG et les agences d'aide puissent accéder aux populations sans restriction. Ces zones concentrent 74 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère, dont 40 % sont en Afrique.

(...) Dans ces prévisions pour 2019, la FAO estime que 1 million de tonnes de céréales devrait être fourni à l'Afrique sous forme d'aide alimentaire pour combler l'écart entre la production et les capacités d'importation. « *Cette quantité peut paraître insignifiante rapportée à la production totale [133 millions de tonnes pour les PFRDV en 2018 selon les prévisions], mais cette aide est destinée aux populations les plus pauvres qui ont parfois déjà tout perdu* », précise M. Pound.

Ce chiffre qui sert d'indicateur ne reflète surtout que de façon très imparfaite les besoins. En Afrique centrale par exemple, les céréales ne font pas partie des aliments les plus consommés. (...)

Afrique

Population	1 287 274 875 habitants
Superficie	30 440 297 km ²
Densité	42,29 habitants / km ²
Nombre de pays et territoires	61
Nombre de fuseaux horaires	6
Espérance de vie	59,60 ans
Taux de natalité	35,60 ‰
Taux de mortalité	13,00 ‰
Taux de mortalité infantile	84,90 ‰
Nombre de langues parlées	1 302
PIB	2 424 milliards USD\$ (2017)
PIB/habitants	1 883 USD\$ (2017)

Afrique du Nord

Algérie :	43 003 767
Canaries :	2 108 121
Égypte :	97 833 521
Libye :	6 549 402
Madère :	254 368
Maroc :	35 481 848
Sahara occidental :	654 052
Tunisie :	11 582 075
<i>Total:</i>	<i>197 467 154 habitants</i>

Afrique subsaharienne

Bénin :	11 496 140
Burkina Faso :	20 870 060
Cameroun :	23 799 022
Cap-Vert :	544 081
Congo :	5 279 517
Côte d'Ivoire :	25 823 071
Gabon :	1 995 659
Gambie :	2 207 816
Ghana :	30 280 811
Guinée :	11 883 516
Guinée équatoriale :	2 015 334
Guinée-Bissau :	1 584 791
Libéria :	5 310 548
Mali :	20 252 586
Mauritanie :	3 984 110
Niger :	21 546 595
Nigéria :	212 871 345

République centrafricaine :	5 745 135
République démocratique du Congo :	95 784 841
Sao Tomé-et-Principe :	201 770
Sénégal :	16 209 125
Sierra Leone :	7 794 974
Tchad :	15 162 044
Togo :	7 352 781
<i>Total:</i>	<i>549 995 672 habitants</i>

Afrique de l'Est

Burundi :	11 759 805
Chagos :	4 239
Comores :	845 477
Djibouti :	1 048 999
Érythrée :	5 187 948
Éthiopie :	98 802 543
Kenya :	46 050 302
Madagascar :	26 453 320
Maurice :	1 265 637
Mayotte :	270 372
Ouganda :	39 612 378
Pount :	4 905 246
Réunion :	866 506
Rwanda :	12 089 721
Seychelles :	97 023
Somalie :	13 611 470
Somaliland :	4 979 218
Soudan :	41 435 412
Soudan du Sud :	12 864 588
Tanzanie :	54 199 163
<i>Total :</i>	<i>366 464 903 habitants</i>

Afrique Australe

Afrique du Sud :	57 725 606
Angola :	29 131 016
Botswana :	2 325 082
Eswatini (Swaziland) :	1 159 250
Lesotho :	2 183 687
Malawi :	17 918 049
Mozambique :	29 632 474
Namibie :	2 352 592
Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha :	5 705
Zambie :	16 887 720
Zimbabwe :	14 025 965
<i>Total :</i>	<i>173 347 146 habitants</i>

D4 : La population d'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici 2050, selon l'ONU ; francetvinfo.fr, Laurent Ribadeau Dumas, Rédaction Afrique, 18/06/2019

Au niveau mondial, le nombre d'habitants "devrait passer de 7,7 milliards aujourd'hui à 9,7 milliards en 2050", selon un rapport de l'ONU publié le 17 juin 2019. "La population d'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici 2050" avec une augmentation de 99%.

"Plus de la moitié de la croissance démographique dans le monde d'ici à 2050 aura lieu en Afrique, un continent dont la population augmentera d'environ 1,3 milliard d'habitants au cours de la période", précise l'organisation internationale. Proportionnellement, c'est la région du monde qui devrait connaître la plus forte évolution démographique. Et les Nations unies de préciser : "les perspectives tablent sur un boum démographique notamment parce qu'un grand nombre de jeunes atteindront l'âge adulte dans les années à venir et seront en âge de procréer."

Cinq pays africains figurent parmi les neuf Etats du monde où la population croît le plus. Premier, le Nigeria, suivi de la République démocratique du Congo (RDC), l'Ethiopie, la Tanzanie et l'Egypte (à côté de l'Inde, du Pakistan, de l'Indonésie et des Etats-Unis d'Amérique). Actuellement, le Nigeria est le seul Etat africain se trouvant parmi les pays les plus peuplés. Selon les données du Fonds des Nations unies pour la population, cet Etat le plus peuplé d'Afrique compte 201 millions d'habitants.

"La plupart des populations à la croissance la plus rapide se trouvent dans les pays les plus pauvres", observe le secrétaire général adjoint de l'ONU aux Affaires économiques et sociales, Liu Zhenmin, cité par le communiqué onusien.

Dans le même temps, au niveau mondial, on constate un vieillissement de la population. "En 2050, une personne sur six dans le monde aura plus de 65 ans (16%) (...). En 2018, pour la première fois de l'histoire, les personnes âgées de 65 ans et plus étaient plus nombreuses que les enfants de moins de cinq ans dans le monde", précise l'ONU. Un mouvement qui devrait notamment concerner l'Afrique du Nord, où "la part des personnes âgées (pourrait) doubler dans les 30 prochaines années". (...)

D5 : Les villes africaines auront doublé leur population d'ici 2050 ; weforum.org, Robert Muggah et Katie Hill, 12/07/2018

Les Africains migrent vers la ville. Le continent, qui abrite déjà la population la plus jeune et à la croissance la plus rapide du monde, s'urbanise plus vite que n'importe quelle autre partie de la planète. Les citoyens de l'Afrique, au nombre de 1,1 milliard, devraient probablement être deux fois plus d'ici 2050, et plus de 80 % de cette augmentation se produira dans les villes, en particulier dans les bidonvilles. Les implications de cette croissance accélérée sont difficiles à mesurer. Lagos, par exemple, qui est déjà la plus grande ville d'Afrique, est censée connaître une expansion incroyable de 77 personnes par heure d'ici 2030.

L'Afrique n'est pas préparée à cette explosion urbaine. D'ici 2025, il y aura 100 villes africaines de plus d'un million d'habitants, selon McKinsey. C'est deux fois plus qu'en Amérique latine. L'urbanisation galopante et l'explosion démographique de la jeunesse, avec des jeunes pour la plupart sans réelles perspectives d'emploi, est une bombe à retardement. Il y a déjà 70% d'Africains qui sont âgés moins de 30 ans. Les jeunes représentent environ 20 % de la population, 40 % de la population active et 60 % des chômeurs.

L'Afrique souffre d'un manque important d'infrastructures urbaines. Les dépenses publiques annuelles nationales en infrastructures sont extrêmement faibles : en moyenne 2 % du PIB en 2009-2015, contre 5,2 % en Inde et 8,8 % en Chine. Il n'est pas surprenant que les villes africaines succombent souvent à la fragilité. Soixante pour cent des citoyens vivent dans des bidonvilles surpeuplés et manquent d'accès aux services. Environ 25-45 % se rendent au travail à pied à cause du manque de moyens de transport abordables. Avec la turbo-urbanisation, ces conditions épouvantables pourraient facilement se détériorer.

Autre problème imminent, les villes africaines vont se développer pendant une période de stress climatique sans précédent. Les zones urbaines d'Afrique souffriront probablement de manière disproportionnée du changement climatique, car la région dans son ensemble se réchauffe 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale. La pression sur les services de base et les ressources naturelles, comme le montre la crise de l'eau au Cap, devrait augmenter. Si l'Afrique ne trouve pas le moyen de construire des villes durables avec un meilleur accès au capital privé, ces dernières risquent alors de devenir invivables et endettées.

(...) Les villes africaines commencent tout juste à récolter les dividendes de la quatrième révolution industrielle. La pénétration de la téléphonie mobile relie tous les coins du continent, et les données générées par des centaines de millions d'appareils, ainsi qu'une capacité informatique à bas coût peuvent potentiellement améliorer la vie urbaine. Les coûts des innovations technologiques telles que les systèmes solaires photovoltaïques, le stockage de l'énergie, les capteurs IoT et même les satellites sont en train de rapidement diminuer. À noter que le Kenya vient de devenir le premier pays d'Afrique subsaharienne à lancer un satellite dans l'espace. (...)

D'ici 2050, plus de 1,3 milliard d'Africains vivront en ville. Pour vivre dignement et saisir les opportunités de demain, l'Afrique doit rassembler dès aujourd'hui les plus grands esprits de la planification urbaine, de la technologie et de la durabilité.

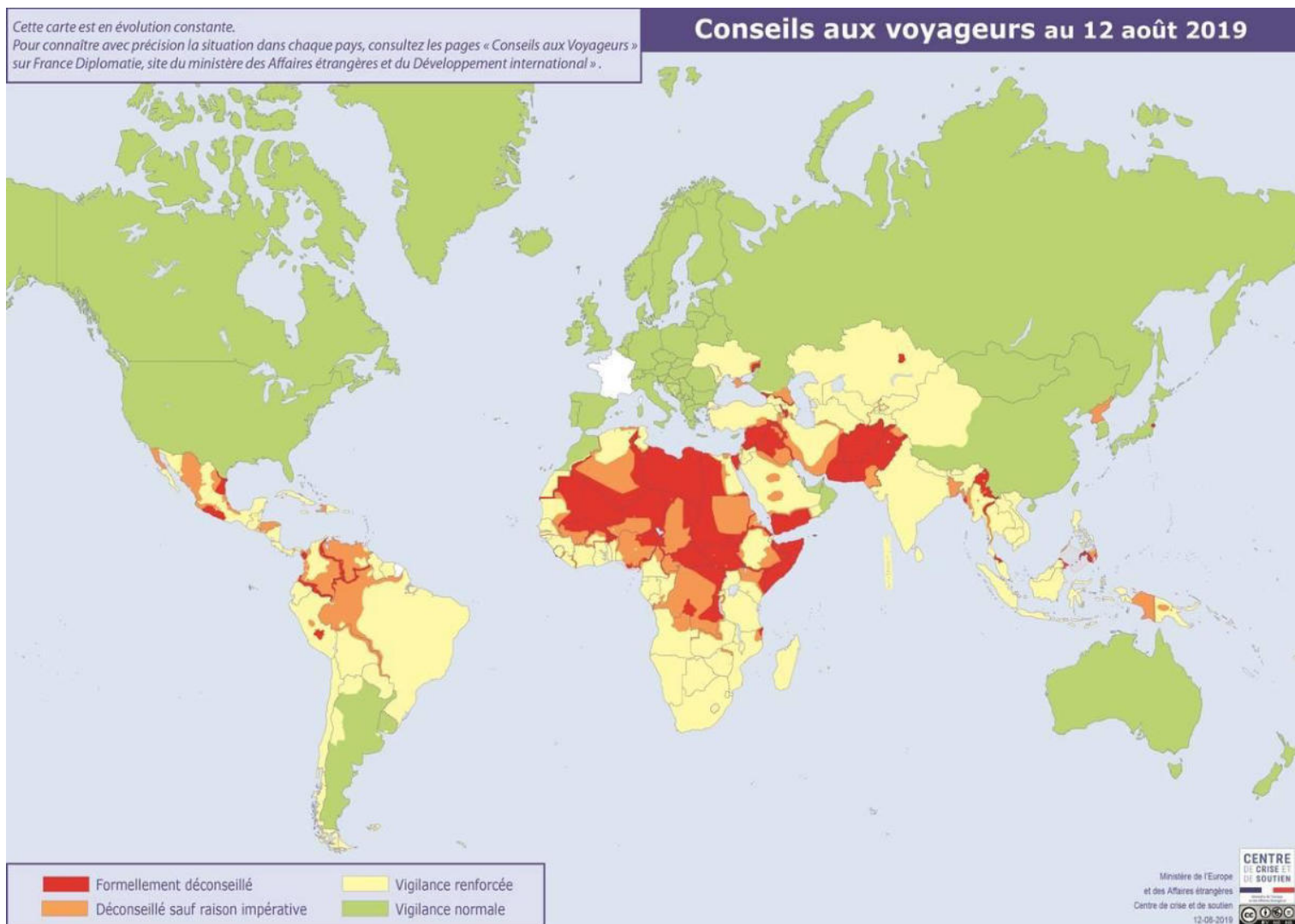
D6 : Les investissements étrangers en Afrique de l'Ouest ont chuté de 15% en 2018 ; www.commodafrica.com, 20/06/2019

Les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique de l'Ouest ont réculé de 15% en 2018 à 9,6 milliards de dollars, soit leur niveau le plus bas depuis 2006 selon le dernier rapport sur l'investissement dans le monde (WIR) 2019 de la Cnuced. Une inflexion contraire à la tendance générale du continent où les IDE ont progressé de 11% à 46 milliards de dollars et de 13% pour l'Afrique sub-saharienne (32 milliards).

Une chute alors que jusqu'à présent l'Afrique de l'Ouest avait bien résisté à la baisse des IDE mais qui s'explique essentiellement par la diminution pour la deuxième année consécutive des IDE au Nigeria. Ils ont diminué de 43% pour s'établir à 2 milliards de dollars. « Les investisseurs étrangers ont peut-être adopté une approche prudente et suspendu les investissements prévus compte tenu du risque d'instabilité lié aux élections au Nigeria et aux différends entre le gouvernement et certaines grandes multinationales. En 2018, HSBC (Royaume-Uni) et UBS (Suisse) ont fermé leurs bureaux de représentation locaux dans le pays et le géant des télécommunications MTN (Afrique du Sud) est resté aux prises avec des poursuites pour rapatriement des bénéficiaires. En outre, les compagnies pétrolières internationales ont été condamnées à payer des arriérés de 20 milliards de dollars. Néanmoins, les investissements des sociétés pétrolières, qui comprenaient d'importants bénéficiaires réinvestis par des investisseurs établis, sont restés importants en 2018 », observe la Cnuced.

Le Nigeria perd sa place de premier bénéficiaire d'IDE en Afrique de l'Ouest au profit du Ghana où les IDE se sont élevés à près de 3 milliards de dollars, en recul toutefois de 8% par rapport à 2017. La majorité des investissements sont orientés vers le gaz et les minéraux, le plus grand projet d'investissement «greenfield» venant d'Eni Group, qui devrait développer les gisements de gaz de Sankofa. Le sud-africain Gold Field Ltd a aussi pris une participation de 50% dans Asanko Gold Ghana Ltd pour 185 millions de dollars.

La Côte d'Ivoire se situe à la troisième place (913 millions de dollars) puis le Sénégal (629 millions). La Cnuced se montre optimiste pour une hausse des IDE en Afrique en 2019, et estime que la ratification de l'Accord de zone de libre-échange continentale (ZLEC) devrait avoir un effet positif sur les IDE.



D8 : L'EI cherche à se greffer sur des conflits régionaux en Afrique ; Le Monde, Joan Tilouine et Madjid Zerrouky, 25/04/2019

Le 16 avril, dans le nord-est du Nigeria, des djihadistes lancent, en fin d'après-midi, un assaut contre des militaires de la Force multinationale mixte (FMM), coalition de soldats des armées des pays du bassin du lac Tchad mise sur pied par l'Union africaine. Deux soldats tchadiens et 52 djihadistes de Boko Haram sont tués. Cette secte islamiste devenue un groupe djihadiste parmi les plus meurtriers de la planète tient tête aux armées de la région soutenue par la France et les Etats-Unis. L'une de ses factions opère depuis 2015 sous la bannière de l'organisation Etat Islamique (EI), adoubée Province Ouest africaine de l'organisation.

A la nuit tombée, le même jour, à 3 000 kilomètres de là, des miliciens islamistes grouillant dans la forêt équatoriale de la République démocratique du Congo (RDC) se jettent sur une caserne militaire reculée. Les assaillants tuent deux soldats de l'armée congolaise et pillent du matériel militaire avant de disparaître dans les forêts et les collines du Nord-Kivu, frontalière de l'Ouganda. Deux jours plus tard, l'EI revendique cette attaque, sa première en Afrique centrale, via son agence de propagande, Amaq.
(...) Les Forces démocratiques alliées (ADF), composées de quelques centaines de combattants – 300 selon des sources locales –, sont un reliquat d'un groupe armé constitué au mitan des années 1990 en Ouganda voisin. Créés par des adeptes de la secte tabligh, dont certains sont des chrétiens convertis, les

ADF ont un temps bénéficié du soutien du régime islamiste soudanais et du chef d'Etat du Zaïre (actuelle RDC) Mobutu Sese Seko, tous deux désireux de déstabiliser le pouvoir ougandais.

Accueillis par Mobutu, le « Léopard du Zaïre », dans cette zone du Nord-Kivu, ces miliciens ont un temps vécu en harmonie avec les populations locales. Avant de se voir accusés par les autorités congolaises d'être responsables des massacres qui ensanglantent, depuis 2014, cette région pauvre (...).

Jusqu'à ce jour, et depuis plus de quatre ans, de paisibles agriculteurs sont, chaque semaine ou presque, tués par balles, égorgés, décapités par de mystérieux assaillants. Pour les autorités, ce sont les ADF, groupe toujours méconnu qui a changé de nom en octobre 2017. Après avoir exécuté deux casques bleus de la Mission des Nations unies en RDC (Monusco), ils ont officialisé leur allégeance à l'EI sous l'appellation Madinat Tawhid wa-l-Muwahidin (MTM, « la ville du monothéisme et des monothéistes »). Un an plus tard, ils tuent quinze autres soldats de la paix, l'une des pires attaques « dans l'histoire récente de l'organisation », selon Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU.

Par opportunisme et pour tenter de combler son déclin marqué par la perte de toute emprise territoriale en Syrie, l'EI semble vouloir se greffer sur des dynamiques africaines endogènes en parrainant des groupes djihadistes du crû. Une manière pour elle d'entretenir son mythe expansionniste, conformément au dessein de son calife autoproclamé, Abou Bakr Al-Baghdadi. Dans sa dernière prise de parole diffusée sur les réseaux sociaux en août 2018, l'Irakien avait appelé ses partisans à rejoindre le « califat », « en Irak, au Levant, dans le Sinaï, au Khorassan, en Libye, dans l'ouest de l'Afrique et dans son centre ».

Après une période de silence, sa branche sahélienne, l'EI au Grand Sahara (EIGS), revendique derechef des attaques. La « province du Sinaï » est issue de l'allégeance d'un groupe djihadiste régional né dans le chaos des mois qui ont suivi la chute de Hosni Moubarak en 2011. En Libye, où l'EI est le symptôme d'un pays divisé et déchiré par les violences miliciennes et une gouvernance quasi inexistante, les attaques djihadistes sont en hausse ces dernières semaines. (...)

L'organisation Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap) est, lui, devenu la « province » la plus active et la plus importante de l'EI en dehors de la zone irako-syrienne. Son terrain d'opération se concentre sur les îles et les rives du lac Tchad, où le groupe a mis en œuvre une stratégie de rupture avec les pratiques d'Abubakar Shekau, fantasque et sanguinaire leader de Boko Haram, écarté par l'EI mais toujours actif et à la tête d'une autre faction. Moins de massacres de civils, une distance avec un takfirisme (une sous-branche du salafisme) prôné par Shekau et une priorité donnée aux cibles militaires.

A l'image de ce que faisait sa maison mère au Moyen-Orient, Iswap n'entrave pas les activités économiques, qu'elle préfère taxer pour financer ses activités. Mais son allégeance à l'EI n'a eu que peu d'impact sur le terrain et n'a pas provoqué un afflux de ressources, d'armements ou de combattants venus de l'étranger. (...)

D9 : Le Burkina Faso en guerre contre les djihadistes ; bbc.com, Natasha Booty BBC News, 05/06/2019

(...) Le ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, Alpha Barry, a affirmé que la lutte contre le terrorisme est devenue un combat "pour la survie même" de la région du Sahel, qui comprend le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Rien qu'au Burkina Faso, les djihadistes ont forcé 100 000 personnes à fuir leur foyer au cours des derniers mois.(...)

L'une des attaques les plus audacieuses de ces dernières années - le siège en janvier 2016 d'un hôtel de luxe qui a tué 30 personnes dans la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou - a été menée par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), qui a depuis fusionné avec deux autres groupes djihadistes - Ansar Dine et Al-Mourabitoun - pour former le GSIM. Ces groupes opèrent au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Ils ont été à l'origine de deux autres attentats à Ouagadougou - sur un café en août 2017, au siège de

l'ambassade de France et à l'état-major des armées en mars 2018. Une vidéo de propagande diffusée le mois dernier par le groupe État islamique montre que le Sahel suscite des convoitises. Les "frères" du Burkina Faso et du Mali ont été félicités pour leur serment d'allégeance.(...)

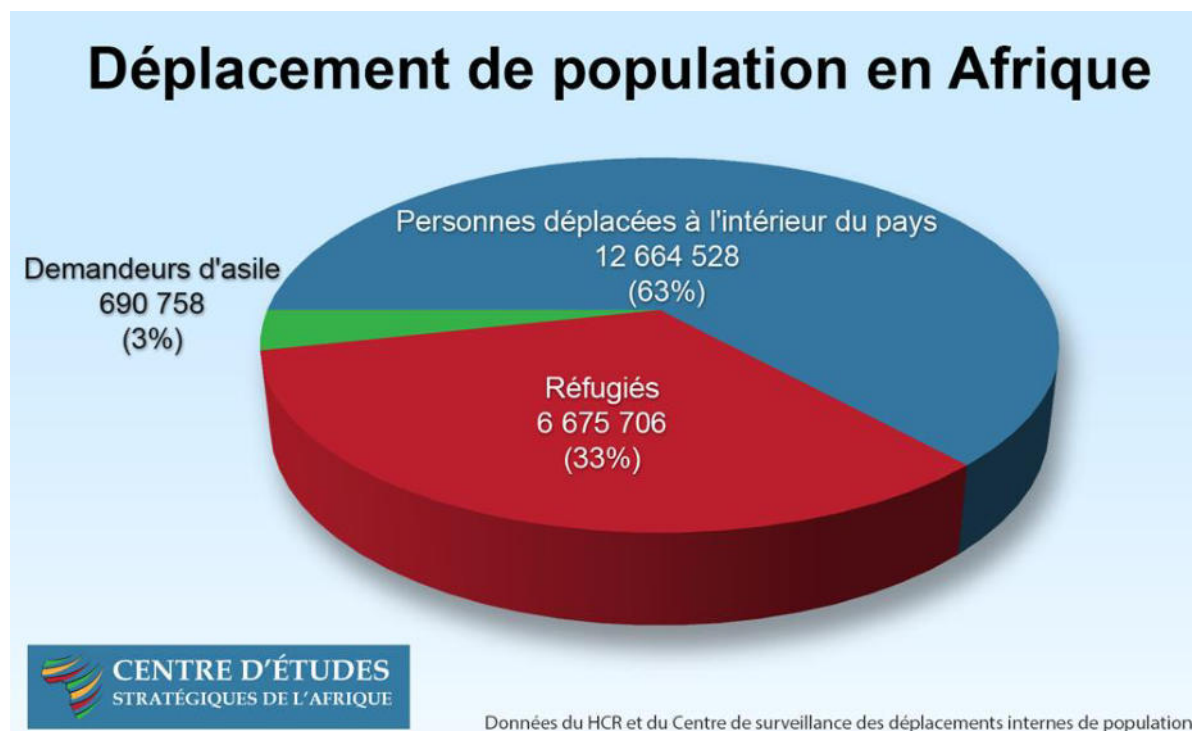
La frustration face au manque d'emplois et d'infrastructures a fait du Burkina Faso un terreau fertile pour le recrutement des djihadistes - et il existe de nombreux petits groupes qui ne sont pas tous affiliés à de grands groupes ou n'épousent pas tous l'idéologie islamiste. Selon "The Economist", beaucoup se battent pour des terres agricoles ou contre la corruption du gouvernement, mais "adoptent l'étiquette djihadiste parce qu'ils sont musulmans".

Au cours du dernier mois, il y a eu au moins cinq attaques ciblant des chrétiens, dont plusieurs ont eu lieu pendant les offices religieux. Même s'il n'y a eu aucune revendication, les analystes sont persuadés que toutes ces attaques portent la marque des djihadistes. Selon Djallil Lounnas, expert des groupes djihadistes au Sahara à l'Université Al Akhawayn au Maroc, il s'agit d'un changement de tactique : "Habituellement, les minorités religieuses ne sont pas touchées, en particulier les minorités chrétiennes, et ce depuis que les violences ont éclaté dans la région", constate-t-il. C'est particulièrement troublant, étant donné la longue histoire de tolérance religieuse du Burkina Faso, mais cela fait partie d'une stratégie djihadiste visant à attiser le conflit religieux et intercommunautaire. "C'est une vieille tactique de guérilla et de terrorisme que d'accroître leurs rangs en alimentant la violence de masse", analyse Louis Audet-Gosselin du Réseau canadien de recherche sur le terrorisme.

Les conflits et l'instabilité créent également les conditions qui permettent aux djihadistes d'installer des bases et de contrôler des territoires. "La situation sécuritaire dans le pays se dégrade presque tous les jours", s'alarme Louis Audet-Gosselin. "Les groupes djihadistes gagnent du terrain petit à petit, forçant les fonctionnaires et la souveraineté de l'État à se retirer de plusieurs zones rurales et de plus en plus de certaines villes". Les personnes visées sont souvent associées à l'État - conseillers villageois, maires, policiers, fonctionnaires et civils accusés de collaborer avec les militaires. Les écoles et les enseignants sont des cibles faciles pour les djihadistes qui s'opposent à l'éducation laïque. Récemment, plus d'un millier d'écoles dans le nord ont été fermées, ce qui affecte plus de 150 000 enfants. Human Rights Watch a également signalé de nombreux abus commis par les forces gouvernementales au cours d'opérations antiterroristes, notamment des exécutions sommaires de Peuls, un groupe ethnique d'éleveurs semi-nomades en grande partie musulman. "L'armée est assez brutale et tend à désigner l'ensemble de la communauté peule comme coupable en l'assimilant à des groupes djihadistes... ce qui conduit à un djihadisme croissant de la part des jeunes peuls", explique Louis Audet-Gosselin.(...)

Il existe une crainte, celle que l'influence des groupes djihadistes basés au Burkina Faso ne s'étende au sud, leur donnant accès à des ports maritimes. Qui dit ports maritimes parle de la possibilité de faire passer des armes, de la drogue et d'autres marchandises illégales afin de financer leurs activités.

"Dans la lutte contre le terrorisme, le Burkina Faso est une barrière entre le Sahel et les pays côtiers. Si cette barrière est brisée, ses voisins seront touchés", prévient le ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso.(...)



D11 : L'italien Eni annonce la découverte d'un important gisement pétrolier dans le sud du Nigeria ; Le Monde avec AFP, 29/08/2019

Le géant italien Eni a annoncé, mercredi 28 août, la découverte par sa filiale nigériane Agip d'un important gisement pétrolier et gazier dans le delta du Niger, région pétrolière du sud du Nigeria, ce qui pourrait augmenter la production de ce pays exportateur.

La société mixte NAOC, dirigée par Eni avec 20 % des parts (contre 60 % pour la compagnie nationale nigériane NNPC et 20 % pour Oando), a fait cette découverte dans les profondeurs des gisements Obiafu-Obrikom, dans le bloc Oil Mining Lease 61, dans la partie terrestre du delta du Niger.

« Ce gisement renferme mille milliards de pieds cubes de gaz et 60 millions de barils équivalent pétrole, a précisé le groupe italien dans un communiqué. Le puits a une capacité de production quotidienne de 100 millions de pieds cubes et 3 000 barils équivalent pétrole et peut être opérationnel immédiatement afin de renforcer la production gazière de NAOC. »

Eni, implanté au Nigeria depuis 1962, produit actuellement 100 000 barils par jour de brut dans ce pays. Le Nigeria est le plus grand producteur de pétrole d'Afrique, avec une production d'environ 2 millions de barils par jour, mais voudrait porter sa production à 4 millions. Le pays dépend à 70 % des recettes pétrolières pour ses finances publiques et à 90 % pour ses revenus en devises.

D12 : Le Cap-Vert fait le pari d'un tourisme durable qui profite à tous ; Le Monde, Raoul Mbogue, 27/08/2019

(...) Le Cap-Vert, archipel perdu au large du Sénégal, affiche depuis vingt ans l'un des meilleurs résultats en matière de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne. Il s'est hissé, en 2008, dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire et se situe aujourd'hui au cinquième rang des pays subsahariens pour l'indice de développement humain des Nations unies, qui se fonde sur l'accès à l'éducation, l'espérance de vie, le revenu brut par habitant, etc. S'y ajoutent une évolution constante de sa croissance (5 % en 2018) et une inflation maîtrisée, autour de 1,3 %. Dans un rapport publié en juillet, l'ONG Oxfam fait figurer le Cap-Vert en tête des pays ouest-africains les plus engagés pour la réduction des inégalités,

devant la Mauritanie et le Sénégal, et même devant le Ghana, la deuxième économie régionale.

Cette dynamique est favorisée par la stabilité politique et la solidité des institutions de l'ancienne colonie portugaise, indépendante depuis 1975. Et elle passera désormais par la promotion de l'écotourisme. « Jusqu'ici, l'activité était concentrée sur le tourisme balnéaire dans deux îles, Sal et Boa Vista. L'idée est de déployer les atouts des îles rurales comme Santo Antao, Sao Nicolau, Fogo ou Santiago, où on peut développer de belles alternatives autour du voyage écoresponsable et culturel », souligne Francisco Sanches Martins, directeur général au ministère du tourisme et des transports à Praia, la capitale.

(...) Depuis les années 2000, le Cap-Vert est devenu une destination prisée, vantée comme un eldorado dans la plupart des guides touristiques. Entre 2010 et 2016, le nombre de chambres a doublé, passant de 5 800 à presque 12 000. La plupart de ces hébergements se trouvent concentrés dans des complexes de luxe installés sur les rivages de Sal, Boa Vista ou Sao Vicente, des îles courues par des foules de touristes en quête de farniente, de soleil et de plage.

Si l'archipel cherche aujourd'hui à diversifier son offre, c'est qu'il a bien conscience des limites auxquelles est parvenu le modèle actuel : près de 90 % des 700 000 visiteurs se rendant chaque année au Cap-Vert prennent des séjours « tout inclus » dans ces luxueux hôtels et plus de la moitié d'entre eux atterrissent dans la seule île de Sal. Les bénéfices pour l'économie nationale sont dérisoires. Selon une étude de la direction régionale pour l'Afrique de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), seulement 17 % du budget des visiteurs, en 2016, avait été dépensé localement : dans l'achat de souvenirs, la restauration, les télécommunications ou la visite de sites patrimoniaux.

Mais échapper à ce modèle du « all-inclusive » ne sera pas facile : les voyageurs, en majorité des filiales de grands voyageurs internationaux, y opposent une farouche résistance. (...) « Le touriste qui se rend dans une destination inconnue ou émergente recherche d'abord sécurité et confort », argumente Victor Fidalgo, consultant pour The Resort Group, un consortium britannique spécialisé dans la création de complexes hôteliers et de villégiatures de luxe.

Le lobbyiste cherche surtout à accréditer l'idée que le Cap-Vert n'est pas encore en mesure, en termes d'infrastructures, d'attirer les personnes voyageant en dehors du « tout-inclus ». Ce qui, pourtant, est de moins en moins vrai. Partout, dans les autres îles, se développent de petites structures d'accueil, hôtels, pensions et chambres chez l'habitant, favorisant des séjours de découverte plus intimistes, des randonnées en montagne, la visite des nombreux parcs nationaux, sans oublier les sites inscrits au Patrimoine mondial de l'humanité (...).

« Si nous voulons tenir notre ambition de 1 million de visiteurs en 2021 et 3 millions d'ici à 2030, nous n'avons pas d'autre choix que de diversifier l'offre et de poursuivre l'amélioration des capacités d'accueil et de transport en encourageant l'investissement privé local et étranger », indique Francisco Sanches Martins. (...) Cette politique incitative n'échappe cependant pas aux critiques. « C'est une erreur de penser qu'on peut lutter efficacement contre la pauvreté dans un pays comme le Cap-Vert par le seul biais du tourisme, sans développer la pêche et l'agriculture. Or, ces deux secteurs peinent encore à satisfaire les besoins domestiques. Là se situe le vrai défi », estime Edivaldo Neves, responsable d'une ONG de développement communautaire sur l'île de Santo Antao.

Tommy Melo, cofondateur de Biosfera, un collectif citoyen de lutte contre la pollution, craint quant à lui que la promotion du tourisme finisse par faire du tort à la destination Cap-Vert, du fait des conséquences environnementales désastreuses que cela génère. « Certaines côtes de l'archipel commencent à devenir de véritables décharges maritimes », s'inquiète-t-il. (...)

D13 : Felwine Sarr : « Non, l'Afrique n'est pas sous perfusion » ; Le monde, propos recueillis par Laurence Caramel, 25/08/2019

(...) *La France a placé la réduction des inégalités parmi les priorités du G7. Est-ce une bonne initiative ?*
« Il est heureux d'être sorti du mythe d'une croissance économique qui apporterait par elle-même le bien-être au plus grand nombre. Pour autant, aborder la question des inégalités uniquement à l'échelle d'un pays me semble très insuffisant. On ne peut ignorer que la répartition inégale des richesses dans le monde est liée aux règles de l'économie globale et du commerce international.

Comment un pays peut-il assurer à sa population l'accès aux services essentiels lorsqu'il lui est impossible de vendre ses matières premières à un prix juste ou lorsque les firmes multinationales présentes sur son sol ne paient pas leurs impôts ? Ne pas parler de ces sujets lorsqu'on prétend vouloir réduire les inégalités ne peut conduire qu'à des discours incantatoires.

N'est-ce pas décharger un peu rapidement les gouvernements africains de leurs responsabilités ?

Il ne s'agit de nier ni les difficultés du continent, ni les responsabilités des gouvernements. Leur mauvaise gouvernance et la corruption sont souvent mises en avant pour justifier la situation. Personne ne dira qu'il ne faut pas davantage de transparence et de meilleure gestion des ressources.

Mais j'appelle à regarder les choses de manière plus globale. Les G7 comme les G20 entretiennent une politique de la compassion : l'Afrique est le continent qu'il faut aider, la dernière frontière obscure de l'humanité, vers laquelle se penchent tous les bons Samaritains. C'est un rapport irrespectueux et hypocrite, car une part des difficultés du continent vient de la relation asymétrique entretenue par les grandes puissances qui pillent les ressources autant qu'elles peuvent.

Et ce sont d'abord les Africains qui aident les Africains. Les transferts de capitaux des migrants sont supérieurs à l'aide publique au développement et aux investissements étrangers. Pourtant, le discours dominant met en avant une Afrique sous perfusion. Les G7 sont d'abord une occasion pour les pays membres du club de réaffirmer leur puissance et leur vision du monde, en donnant des leçons aux autres. Nous devons apprendre à faire un monde commun dans le respect mutuel. (...)

La lutte contre la pauvreté n'est-elle pas un combat universel ?

La pauvreté est inacceptable et il faut tout faire pour l'éradiquer. Mais cela énoncé, il est important de sortir des modèles standardisés qui n'appréhendent la pauvreté qu'à travers un seuil unique de quelques dollars par jour. Les enquêtes de terrain ont permis de montrer que des individus sans revenus stables mais disposant d'un capital social et d'une richesse relationnelle parvenaient à répondre à leurs besoins, voire à épargner. Pourtant, l'Afrique occupe toujours le dernier rang dans les classements internationaux. C'est problématique, car cela renvoie une image de handicap. Je ne sais pas comment la jeunesse africaine va relever ses défis si elle se voit toujours occuper la place déficiente de l'humanité.

Les richesses du continent, plurielles et immenses, ne figurent dans aucun indicateur. Il faut complexifier cette image et ne pas accepter d'être réduits à des critères qui nous rabaissent. Un des défis du continent, c'est la confiance en soi, celle qui permet de dire non lorsque d'autres vous proposent des programmes pour vous sortir de vos difficultés et qu'ils ne sont pas adaptés.

Les politiques de lutte contre la pauvreté financées par l'aide internationale sont inadaptées ?

Je dis que c'est avant tout aux Africains de les définir et de prendre leur destin en main. Ce sont les gouvernements qui sont les plus à même de déterminer, à partir de critères endogènes, ce que sont les seuils de pauvreté ou d'inégalités qu'il est possible de tolérer. Je ne pense pas que les gens du FMI [Fonds monétaire international] ou des agences onusiennes soient davantage préoccupés du bien-être de ces pays que les populations elles-mêmes.

C'est une des conditions pour qu'elles s'approprient ces politiques et ne considèrent plus qu'elles sont parachutées de l'extérieur, enveloppées de sigles, OMD [Objectifs du millénaire], ODD [Objectifs de développement durable], qu'elles ne comprennent pas.

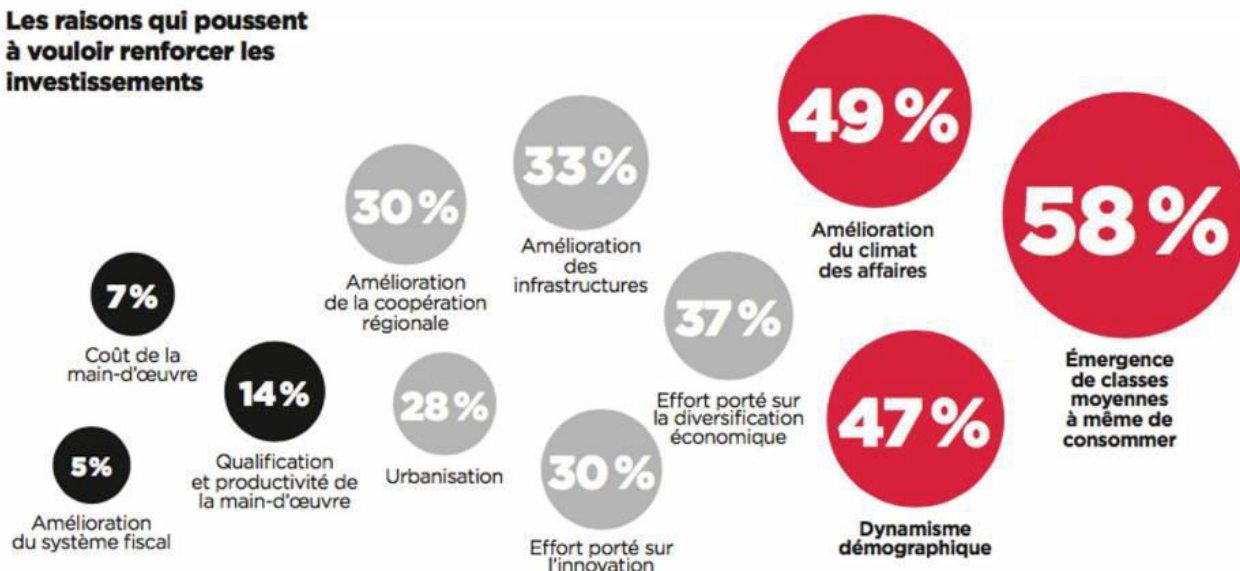
D14 : L'Afrique continue à attirer les investisseurs étrangers ; www.lepoint.fr/economie, 03/08/2018

L'investissement en Afrique a de beaux jours devant lui. C'est en tout cas ce que laissent penser les conclusions du baromètre annuel de Havas Horizon qui étudie la perception et les intentions des investisseurs à propos du continent. Et s'il y a un sujet sur lequel ils sont – presque – tous d'accord, c'est celui de la croissance africaine. Près de 92 % des sondés sont en effet très optimistes quant aux perspectives économiques en Afrique, et 80 % d'entre eux envisagent même d'y renforcer leurs positions à l'horizon 2023.

Pour Fatoumata Bâ, fondatrice de Janngo et répondante du panel constitué de près de 50 des plus grandes institutions financières et bancaires, ce chiffre s'explique par l'immense potentiel économique que représente le continent, « condensé et laboratoire de tous les défis colossaux de l'humanité ». Malgré les chocs induits par la baisse prolongée des prix des matières premières, la confiance des investisseurs est quasiment intacte. En 2017, 98 % des investisseurs se disaient optimistes pour les cinq années à venir, soit 6 de plus que cette année. (...)

L'émergence de la classe moyenne, l'amélioration du climat des affaires, le dynamisme démographique et la diversification économique engrangée récemment dans certains pays comme l'Angola sont autant de facteurs ayant valorisé les flux privés en direction du continent. Des investissements financiers de plus en plus en provenance d'Asie ou du Moyen-Orient, au détriment des investisseurs européens et américains. Grande gagnante de cette course aux investissements directs étrangers (IDE), la Chine. En 2017, l'empire du Milieu est en effet devenu le principal contributeur du continent. La mise en œuvre de grands projets d'infrastructures constitue, pour les sondés, un des facteurs de l'intérêt grandissant des investisseurs pour l'Afrique. « L'urbanisation [par exemple] génère de forts besoins d'investissements en infrastructures pour construire ces villes qui sont en train d'émerger et pour loger ces gens », explique Alexandre Maymat, responsable de la région Asie/Afrique/Méditerranée et outre-mer de la Société générale.

Les raisons qui poussent à vouloir renforcer les investissements



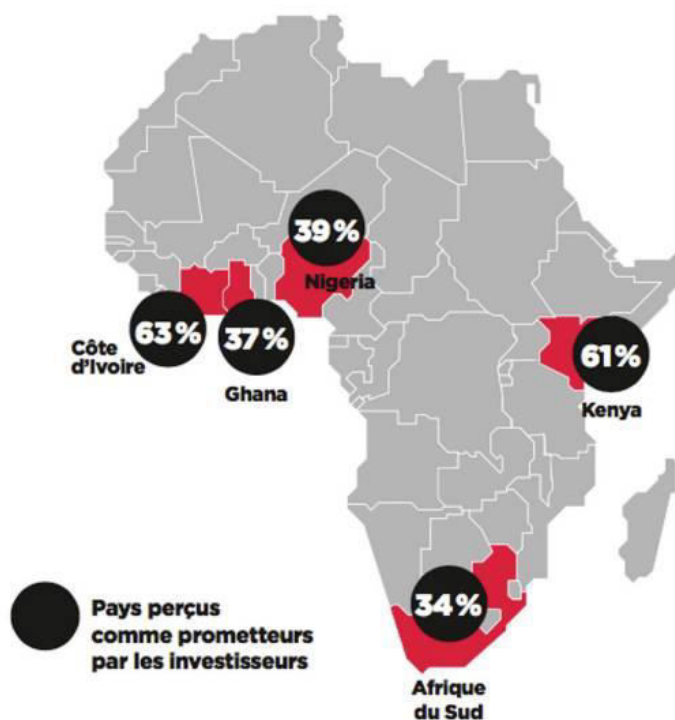
À en croire les sondés, une grande part de ces atouts se concentrent dans une région en particulier : l'Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire est d'ailleurs en tête des pays les plus attractifs et les plus prompts à profiter des 180 milliards de dollars de flux financiers à destination du continent. Le pays arrache même la première place du classement au Kenya, numéro un en 2017. L'Afrique centrale, en revanche, est de plus en plus en retrait. Elle est d'ailleurs la seule zone où les sondés souhaitent davantage réduire leur volume d'investissement (20 %) que l'accroître (16 %). Un « désamour » qui peut également s'expliquer par des politiques mal adaptées. « Il y a des gouvernements et des pays qui favorisent davantage

l'innovation et qui ont été beaucoup plus prompts à comprendre qu'elle devait intervenir dans tous les secteurs, souligne Hassanein Hiridjee, PDG d'Axian. Ces pays ont une véritable vision, ils ont favorisé l'écosystème et le développement dans l'innovation grâce à la technologie et à la data. »

Des gouvernements qui ont permis le développement de secteurs d'activité qui ont gagné aujourd'hui la confiance des investisseurs étrangers. Les services financiers liés à la bancarisation du continent (pour 23 % des sondés), la grande distribution (16 %), et l'énergie 14 % constituent ainsi le top 3 des domaines favoris des financiers.

Mais s'il est un secteur sur lequel sont unanimes les investisseurs, c'est bien celui de l'innovation et des nouvelles technologies. Pour 98 % d'entre eux, le domaine recèle d'innombrables potentialités. Pour 76 % du panel, l'innovation pourrait même constituer la pierre angulaire d'un modèle spécifique africain, déjà « une certitude pour une majorité d'acteurs économiques », assure Jean-Philippe Dorent, directeur général de Havas Horizons.

L'Afrique, qui s'impose notamment comme un des précurseurs dans la téléphonie mobile, pourrait voir dans l'émergence de plus en plus dense des nouvelles technologies sur son sol pas seulement un outil de modernité, mais un moyen d'accès à des services de base, un outil au service du développement de l'économie locale. « C'est notre responsabilité d'entrepreneur de que de connecter les innovations technologiques avec les besoins de l'économie réelle » confirme Fatoumata Bâ.



Les freins aux investissements existent : 23 % des sondés affirment que l'instabilité politique peut les réfréner, quand 16 % penchent pour la corruption. Des facteurs qui pourraient contrarier le potentiel d'emplois considérables que représente l'innovation. Et la part grandissante de la jeunesse dans la démographie africaine constitue un enjeu majeur. « On constate chez ces nouvelles générations une propension à l'entrepreneuriat [...] et [une capacité] à tirer avantage des nouvelles technologies pour s'insérer sur le marché du travail » constate les auteurs de l'étude.

Une situation qui engrange un fort développement des PME, déjà visible depuis quelques années. « La richesse que les Africains peuvent produire, s'ils bénéficient de systèmes éducatifs performants et de formations adaptées, fera une grande différence à terme. » Pour créer les 500 millions d'emplois nécessaires à un continent, qui en 2050, abritera un quart de la population mondiale, il faudra donc investir, aussi, dans la formation des jeunes.

D15 : Les perspectives de croissance du continent africain ; lebourcier.ma/Actus/, Abir Labied, 18/01/2019

La Banque Africaine de Développement vient de livrer ses perspectives de croissance pour le continent. Dix pays s'illustrent particulièrement avec des taux de croissance allant de 5,9% à 10,9%, très loin des 2,9% de croissance que réalisera le Maroc sur la même année.

Ci-dessous le top ten des pays africains qui ont réalisé les plus fortes croissances économiques en 2018 et leurs perspectives pour 2019 et 2020 (*Source: LeBoursier; chiffres: BAD*).

Top 10 des Pays africains	Croissance du PIB en 2018	Croissance du PIB en 2019*	Croissance du PIB en 2020*
Libye	10,90%	10,80%	1,40%
Ethiopie	7,70%	8,20%	8,20%
Côte d'Ivoire	7,40%	7%	6,90%
Rwanda	7,20%	7,80%	8,00%
Burkina Faso	7%	6%	5,90%
Sénégal	7,00%	-	-
Tanzanie	6,70%	6,60%	6,60%
Ghana	6,20%	7,30%	5,40%
Bénin	6%	6,30%	6,80%
Guinée	5,90%	6,00%	6,00%
Kenya	5,90%	6,00%	6,10%

D16 : A la recherche de la classe moyenne africaine ; Le Monde, Marie de Vergès, 08/04/2018

A Nairobi voisinent des réalités difficilement conciliables. Celle de Kibera, par exemple, l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique, situé dans le sud de la capitale kényane, où s'entassent des centaines de milliers de personnes au milieu des débris. Et celle de ces centres commerciaux à l'architecture clinquante qui poussent comme des champignons après la pluie, le long des avenues embouteillées. Inauguré en 2016, à moins de quinze kilomètres de Kibera, le Hub Karen est l'un de ces nouveaux temples de la consommation. Carrefour et Burger King y ont déjà élu domicile, parmi plus de quatre-vingts enseignes, et Decathlon devrait suivre, avec l'ouverture d'un magasin prévue au deuxième semestre.

Le Kenya est un pari logique pour le spécialiste français des articles de sport, qui se développe depuis trois ans en Afrique en suivant deux directions : « Les pays avec un pouvoir d'achat déjà conséquent, comme le Maroc ou l'Afrique du Sud, et ce que j'appelle l'axe Dakar-Nairobi, c'est-à-dire les pays où la classe moyenne va devenir de plus en plus importante », explique Valéry Guers, responsable de l'entreprise sur place.

Une classe moyenne émergente en Afrique subsaharienne : le concept s'est emparé de l'imaginaire des investisseurs depuis près d'une décennie. Un phénomène étroitement corrélé aux années de forte croissance, qui ont vu le produit intérieur brut (PIB) africain progresser de plus de 5 % par an en moyenne entre 2004 et 2014. D'un coup, le continent a cessé d'être uniquement cette terre de pauvreté, comme à Kibera, de guerres et d'élections truquées. De nouvelles statistiques ont commencé à circuler, comme autant de promesses de développement : une urbanisation galopante (à un rythme de 4 % par an), une explosion du marché du mobile, une progression constante des dépenses des ménages... D'Unilever à Nestlé, en passant par le numéro un mondial des spiritueux, Diageo, tous les groupes de grande consommation se sont mis à chanter la musique de l'Afrique.

(...) Depuis, la magie s'est un peu estompée. L'Afrique a connu un sévère trou d'air conjoncturel avec la chute des prix des matières premières. Dans certains pays, comme le Nigeria ou le Ghana, les devises se sont brutalement dépréciées, laminant le pouvoir d'achat des ménages. (...) « Toute l'histoire autour d'une classe moyenne progressant rapidement en Afrique n'a pas eu lieu », concluait dans le Financial Times

Esili Eigbe, analyste d'Exotix basé au Nigeria. Ce constat fait l'objet d'âpres débats. « On s'est emballé à une période où les pays pétroliers étaient en expansion, avec des phénomènes de consommation ostentatoires. La crise ôte un chapeau artificiel, mais ça n'annule pas le phénomène, juge Jean-Michel Severino, président d'Investisseurs et partenaires, un fonds dédié aux PME africaines. Il suffit de voyager, ça se voit à l'œil nu. » (...)

La Banque africaine de développement persiste et signe, elle aussi, malgré les critiques qui l'accusent d'avoir suscité un excès d'afro-optimisme. Pour étayer ses résultats basés sur les revenus et les dépenses de consommation, elle a élargi ses critères aux actifs et biens d'équipement détenus par les ménages : des toilettes aux scooters, en passant par l'électricité et l'eau potable... « Nous trouvons une forte corrélation avec nos conclusions de 2011 : la classe moyenne a progressé en deux décennies et concerne jusqu'à 15 % de la population africaine », insistait Abebe Shimeles, directeur de la recherche à la BAD, lors d'un colloque organisé en janvier par l'Institut français des relations internationales (IFRI). Mais cette estimation ne fait pas l'unanimité. En 2015, un décompte des classes moyennes dans le monde réalisé par Credit Suisse sur la base du patrimoine concluait, pour l'Afrique, à... 18,8 millions de personnes. Soit moins de 2 % de la population du continent.

A cette aune, peut-on véritablement parler de classe moyenne ? « C'est un concept mobilisateur car il traduit une idée de modernité et de pouvoir d'achat, mais en fait, cela n'existe pas en tant que tel en Afrique », tranche Dominique Darbon, chercheur au laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM), à Sciences Po Bordeaux. Tout simplement, explique-t-il, parce qu'on ne trouve pas sur le continent l'effet de masse traditionnellement associé aux classes moyennes : autrement dit, une strate très importante de la population qui se situerait au milieu de l'échelle des revenus.

La dynamique reste freinée par plusieurs facteurs propres à l'Afrique. La faiblesse du secteur manufacturier, d'abord, avec des pays qui demeurent largement exclus des chaînes de valeur mondiales. Or seule l'industrie, grosse pourvoyeuse d'emplois stables, semble pouvoir jouer le rôle d'accélérateur de développement. Un niveau élevé d'inégalités, ensuite : à l'échelle du continent, l'accroissement des revenus est largement capté par les plus riches.

La confusion est entretenue par des discours établissant parfois des parallèles entre l'Inde, la Chine et l'Afrique. Mais le continent noir est loin d'être un marché unique : il est constitué de plus de cinquante pays aux réalités très diverses. Certains ne connaissent pas encore véritablement ces mutations sociales : l'essentiel de la bande du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger...) ou encore les grandes zones d'Afrique de la forêt (République démocratique du Congo, Congo-Brazzaville...).

Ces disparités géographiques se sont accrues depuis la crise des prix des matières premières, qui a littéralement coupé l'Afrique en deux. D'un côté, les pays pétroliers, comme le Nigeria ou le Gabon, peinent toujours à sortir du marasme. De l'autre, les pays aux économies plus diversifiées, tels la Côte d'Ivoire, le Sénégal ou le Kenya, affichent des taux de croissance mirobolants.

L'hétérogénéité n'est pas seulement continentale, elle est aussi locale. Cette classe moyenne est concentrée dans les villes, hauts lieux de consommation. Mais même au sein des agglomérations, elle se subdivise en plusieurs groupes : les comportements varient largement entre un individu qui gagne 20 dollars par jour, un autre qui en gagne 10 et un autre seulement 4. L'un achètera ses cigarettes à l'unité, l'autre par paquets entiers. L'un adoptera les grandes surfaces, l'autre restera fidèle aux marchés de rue. (...)

D17 : Le Maroc, une puissance émergente ? Le Point, entretien avec le géopolitologue Aymeric Chauprade, 12/07/2019

Parmi les pays de l'émergence africaine, le Maroc occupe une place de tout premier plan. D'un royaume plus perçu comme un espace politique, le Maroc est passé à un espace économique d'envergure qui

s'intègre de manière avantageuse dans la chaîne de valeur mondiale autour, entre autres, de la production automobile, de l'activité portuaire, des nouvelles technologies, des énergies renouvelables, etc. Sur les plans politique, social et sociétal, le royaume chérifien a procédé à des réaménagements qui lui ont permis de vivre autrement le fameux Printemps arabe, dans l'évolution et pas dans la révolution. Sur les questions de mobilité des populations, de pays d'émigration puis de passage vers l'Europe, il est devenu espace d'immigration avec la régularisation de nombre de migrants subsahariens. Confronté à l'islamisme, le Maroc a développé une stratégie aussi bien préventive que répressive qui lui permet d'anticiper les actes malveillants et de construire un islam du milieu. Autant de points qui en font un pays à scruter. (...)

Les vingt années de règne du roi Mohammed VI ont révélé un Maroc créatif et ambitieux sur les plans politique, économique, social et culturel. Il reste pourtant un défi majeur, celui d'une meilleure inclusion d'une grande partie de la jeunesse confrontée à des obstacles dans son éducation, sa formation et ses opportunités de travail. Quel regard posez-vous sur la manière dont cela est pris en compte par le gouvernement marocain, par le roi Mohammed VI ?

J'analyse toujours l'évolution d'une société avec le regard de l'historien du temps long, pas avec la myopie du temps court occidental. Notre problème, en Europe de l'Ouest en particulier, c'est le « court-termisme » et la tentation idéologique plutôt que le respect du réel. Comme des enfants gâtés, nous voulons tout, et tout de suite, sans nous rendre compte que toute société a une élasticité propre qui fait qu'on ne change pas un pays en quelques années ! Les jeunes constituent au Maroc près d'un tiers de la population, soit environ 11,7 millions de personnes ! Bien sûr que le chômage des jeunes est encore massif, que ceux qui travaillent ont encore des salaires trop bas, que la couverture sociale est encore bien trop faible... Mais posons-nous la question de savoir ce qui est plus scandaleux entre un chômage des jeunes à 25 % dans un pays développé comme la France et un chômage des jeunes à plus de 60 % dans un pays entré très récemment dans la modernisation et la mondialisation... Dans mon livre, je mets le projecteur aussi sur les transformations qui sont en cours dans la formation des jeunes et je démontre à quel point toute la société marocaine et son élite sont mobilisées pour réussir cette modernisation sociale et économique. Le Maroc, comme les sociétés européennes, est intégré dans la mondialisation et connaît donc le même défi que nos sociétés européennes : le risque de fracture entre gagnants de la mondialisation et perdants de la mondialisation. (...)

La fulgurance des réalisations des deux décennies de règne de Mohammed VI ont mis au jour d'énormes disparités économiques et sociales au sein du royaume, entre les instruits et les illettrés nombreux, les urbains et les ruraux, ceux formés dans un moule teinté d'Occident et les autres. Quels sont les signes émis par le Maroc, le roi et le gouvernement, qui vous font penser que ce défi est en train d'être relevé ?

D'abord, un chiffre essentiel. En quinze ans, le Maroc est passé d'un taux d'alphabétisation des adultes de 50 % à près de 80 %. Une politique déterminée de lutte contre la pauvreté, d'accès à la santé, des programmes d'appui social accompagnant la croissance économique ont porté leurs fruits, même si, c'est vrai, et je crois en faire le constat objectif dans mon livre, beaucoup de problèmes subsistent. Il faut bien comprendre que l'on n'arrive pas à l'égalité entre les hommes et les femmes, à la liberté religieuse, aux droits de toutes les minorités, en quelques années ! Si l'on respecte l'identité d'une société, on respecte aussi le temps qu'elle met à évoluer. Encore une fois, ce qui compte, c'est la direction prise, et celle voulue par le roi est incontestablement celle de la modernité, mais sans la négation non plus de l'identité islamique du pays, de ses traditions...

Sur les champs politique et économique, le Maroc sous Mohammed VI a réaffirmé sa dimension africaine, illustrant sa volonté de ne pas se laisser enfermer dans un univers exclusivement arabe. En quoi, cela a-t-il été le bon choix ?

Le Maroc a réintégré l'Union africaine, il est redevenu ce qu'il a toujours été durant sa longue histoire, une puissance africaine, avec son extension saharienne qui le lie historiquement à l'Afrique subsaharienne. Le continent africain comptera, en 2050, trois Africains de moins de vingt-cinq ans, pour un Européen proche de la cinquantaine. L'influence du Maroc en Afrique va se révéler très utile aux Européens dans leur relation avec ce continent jeune, en pleine explosion démographique, et avec les défis migratoires que nous connaissons, et qui, s'ils continuent à ne pas être traités en Europe, aboutiront un jour à une

fermeture brutale de l'Europe à son voisinage africain et méditerranéen. C'est justement parce que je suis un géopolitologue lucide sur l'aggravation du choc des civilisations que je souligne ici l'importance d'un Maroc allié de l'Europe face au double défi de la radicalité islamique et de la démographie africaine !

D18 : Au Sahel, l'engrenage des conflits communautaires et le poison djihadiste ; Le Monde, Cyril Bensimon, Morgane Le Cam et Sophie Douce, 14/01/2019

(...) Les conflits opposant des groupes armés, tantôt peuls, tantôt bambaras et dogon, aux villageois désarmés de l'autre communauté, augmentent depuis 2015. Lorsque l'armée française et ses alliés sont intervenus, début 2013, pour chasser les groupes islamistes du nord du Mali, la région de Ségou était encore calme – du moins en apparence. Les opérations étant concentrées dans le nord du Mali, les djihadistes ont alors profité de la faible pression militaire sur le centre du pays pour y engager leurs forces. Dans une stratégie d'ancrage local qui a déjà fait ses preuves dans le Nord avec certaines communautés touareg et arabes, ils ont cherché à recruter en priorité au sein de la population peule. (...)

Déclenchées sur fond de rivalités, de règlements de comptes familiaux et de litiges fonciers ancestraux, les violences intercommunautaires ont été exacerbées par la montée en puissance des djihadistes. Avec la prolifération des armes de guerre en provenance du Nord, les affrontements sont devenus plus meurtriers, accélérant la dégradation des relations entre voisins.

La plupart des agents de l'Etat, souvent perçus par la population comme des prédateurs économiques, ont fui pour échapper aux assassinats ciblés commis par les islamistes. Les tentatives de rétablir l'administration ont échoué, et la présence de l'Etat continue de reculer au nord et au centre.

(...) Face à l'insécurité galopante et dans un contexte où règne la plus grande confusion entre actes terroristes, affrontements intercommunautaires et attaques de milices, les autorités maliennes sont dépassées. Les maigres espoirs que placent dans la justice les parents de victimes et les survivants sont le plus souvent déçus.

(...) « Le sang continue à couler, et cela ne choque plus personne. Nous sommes délaissés. Au lieu de désarmer les milices, les autorités les laissent faire. On ne fait que compter les morts, c'est inadmissible ! », s'insurge un responsable local de Tabital Pulaaku, l'association de défense des Peuls.

A ces récriminations, l'armée malienne objecte son manque d'équipement, qui la réduirait à l'impuissance. « Dès que nous sommes informés d'une attaque, nous envoyons une patrouille. Mais ces bandits circulent rapidement, à moto, sur un territoire immense, beaucoup trop vaste pour les faibles moyens dont nous disposons », se désespère un soldat rencontré à Niono. Depuis le premier assaut djihadiste dans le centre du pays, le 5 janvier 2015, qui avait ciblé le camp militaire de Nampala et au cours duquel une dizaine de militaires maliens avaient été tués, l'armée accumule défaites et pertes humaines.

(...) Dans les régions de Mopti et de Ségou, plus de 60 000 personnes ont déjà abandonné leur village pour se réfugier en ville, provoquant d'autres tensions entre les déplacés et les habitants, qui perçoivent ces nouveaux venus comme une source d'insécurité. Face à cette contagion, le pessimisme grandit. Le responsable local de l'association peule Tabital Pulaaku file une ultime métaphore : « Tous ces conflits, c'est comme un feu : il a été allumé ailleurs, mais il prend, petit à petit, tout autour. » Tout autour et, notamment, de l'autre côté de la frontière. Au Burkina Faso, longtemps considéré comme un pôle de stabilité, le feu djihadiste puis la défiance intercommunautaire se sont étendus comme au Mali, mais à une vitesse bien supérieure. Le premier groupe islamiste armé local, Ansaroul Islam, apparu en 2016, recrute lui aussi largement – mais pas exclusivement – au sein de la communauté peule.

(...) « L'insécurité est telle que personne n'est à l'abri », s'est alarmé le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale, Siméon Sawadogo, début avril, au lendemain

d'affrontements à Arbinda, dans le nord du pays, qui ont fait au moins 62 morts. Le 9 juin, 19 personnes ont été tuées lors d'une nouvelle attaque.

(...) Au Sahel, les conflits entre agriculteurs et éleveurs, principalement peuls, suscitent régulièrement des flambées de violence, mais, avec la multiplication des actes de vengeance, la communauté peule – 8 % de la population et deuxième plus importante du Burkina Faso – se sent abandonnée.

« Il y a des localités où les Peuls se retrouvent pris en étau entre les militaires, les milices et les combattants islamistes, analyse l'expert Oumarou Paul Koalaga, du Réseau de réflexion stratégique sur la sécurité au Sahel (2R3S). Les djihadistes instrumentalisent leurs frustrations pour les recruter, en surfant sur la fibre ethnique, avec un objectif clair : diviser la population pour mieux régner. »

Résultat, souligne l'ONG Human Rights Watch, dans un rapport publié en mars : « une augmentation dramatique et dangereuse des tensions » entre les Peuls – ciblés pour leur soutien supposé aux djihadistes – et les Mossis, les Foulés et les Bella, que les islamistes perçoivent comme des indicateurs à la solde de l'Etat.

Avec plus de 400 morts enregistrés depuis 2015, les autorités redoutent un embrasement. Selon nos informations, des actes de représailles contre les populations peules se poursuivent dans la région du Centre-Nord, où plus de 30 000 déplacés ont fui leur village. « Ils ne savent plus à quel saint se vouer. S'ils continuent à être maltraités, ils chercheront un moyen de se protéger, et, là, ça peut devenir explosif », prévient Boubakary Diallo, secrétaire général de l'Union nationale des rugga du Burkina, une association de défense des droits des populations pastorales.

(...) « Le manque de sanctions exemplaires constitue un grand danger, alerte, pour sa part, le chercheur Thomas Ouedraogo. Si rien n'est fait, les populations risquent de recourir encore plus à la violence pour se faire justice. » Alors que le pays compte actuellement plus de 130 000 déplacés et près de 900 écoles fermées, plane le spectre d'un glissement vers un conflit interconfessionnel et d'une extension de la zone d'instabilité. Entre le 28 avril et le 26 mai, quatre attaques, non revendiquées, mais imputées aux groupes islamistes, ont visé des messes ou des processions chrétiennes pour la première fois.

Depuis janvier 2016, la capitale, Ouagadougou, a été visée par trois attentats djihadistes d'envergure, causant la mort d'une soixantaine de personnes. Si les opérations militaires, lancées dans le nord et l'est du pays ont permis de « neutraliser » des combattants islamistes, elles contribuent par ailleurs à déplacer la menace vers les Etats voisins : Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin...

En novembre, quelques jours avant d'être donné pour mort par les autorités françaises et maliennes, et avant de réapparaître dans une nouvelle vidéo, Amadou Koufa en avait appelé « aux Peuls, où qu'ils se trouvent : au Sénégal, au Mali, au Niger, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Nigeria, au Ghana et au Cameroun ». Un message d'expansion de la lutte, portée par les frustrations locales, nourrie de la faiblesse des Etats et de leur violence. Une stratégie qu'avaient déployée, au début des années 2000, les pères fondateurs du djihad au Sahel, venus d'Algérie. Avec un succès certain.

D19 : Classement des Etats d'Afrique par indice de développement humain ; agenceecofin.com, septembre 2018

Rang (Afrique)	Pays	Rang (Mondial)	Catégorie (IDH)
1	Seychelles	62	Elevé
2	Maurice	65	Elevé
3	Algérie	85	Elevé
4	Tunisie	95	Elevé
5	Botswana	101	Elevé
6	Libye	108	Elevé
7	Gabon	110	Elevé
8	Afrique du Sud	113	Moyen
9	Egypte	115	Moyen
10	Maroc	123	Moyen
11	Cap-Vert	125	Moyen
12	Namibie	129	Moyen
13	Congo	137	Moyen
14	Ghana	140	Moyen
15	Guinée Equatoriale	141	Moyen
16	Kenya	142	Moyen
17	Sao-Tomé et Principe	143	Moyen
18	eSwatini	144	Moyen
18	Zambie	144	Moyen
20	Angola	147	Moyen
21	Cameroun	151	Moyen
22	Tanzanie	154	Faible
23	Zimbabwe	156	Faible
24	Nigeria	157	Faible
25	Rwanda	158	Faible
26	Lesotho	159	Faible
26	Mauritanie	159	Faible
28	Madagascar	161	Faible
29	Ouganda	162	Faible
30	Benin	163	Faible
31	Sénégal	164	Faible
32	Comores	165	Faible
32	Togo	165	Faible
34	Soudan	167	Faible
35	Côte d'Ivoire	170	Faible
36	Malawi	171	Faible
37	Djibouti	172	Faible
38	Ethiopie	173	Faible
39	Gambie	174	Faible

40	Guinée	175	Faible
41	RDC	176	Faible
42	Guinée-Bissau	177	Faible
43	Erythrée	179	Faible
44	Mozambique	180	Faible
45	Liberia	181	Faible
46	Mali	182	Faible
47	Burkina Faso	183	Faible
48	Sierra Leone	184	Faible
49	Burundi	185	Faible
50	Tchad	186	Faible
51	Sud Soudan	187	Faible
52	Rép. centrafricaine	188	Faible
53	Niger	189	Faible

D20 : L'Afrique du Sud, une puissance africaine ; www.diplomatie.gouv.fr, mise à jour 11/07/2019

Données générales

(...)

Données démographiques

Population (2017) : 56,7 millions d'habitants (2017)

Densité : 46 hab./km²

Croissance démographique (2017) : 1,2 %

Espérance de vie : 63 ans pour les femmes et 56 ans pour les hommes (2018) ans (Blancs : 71 ans, Noirs : 51 ans).

VIH : 19 % des adultes seraient séropositifs.

Taux d'alphabétisation : 86 %

Communautés : Noirs 79,2 %, Blancs 9,4 %, Métis 8,9 %, Indiens 2,5 %

Religions : Chrétiens (toutes églises confondues) 80 % ; athées, agnostiques, sans affiliation 14 % ; musulmans 1,7 % ; hindouistes 1,1 % ; autres 2,2 %

Indice de développement humain (PNUD, 2018) : 0,669 – 113e place sur 188 (recul de plus de 35 places entre 1990 et 2005 lié à la pandémie de SIDA)

Données économiques

(sources : Banque mondiale, Trésor)

PIB (DG Trésor, 2018) : 370 Mds USD courants

PIB par habitant (Banque Mondiale, 2018) : 6 377 USD (revenu moyen supérieur)

Croissance (DG Trésor, 2017) : 1,3 % (projections à moins de 1 % en 2018 et 1,9 % en 2019 (DG Trésor)

Taux de chômage (DG Trésor, 2017) : 27,3 % (15,6 % en 1994)

Taux d'inflation (DG Trésor, 2017) : 5,1 % en 2017

Dette publique (DG Trésor, 2017) : 52,6 % du PIB

Déficit budgétaire (DG Trésor, 2017) : - 4,3 %

Balance des paiements courants (DG Trésor, 2017) : - 2,4 % du PIB

(...)

Eléments d'actualité

Politique intérieure

Depuis l'avènement de la démocratie sud-africaine et les premières élections de 1994, qui avaient vu la victoire de Nelson Mandela, le parti ANC (African National Congress) est au pouvoir. Les dernières élections législatives (le 8 mai 2019) ont vu à nouveau la victoire du parti, portant à la présidence de la République Cyril Ramaphosa, cinquième président de la République d'Afrique du Sud. L'ANC conserve une majorité confortable au parlement (230 sièges sur 400 après avoir obtenu 57,5 % des voix aux élections de mai 2019), mais est fortement concurrencé sur sa droite comme sur sa gauche, notamment par l'Alliance démocratique (DA), principal parti d'opposition (84 sièges, 20,8 % en 2019) et les Economic Freedom Fighters (EFF), parti de gauche radicale (44 sièges, 10,8 % en 2019).

Déjà à la tête de l'État depuis la démission de Jacob Zuma (février 2018), le Président Ramaphosa a annoncé le 29 mai 2019 la formation de son gouvernement, réduit à 28 ministres (36 dans la précédente mandature) et respectant la parité. Le Président Ramaphosa a promis de mettre en œuvre les réformes annoncées (propriété foncière, accès à la santé, chômage, corruption, lutte contre la pauvreté), dénonçant l'érosion des institutions et le gaspillage des ressources dans la période récente.

Situation économique (source : DGTrésor)

Avec un PIB de 370 Mds USD (62 % du PIB d'Afrique australe ; 21 % du PIB d'Afrique subsaharienne), l'Afrique du Sud, unique pays africain membre des BRICS et du G20, est la 2e économie du continent derrière le Nigéria et devant l'Égypte. Toutefois, en termes de richesse par habitant, l'Afrique du Sud (6 377 USD/tête - 2e pays d'Afrique australe derrière le Botswana) se situe bien devant ces deux pays.

Le pays dispose de nombreux atouts qui en font une économie émergente importante : économie la plus moderne et diversifiée d'Afrique (malgré une forte dépendance au secteur minier – 7 % du PIB), secteur des services puissants (notamment financiers – 21 % du PIB), large ouverture aux exportations, stabilité politique et fiabilité des institutions notamment judiciaires, richesses en ressources naturelles, qualité des infrastructures, progression de la classe moyenne, sophistication financière (11e et devant la France sur ce critère au classement du World Economic Forum). La croissance du pays a cependant du mal à redécoller depuis la récession de 2009 (croissance de 1,3 % en 2017).

D'importants progrès ont été enregistrés depuis la fin de l'Apartheid : réduction de l'extrême pauvreté (11,5 % en 1994, 5 % en 2019), accès à l'électricité (accessible pour 83 % des ménages) ou au logement (79,4 % des ménages résident aujourd'hui dans des maisons en dur), mais le pays souffre encore d'importantes disparités sociales.

Politique étrangère

L'année 2018 fut une année diplomatique majeure pour l'Afrique du Sud, qui cumulait trois présidences (BRICS, SADC jusqu'en août 2018, IORA), a obtenu un siège de membre non-permanent au Conseil de sécurité et célébrait le centenaire de la naissance de Mandela. L'Afrique du Sud donne la priorité aux pays du Sud, aux BRICS (en particulier la Chine) et aux pays africains, bien que l'Union européenne demeure son premier partenaire commercial.

L'Afrique du Sud affiche clairement ses ambitions à l'échelle du continent et présente des positions alignées sur celles de l'Union africaine (UA). Lors du dernier sommet de l'Union africaine en juillet 2018, elle a signé l'accord de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC).

L'Afrique du Sud demeure néanmoins centrée sur sa zone d'influence prioritaire, la SADC. Le Président Ramaphosa a ainsi effectué ses premières visites à l'étranger en Namibie (2 mars 2018) puis en Angola (3

mars 2018), confirmant ainsi l'importance accordée par la diplomatie sud-africaine aux pays de la SADC.

Depuis 2011, l'Afrique du Sud participe et s'investit aux forums des BRICS, dans l'optique de renforcer ses partenariats Sud-Sud. Elle tisse des liens économiques étroits avec ses partenaires, dont la Chine, qui est devenu le premier partenaire commercial étatique de l'Afrique du Sud. Seul État africain membre du G20, elle s'efforce d'y promouvoir les intérêts africains. L'Afrique du Sud aura la présidence de l'Union africaine en 2020 et fait partie des pays africains invités par le Président Macron au sommet du G7 à Biarritz.

La diplomatie sud-africaine repose sur le respect de la souveraineté nationale et l'autodétermination des peuples. Ses positions concernant la Syrie (hostilité à tout interventionnisme, prenant régulièrement l'exemple de l'échec de l'interventionnisme en Libye), sur l'Iran (droit inaliénable à l'enrichissement et à l'utilisation du nucléaire civil, conformément au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)) et concernant la Palestine (reconnaissance de l'État palestinien) illustrent cette position.

Sur les négociations climatiques, l'Afrique du Sud est très ambitieuse et constitue un partenaire-clé. L'Afrique du Sud a soutenu la mise en place d'un accord universel, plaçant l'adaptation au cœur des engagements et fondé sur le principe d'une responsabilité commune mais différenciée. L'Afrique du Sud souhaite que les pays du Nord honorent les engagements qui ont été pris en matière de financement. La société civile se mobilise régulièrement.

Concernant la réforme du Conseil de sécurité, le pays soutient officiellement la position africaine, déterminée par le consensus d'Ezulwini (2005) : au moins deux sièges permanents attribués à l'Afrique, et cinq sièges non-permanents. Le choix des États qui obtiendraient ces sièges serait ensuite déterminé par l'Union africaine.

L'Afrique du Sud est également très engagée en matière de non-prolifération nucléaire et a ratifié le Traité d'interdiction des armes nucléaires (ICAN).

D21 : Les 25 pays produisant le moins de richesses en 2019 selon le FMI ; www.journaldunet.fr, 26/07/2019

Rang	Pays	PIB par habitant en dollars US courants en 2019
1	Soudan du Sud	236
2	Burundi	310
3	Malawi	367
4	République centrafricaine	441
5	Madagascar	471
6	Niger	488
7	Mozambique	493
8	République démocratique du Congo	495
9	Sierra Leone	517
10	Afghanistan	548
11	Togo	682
12	Liberia	704
13	Soudan	728
14	Burkina Faso	744
15	Ouganda	759
16	Gambie	778

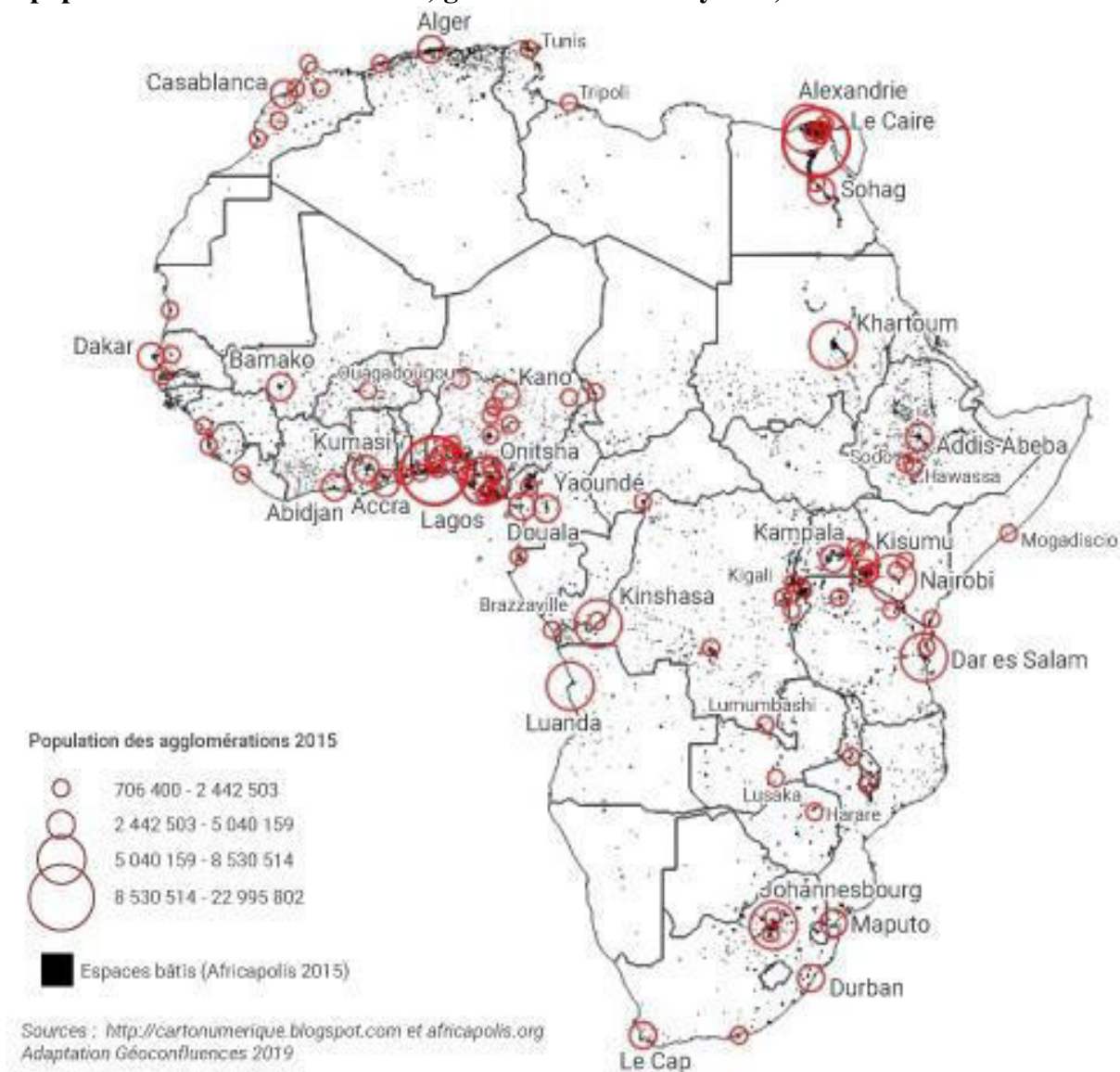
Rang	Pays	PIB par habitant en dollars US courants en 2019
17	Tadjikistan	828
18	Rwanda	830
19	Comores	833
20	Haiti	854
21	Guinée-Bissau	866
22	Tchad	888
23	Yémen	919
24	Guinée	926
25	Mali	934

D22 : Le classement des 10 pays les plus riches d'Afrique en 2019 ; www.energyservicesexperts.com, 15/08/2019

Top 10 des puissances économiques d'Afrique

- 10e Ghana avec un Produit intérieur Brut estimé à 57,23 milliards de dollars
- 9e Tanzanie avec un Produit intérieur Brut estimé à 60,30 milliards de dollars
- 8e Ethiopie avec un Produit intérieur Brut estimé à 88,17 milliards de dollars
- 7e Kenya avec un Produit intérieur Brut estimé à 98,26 milliards de dollars
- 6e Angola avec un Produit intérieur Brut estimé à 110,19 milliards de dollars
- 5e Maroc avec un Produit intérieur Brut estimé à 122,46 milliards de dollars
- 4e Algérie avec un Produit intérieur Brut estimé à 200,17 milliards de dollars
- 3e Egypte avec un Produit intérieur Brut estimé à 298,15 milliards de dollars
- 2e Afrique du Sud avec un Produit intérieur Brut estimé à 385,53 milliards de dollars
- 1er Nigéria avec un Produit intérieur Brut estimé à 447,01 milliards de dollars.

D23 : La population des villes africaines ; geoconfluences.ens-lyon.fr, 31/01/2019



D24 : L'Algérie, une grande puissance régionale ; Extraits de l'article de Serge Sur, « Algérie : un souvenir, un regret », publié dans « L'Algérie. Puissance régionale », Questions internationales, n° 81, septembre-octobre 2016

L'Algérie est un pays d'Afrique du Nord qui fait partie du Maghreb. Il est bordé à l'est par la Libye et la Tunisie, au sud par le Niger et le Mali, à l'ouest par la Mauritanie, le Sahara occidental et le Maroc. Il est bordé au nord par la mer Méditerranée.

Une position unique en Afrique

« L'Algérie est le plus grand pays d'Afrique, la seconde population arabe après l'Égypte, un verrou contre le terrorisme. Elle affirme fortement son identité arabo-islamique. Elle est animée par une permanente volonté d'indépendance diplomatique et stratégique. Chacun de ces éléments comporte ses défis et ses contraintes. Dans une région marquée par une instabilité croissante, le pays apparaît comme un pôle de stabilité, tout en restant sous une menace extérieure diffuse et difficile à maîtriser.

Le gigantisme du territoire algérien, surtout par rapport à ses voisins immédiats du Maghreb, doit être mis en relation avec l'étroitesse de son espace fertile et peuplé, une large et profonde bande côtière au bord de

la Méditerranée occidentale. Le Sahara est loin d'être sans ressources. Il est à l'inverse riche en hydrocarbures, mais son immensité, ses frontières ouvertes sur des voisins dont beaucoup sont fragiles et pour certains défaillants sont autant de défis sécuritaires pour le pays. Le Sahara est notamment le chemin de multiples trafics criminels et de migrations incontrôlées en provenance de l'Afrique subsaharienne. En revanche, l'importance de la population algérienne dans son environnement régional est un élément d'influence que le pays ne met peut-être pas suffisamment à profit.

L'Algérie dispose aussi de la deuxième armée du continent, avec ses composantes terrestres, aériennes et maritimes. Son équipement s'alimente à des sources variées – Russie, Chine, pays européens – avec un grand souci de diversification et un effort de développement national d'une industrie de défense. Le lien entre politique de défense et politique étrangère servie par un réseau diplomatique de qualité est puissant, le souci de cohérence constant, ce qui est un signe parmi d'autres du poids de l'armée dans le pays. Pour les pays tiers, le partenariat avec l'Algérie est recherché, même s'il est incommode en raison d'un souverainisme sourcilieux, et toujours incertain du fait de l'opacité du pouvoir et de son goût pour les menées souterraines. Un souci, le Maroc, l'autre grande puissance du Maghreb, pays frère et rival dont les principes internes et internationaux lui sont opposés – une monarchie à fondement religieux, un enracinement occidental marqué. Mais surtout, considération géopolitique, affleure le désir algérien d'avoir un accès à l'Atlantique, dont la République arabe sahraouie démocratique (RASD) du Front Polisario, qu'elle soutient fermement, serait l'instrument.

Un verrou contre le terrorisme

Dans la décennie 1990, l'Algérie (...) a été frappée par un terrorisme islamique intérieur, celui du Groupe islamique armé (GIA). Il a été la préfiguration d'une expansion plus internationale au début du XXI^e siècle jusqu'à nos jours, dont l'origine est davantage moyen-orientale et qui tend à se diffuser dans divers continents, dont l'Afrique. Si l'Algérie semble avoir éradiqué son terrorisme intérieur et permis la réconciliation, la disparition de la menace intérieure n'a pas pour autant éliminé l'instabilité aux frontières et les dangers qui en résultent pour le pays.

L'Algérie est en effet enserrée par des menaces terroristes, qu'elles proviennent de la Tunisie, de la Mauritanie, des pays du Sahel subsaharien, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Daech qui s'implante en Libye. La circulation autour voire à l'intérieur des frontières, la prolifération dans ces espaces des armes de petit calibre liées à l'intervention récente en Libye, la faiblesse des États voisins, toutes ces données créent une tension permanente dans l'environnement immédiat du pays et même en son sein. Dans ces conditions l'Algérie, de par sa position géopolitique, de par sa politique sécuritaire et son poids militaire, apparaît comme un partenaire indispensable et précieux (...). Les puissances occidentales qui interviennent au soutien des États affectés ont besoin du concours logistique de l'Algérie, des facilités qu'elle accorde, des appuis militaires discrets qu'elle donne. C'est le cas pour la France au Mali, tandis que les États-Unis participent à la surveillance au et du Sahara. »



MINISTÈRE DES ARMÉES

**COPIE AYANT OBTENU LA MEILLEURE
NOTE À L'ÉPREUVE DE :
NOTE DE SYNTHÈSE**

**L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans les copies
communiquées ci-après.**

Année : 2019

Concours : Externe pour l'accès à l'emploi
d'attaché

Épreuve : Note de synthèse

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

Note à l'intention de xx

Objet : Défis et perspectives d'évolutions sur le continent africain

Si le continent africain est souvent considéré comme un ensemble à l'échelle internationale, il regroupe une grande diversité de réalités quotidiennes avec une population de 1,3 milliards d'habitants vivant dans 61 pays ou territoires et parlant plus de 1300 langues. Il existe une forte disparité entre États puisque 31 États africains ont un indice de développement humain faible alors que dans le même temps certains États comme l'Afrique du Sud, l'Éthiopie ou le Maroc font office de champions régionaux et sont intégrés, pour certains pans de leur économie du moins, à la mondialisation.

Compte tenu de cette disparité entre États et des défis auxquels le continent africain doit faire face, il convient de s'interroger sur la capacité des pays africains à inscrire leur croissance dans une perspective durable.

La présente note s'articule en deux temps :

• l'identification des défis importants auxquels est confronté le continent africain et dont la résolution conditionne son développement à long terme (I). Il s'agit du défi de la réduction de la pauvreté (A), du défi démographique (B) et du défi sécuritaire (C)

• les évolutions en cours et à venir offrent aux pays africains l'opportunité d'inscrire leur croissance dans une perspective durable (II). Le dynamisme économique (A) et la présence de puissances régionales (B) doivent

être mis au profit d'une croissance durable (C).

I. Le continent africain est confronté à de nombreux défis dont la résolution conditionne son développement à long terme

A. Le défi de la réduction de l'extrême pauvreté

En 2019, 40% de la population africaine, soit plus de 400 millions de personnes, vit en dessous du seuil de l'extrême pauvreté fixé à 1,70 € par jour selon les critères internationaux. « L'extrême pauvreté devient un problème essentiellement africain » selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2018. Cette extrême pauvreté se traduit par des taux d'indice de développement humain faible. Cet indicateur des Nations Unies prend notamment en compte le revenu brut par habitant mais aussi des indicateurs plus qualitatifs comme l'accès à l'éducation ou l'espérance de vie. Sur le continent africain, seuls 7 pays présentaient en septembre 2018 un IDH élevé.

Cette extrême pauvreté se traduit par une dépendance accrue à l'aide internationale et notamment à une aide alimentaire extérieure dont 31 pays africains bénéficient. Cette dépendance à une aide alimentaire ne devrait pas se résorber avec l'aléa climatique qui rend plus incertaines les récoltes ^{avec} l'effondrement des systèmes de production lors des conflits. Or la réduction de la faim et des épisodes de famines est nécessaire à la réduction de la pauvreté.

B. Le défi démographique

Selon un rapport de l'ONU publié le 17 juin 2019 la population du continent africain devrait augmenter d'environ 1,3 milliard d'habitants d'ici à 2050. Cette explosion démographique, qui a pour conséquence une pyramide des âges avec une base très importante et donc une population jeune, présente deux défis majeurs.

Tout d'abord une forte jeunesse nécessite une politique d'éducation adaptée pour la former et un marché du travail dynamique pour absorber ces nombreux entrants sur le marché du travail. Or actuellement les jeunes représentent 40% de la population active mais 60% des chômeurs.

Par ailleurs cette explosion démographique aura lieu à 80% dans les villes, alors qu'actuellement 60% des citadins vivent dans des bidonvilles surpeuplés et manquent d'accès aux services. Il est donc nécessaire de penser la ville de demain, afin d'anticiper les besoins en infrastructures des personnes y

vivant et réduire la pression sur les services de base et les ressources naturelles (exemple : l'accès à l'eau potable).

C. Le défi sécuritaire

Avec la multiplication de conflits régionaux, le continent africain fait face à un défi sécuritaire important. Dans des contextes où les frontières sont poreuses et les États faibles, des groupes armés voire terroristes apparaissent et mènent diverses attaques. Les violences intercommunautaires ont été exacerbées par la montée en puissance des djihadistes. L'EI a semblé vouloir se greffer sur des dynamiques africaines endogènes en recrutant des groupes djihadistes locaux. La sophistication des armes et la faiblesse des armées ont conduit à la déstabilisation du Sahel et à une spirale de violence qu'il est difficile de briser. La France est intervenue en 2013 au Mali pour arrêter la progression des groupes terroristes au nord du pays et est toujours déployée au Sahel avec l'opération Barkhane.

Ces conflits déstabilisent profondément le continent africain de deux façons :

- par la destruction des appareils de production alimentaire. Ainsi l'ONU, face à cette situation, a adopté en 2018 une résolution condamnant l'utilisation de la faim comme arme de guerre.
- par le déplacement massif de populations. 12 millions de personnes sont déplacées en Afrique à l'intérieur de leur pays, et 6,6 millions sont réfugiés à l'étranger. Or ces exodes de population créent des tensions entre déplacés et habitants.

Les défis auxquels est confronté le continent africain sont donc réels ^{et} d'ampleur. Cependant les évolutions en cours et à venir montrent que les pays africains disposent de nombreux atouts pour définir une croissance durable.

II. Les atouts du continent africain observés dans les évolutions à l'œuvre peuvent permettre d'inscrire sa croissance dans une perspective durable.

A. Une forte croissance économique

Malgré un léger recul des investissements directs étrangers (IDE) en 2018 en Afrique de l'Ouest, l'Afrique continue d'attirer les investisseurs étrangers.

de 2018

Selon un baromètre d'Havas Horizon^V, 92% des investisseurs sondés se disent très optimistes quant aux perspectives économiques en Afrique et 80% envisagent d'y renforcer leur position à horizon 2023. Parmi les investisseurs, la Chine est devenue en 2017 le principal contributeur du continent. Ce flux d'IDE permet, dans les pays qui en bénéficient (principalement Afrique de l'ouest, Afrique du Sud et Kenya), de soutenir le développement entrepreneurial et de créer de la croissance économique et de l'emploi.

Ainsi certaines économies africaines affichent des chiffres de croissance économique soutenue et donc un développement rapide des pays correspondants.

Par exemple l'Éthiopie a connu en 2018 une croissance du PIB de 7,7%, la Côte d'Ivoire de 7,4%, le Sénégal de 7% ou encore le Kenya de 5,9%.

B. La présence de puissances régionales

Différents États africains tiennent leur épingle du jeu et peuvent être qualifiés de puissances régionales. La structuration de leurs économies permet d'envisager différentes façons de conjuguer développement économique et social et d'inscrire sa croissance dans la durée. Par exemple le Maroc est un espace économique d'envergure grâce à son intégration dans la chaîne de valeur mondiale et a dans le même temps réduit son taux d'illettrés des adultes de 30%. L'Afrique du Sud quant à elle est l'économie la plus moderne et diversifiée du continent notamment grâce à sa stabilité politique et à la fiabilité de ses institutions notamment judiciaires.

C'est avant tout en termes de stabilité politique et de diplomatie que ces puissances régionales peuvent jouer un rôle moteur au sein du continent.

En interne au continent, le Maroc a réintégré l'Union Africaine et l'Afrique du Sud présente des positions alignées sur celles de l'UA. Cette organisation régionale permet un dialogue interne entre les pays africains et l'élaboration de solutions communes. Par exemple elle favorise l'émergence d'accord, tel l'accord de la Zone de libre échange continentale. À l'extérieur, sur la scène internationale, ces pays disposent via leur diplomatie des moyens de faire entendre une «voix africaine».

Ainsi l'Afrique du Sud est membre des BRICS et renforce donc ses partenariats Sud-Sud. Par ailleurs elle soutient officiellement la position africaine du consensus d'Ezulwini de 2005.

C. La nécessité d'une croissance durable sur le continent africain

Afin d'être durable, la croissance économique doit intégrer différents facteurs sociaux et environnementaux qui pourraient à terme la remettre

Année : 2019

Concours : Extérieur, pour l'accès à l'emploi
d'attaché

Épreuve : Note de synthèse

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

la cause. Or les évolutions à l'oeuvre décrites offrent l'opportunité de prendre en compte ces aspects.

Sur le plan social, la croissance ne pourra être durable sans réduction des inégalités. Cela se traduit par différentes actions :

- le partage des richesses produites, notamment par des entreprises étrangères présentes sur le continent africain, via l'instauration de systèmes fiscaux efficaces de redistribution

- l'initiation d'une transition démocratique dans les États où la corruption et la mauvaise gouvernance sont régulièrement dénoncées.

Ces différents éléments soutiennent à terme le développement des pays africains en instaurant la confiance des investisseurs et en faisant sortir de la pauvreté une partie de la population qui constituera, comme classe moyenne, un marché domestique.

Sur le plan environnemental, l'aléa climatique renforce le risque de faim et les zones urbaines souffriront de manière disproportionnée du changement climatique, dans une région du monde qui se réchauffe environ 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale. Ainsi ces défis environnementaux doivent être pris dès aujourd'hui pour ne pas remettre en cause à terme le développement du continent.

Enfin, sur le plan économique, le continent africain a tout son rôle à jouer dans la quatrième révolution industrielle que sont Internet et les nouvelles technologies. Avec la baisse des coûts d'innovation l'économie africaine peut pleinement tirer avantage de la numérisation et inscrire sa croissance économique sur le long terme.

Les défis auxquels sont confrontés les pays africains sont d'ampleur et sont d'ordres économiques (extrême pauvreté), sociaux (explosion démographique notamment dans les villes) et sécuritaires (multiplication des conflits).

Cependant les évolutions en cours peuvent être bénéfiques pour les pays africains, s'ils savent en tirer avantage pour aller dans le sens d'un développement plus durable. Dans un continent divisé et où le risque de décrochage de certains États est fort, le dynamisme économique actuellement observé doit permettre une croissance de long terme, une meilleure répartition des richesses et la prise en compte des risques climatiques, au risque sinon d'aggraver encore les défis auxquels sont déjà confrontés les États africains.



MINISTÈRE DES ARMÉES

2^{ème} ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ : ANGLAIS

Épreuve d'anglais constituée d'une série de quatre questions à réponse courte traitant de problématiques dans les domaines européen, international et économique, rédigées en langue anglaise et nécessitant une réponse rédigée en langue anglaise.

Chaque question peut être accompagnée d'un ou plusieurs documents en rapport avec la question posée qui n'excèdent pas une page au total.

Durée : 2 heures ; coefficient 3

**CONCOURS EXTERNE
POUR L'ACCÈS AU CORPS DES ATTACHÉS**

SESSION 2019

Epreuve d'admissibilité :

Anglais

Épreuve d'anglais constituée d'une série de quatre questions à réponse courte traitant de problématiques dans les domaines européen, international et économique, rédigées en langue anglaise et nécessitant une réponse rédigée en langue anglaise.

Chaque question peut être accompagnée d'un ou plusieurs documents en rapport avec la question posée qui n'excèdent pas une page au total.

L'utilisation d'un dictionnaire n'est pas autorisée.

Durée: 2 heures ; coefficient 3

Questions :

1. The North Korean leader has succeeded in imposing his country to the American President. Does it mean that the country exists in Donald Trump's mind only if it holds some nuclear weapons or middle range missiles? (5 points)
2. In the wake of the last European elections, the new European Parliament includes approximately one quarter of "populists scattered in a large number of countries which were the "Pilgrim Fathers" of the E.U. in the 50's". Can an implosion be feared? Do you think a more "traditional" wave is to be expected in some fields? (5 points)
3. In an effort to expose military systems to better security checks, the US department has recently invited "ethical hackers" to try to crack the security on an orbiting US satellite and an F-15 fighter jet computer. Although the US military has traditionally kept its technology to itself and assumed that this meant it was secure, it now seems to be embracing the help of external experts. In the age of the internet, does the Cold War-era practice of military secrecy have to be rethought? And if so, how? (5 points)
4. Donald Trump is deeply hostile to the UN. The US has rejected a series of international treaties and agreements, including the Paris Climate Change accord and the Iran Nuclear Deal. Does Trump's "America First" isolationism threaten the authority of the UN Security Council? (5 points)



MINISTÈRE DES ARMÉES

**COPIE AYANT OBTENU LA MEILLEURE
NOTE À L'ÉPREUVE DE :
ANGLAIS**

**L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans les copies
communiquées ci-après.**

Année : 2019

Concours : Externe - Corps des attachés
de la DGSE

Épreuve : Anglais

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

Question n°1

Since 2016, when Donald Trump was elected President of the United States of America, the Popular Republic of North Korea led by Kim Jong Un has been more assertive. While it suffers international sanctions implemented by the United Nations Organisation due to the development of a military nuclear program, North Korea has increased ballistic-missile tests, thereby causing President Trump's fury. The tensions skyrocketed in September 2019, when President Trump called the North Korean leader "little rocket man" during the UN General Assembly. Have these nuclear actions been the exclusive cause to the US reactions?

President Trump's presidency often demonstrates the importance of power symbols in Mr. Trump's mind. Even though the North Korean issue is a long established dilemma in international diplomacy, the nuclear threats it constitutes has risen quite rapidly. In just over a two-year time, North-Korean ballistic tests have demonstrated its long-range nuclear capacities and upgraded North-Korea to a "first-class" threat to international security. Mr. Trump has missed the opportunity to demonstrate his capability to deal with a proliferating power in a bi-lateral approach so as to undermine international forums he despises. In doing so, he increased tensions in the international community and established two-parties negotiations with Kim Jong Un. Despite his encounter with the Korean leader in Singapore in 2019, his diplomacy has not been successful yet: his attempt to stop North Korean nuclear ambitions has not been monitored by the International Agency for Atomic Energy, and no contact mechanism seems to have been included in talks.

Nuclear deterrence and the prevention of proliferation is more complex than President Trump's tweet diplomacy acknowledges. It requires long-term incentives and is more effective in multilateral fora. However, President Trump's understanding of nuclear threat and his positions towards Iran (withdrawal of the Vienna Joint Comprehensive Plan of Action) seems to indicate that multilateral arenas

won't refrain the US from tackling these issues on their own.

Question 2

In spring 2019, European elections led populist parties to an unprecedented success in numerous European democracies, among which the Nations which signed the Rome Treaty in 1957. In France, for instance, Marine Le Pen's *Rassemblement National* arrived in top-ranking positions, despite its rejection of the European Union. Should these tendencies be seen as a predicament of the up-coming fall of the EU?

If the majority of populist parties elected to seat at the European Parliament are in favour of the withdrawal of their nation from the EU, some of them still defend the political project of Europe (a minority of far left-wing parties). However, here is the paradox: if political populist parties as the *Rassemblement National* act in favour of the multiplication of Brexit in the name of sovereignty, they do need the European arena to be heard. Furthermore, their political programs under the scope of their European party needs to be consolidated in a more elaborate manner than on their national political scene. The practice in European Democracy shows that these parties tend to lessen their impact due to the system of "cosynise" necessary in the European Parliamentary system.

However striking the rise of populism in Europe might be, the European Union remains a resilient democratic system that has not been let go of by European citizens. Last elections' participation rates are higher than in 2016, and long-established liberal and democratic parties have been successful in maintaining their seats in the EU Parliament. Of course, the migration crisis European states have undergone since 2015 has fostered the rise of populism. On the other hand, it also has encouraged the European Commission to improve its response and assert its position on such a tricky issue.

In a nutshell, the rise of populism in European political parties that have seats in the Parliament is not an isolated phenomenon. Nevertheless, it should encourage European institutions to question their understanding of democracy in the EU and redefine a common political project. Otherwise, the risks of other European nations withdrawing from the EU loom large.

Question 3

In 2007, the first large-scale cyber-attack occurred in Estonia. Led by Russia, it paralysed the country for several days, and cast the light on a new era in military affairs: focused on neutralising an opponent's capacity without any boots on the ground. In the context of a strategic competition between military powers

in order to access and master the global commons, a growing competition encompasses ^{the} military as well as civilians. Multiple factors justify the means:

- Most military systems are dual: they rely on civil software or maintenance capacities. Dual system necessarily imply a greater implication of non-military actors (researchers, industrials, etc.) in the development and the running of weapons. This tendency might be seen as an opportunity: while the public sector often struggles in offering competitive salaries, the contribution of ethical hackers is a virtuous contribution to the improvement of the security of strategic systems.
- Moreover, international competition is fierce: cyberspace is regularly used by state-affiliated organisations in order to conduct operations aimed at weakening adversaries. The opacity provided by cyberspace enables discreet actions to be conducted without revealing the parties implicated. In order to prevent any form of attack against its data centers, cyber infrastructure or military systems, states need to improve the global level of cyber resilience. By associating hackers that have a job in the civil world, ministries of defense contribute to elevate cybersecurity. France has followed that lead: the "Commandement de la Cybodefense" has organised hacking games and does so every year.

In February 2018, the US published its National defense strategy and omitted cyberattacks as a possible answer among its military capabilities. Nowadays, cyberweapons are used and supremacy in cyberspace shall be understood as a state of national security. It doesn't rely on secrecy, but rather on discretion. Indeed, states rarely communicate on attacks they have undergone, as communicating on the matter would reveal their capacities to detect and attribute.

Question 4

Since President Trump came into office in 2017, principles that governed state-to-state relations since world war two have been contested. The American President's isolationist policy has cast the light on his intention to withdraw from any engagement he estimates contrary to American interests. The United Nations Organisation has undergone a vast disengagement from the US: in 2016, President Trump withdrew from the Paris Climate Change Accord (effective in 2020). Moreover, in 2018, the US renounced to their engagements towards the Intermediate Nuclear Forces, as well as their obligations regarding the Arms Trade Treaty.

Thus, America went from a global power attached to UN diplomacy to "pains inter pares" ally. This shift in American diplomacy has weakened the UN Security Council on issues that need to be addressed in multilateral

areas, such as non-proliferation, fight against terrorism. The steps taken by the US in isolationist play occur at a time when diplomatic steps taken by President Obama were starting to pay: for instance, in 2016, just before the change of administration, the US representative had put an abstention vote on resolution 2234 condemning Israeli colonisation politics.

However, the consequences of American isolationism may be viewed: since the year 2000, it occurs that the UN Security Council is subject to more frequent halts. The Syrian conflict embodies the deficiencies of the UN Security Council, and Russia is to blame. It seems that political locks implemented by UN permanent security members are used more often, despite the focus put by the UN Charter on the need for international security.

If the US isolationist politics casts the light on the inefficiency of the UN Security Council when one of its permanent members parts from it, the question of the authority of the UNSC presents a more complex issue. Authority comes with legitimacy. Yet, the UN Security Council encompasses only a minority of states and the organisation of ten non-permanent members doesn't suffice to avoid the question of the five permanent seats' legitimacy. President Trump's isolationism underlines the necessity to redefine a more effective functioning of the United Nations Security Council, in which France will have to play its role.



MINISTÈRE DES ARMÉES

**3^{ème} ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :
SPÉCIALITÉ « RÉDACTION ET ANALYSE DANS
LES DOMAINES DE LA GÉOPOLITIQUE »**

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique ».

Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles

Durée : 4 heures ; coefficient 8

**CONCOURS EXTERNE
POUR L'ACCÈS AU CORPS DES ATTACHÉS**

SESSION 2019

Epreuve d'admissibilité :

Spécialité : Rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « **Rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique** ». Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Durée: 4 heures ; coefficient 8

Chaque question est notée sur 3 points ;

2 points pour les qualités rédactionnelles.

Questions

1. Quels sont les perdants et les gagnants du conflit syrien ?
2. Le printemps arabe est-il un échec ?
3. Le djihadisme a-t-il perdu une bataille ou la guerre ?
4. Les puissances occidentales ont-elles une stratégie cohérente au Moyen-Orient ?
5. Que reste-t-il de l'influence française au Moyen-Orient ?
6. La discrétion de la Chine au Moyen-Orient marque-t-elle les limites de son influence mondiale ou traduit-elle une volonté de se concentrer sur d'autres enjeux plus favorables ?

Sommaire :

D1 : Le Figaro, Georges Malbrunot, 16 septembre 2019. Bachar el-Assad: un après-guerre dans l'ombre de ses parrains russe et iranien.

D2 : Le Figaro, Renaud Toffier, 9 février 2018. 7 ans après, que reste-t-il des printemps arabes ?

D3 : IRIS, 17 septembre 2019, Thierry Coville. De l'Arabie saoudite à Gaza, le Moyen-Orient est-il au bord de la conflagration généralisée ?

D4 : IRIS, 7 juin 2019, Didier Billion. « L'instrumentalisation du conflit syrien : une réalité qui perdure »

D5 : La Croix, Mathilde Blayo, 20 septembre 2019. « Daech reprend de l'ampleur sur les ruines de l'Irak et de la Syrie »

Documents :

D1 : Le Figaro, Georges Malbrunot, 16 septembre 2019. Bachar el-Assad: un après-guerre dans l'ombre de ses parrains russe et iranien.

« En août, Hussein, un industriel syrien qui fait la navette entre le Liban et son pays, a ramené à Damas Walid, son fils de 15 ans. Il avait quitté la Syrie avec sa mère au début de la révolution en 2012, et n'était pas revenu depuis. *« A la mosquée des Omeyyades, se souvient Hussein, mon fils m'a demandé quel est l'avenir de la Syrie ? Je lui ai répondu que notre pays était sans avenir pour les dix prochaines années. Je lui ai dit que les gens épuisés ne veulent pas d'une nouvelle révolution. Et je lui ai raconté qu'un proche d'Assad m'avait dit au début des violences qu'ils se battraient jusqu'à la victoire ou qu'ils mourraient. Il m'avait juré qu'il n'y aurait pas de solution intermédiaire. Finalement, Assad a été plus résilient que ses opposants. Son système de pouvoir existe toujours, mais il est moribond. »*

La survie du régime s'est faite au prix de blessures indélébiles. Près de 500 000 morts, des quartiers entiers de villes détruits, cinq millions de déplacés à l'intérieur du pays, six autres millions réfugiés hors de la Syrie. Accusé d'avoir utilisé des gaz chimiques contre ses opposants et de les avoir bombardés avec des barils d'explosifs, Assad a été sauvé par ses alliés russes et iraniens. Profitant de l'inertie de la communauté internationale et d'une islamisation de la rébellion à laquelle il a contribué en libérant des djihadistes, l'héritier de Hafez-el-Assad a fait le dos rond sous la mitraille, misant sur l'apparition d'un terrorisme islamiste, qui finit par ensanglanter l'Europe. Le raïs a gagné sa survie. Ses derniers opposants, majoritairement djihadistes, sont confinés dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie. Et la plupart des réfugiés ne rentreront pas. Mais il règne sur un pays fragmenté, des fractures sociales, communautaires ayant déchiré une mosaïque qu'il sera très difficile de ressouder.

La reconstruction est estimée à plusieurs centaines de milliards de dollars. Ni lui ni ses alliés n'ont les moyens de la financer. *« Pour la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, c'est le seul moyen de pression sur Assad, observe un diplomate onusien en charge du dossier. Ils ne mettront la main au pot que si Assad cède son pouvoir dans le cadre d'une transition politique. Mais en Europe, prévient ce diplomate, les allemands, des pays nordiques et d'autres comme la Hongrie, qui s'apprête à rouvrir son ambassade à Damas, sont de plus en plus flexibles sur la reconstruction. »* Moscou, qui veut partager le fardeau, cherche à les attirer. Selon nos informations, Vladimir Poutine compte organiser en fin d'année avec ces pays une conférence dédiée à la reconstruction. *« On est encore dans le temps de la guerre, confie un de ses proches. Elle va durer encore un ou deux ans, on n'est pas dans le temps de la diplomatie, ni de la reconstruction. »*

Après huit années de violences et de déplacement de population, la démographie a évolué. La population n'atteint plus que 12 millions d'habitants dans la partie gouvernementale. Ils sont 2,5 millions dans la province rebelle d'Idlib, trois autres millions dans le Nord-Est sous domination kurde. Et 500 000 dans la zone proturque d'Afrine. Sans pétrole et avec le peu de blé aux mains des Kurdes, l'économie est une économie de survie, dominée par des nouveaux riches. Au palmarès des seigneurs de la guerre, Samir Foz a fait fortune avec ses compagnies de transport de conteneurs. Le député Hossam Katerji lui s'est enrichi dans les négociations avec les Kurdes et le pouvoir sur la vente de pétrole. Certains sont liés à des chefs de service de renseignements, d'autres à Maher el-Assad, le frère de Bachar qui dirige la 4^e division. *« Maintenant, explique Hussein l'industriel, l'un des business les plus rentables, c'est celui du Captagon (un médicament à base d'amphétamines, NDLR). Il y a des usines de fabrication à l'intérieur des emprises de la 4^e division. Des traders livrent ensuite le Captagon au Liban, en Turquie, en Jordanie et en Arabie saoudite. »*

Comme en Irak sous Saddam Hussein et en Iran aujourd'hui, les sanctions frappent d'abord la population. « *Les big boss, eux, s'en fichent qu'il n'y ait plus vraiment d'économie ou que la livre dégringole, constate Hussein. Parfois les gens ne sont pas contents comme cet hiver avec la pénurie de gaz, mais ça n'inquiète pas le pouvoir qui dit : « si vous n'êtes pas contents, vous pouvez partir. » J'en connais pas mal qui ont quitté récemment la Syrie. »*

Si Assad, clé de voûte du régime, règne en maître sur les rouages de l'appareil syrien, depuis l'intervention russe de 2015, il n'est plus le seul à décider. Est-il encore maître de son destin ? Les Russes n'interviennent pas dans les affaires quotidiennes de l'Etat, seulement dans celles liées à la sécurité, à la souveraineté et aux orientations de la politique étrangère de la Syrie, vis-à-vis de l'Europe, des Etats-Unis mais aussi de la Turquie et d'Israël. Avec l'Irak, en revanche, l'Iran a la main. Le ménage à trois est parfois houleux. Téhéran peut cesser d'exporter du pétrole, en signe de mécontentements face à la signature de contrats entre Damas et Moscou.

Les deux alliés, qui ont accordé à Assad des lignes de crédit, exigent désormais un retour sur investissement. Dans la bataille qu'ils se livrent pour récolter des contrats, chacun dispose de relais dans l'armée ou les services de renseignements. Maher el-Assad est réputé proche de l'Iran et des milices chiites irakiennes, mais les Russes comptent aussi des officiers au sein de la 4^e division. Tandis que les Iraniens ont leurs hommes dans la garde rapprochée de Bachar. Russie et Iran se partagent des zones d'influence en Syrie, le Sud-Ouest frontalier d'Israël et la région à l'est limitrophe de l'Irak revêtant une importance particulière pour Téhéran, le Nord frontalier de la Turquie pour Moscou. Bachar el-Assad surfe sur ces divergences. « *Quand Israël frappe des cibles iraniennes en Syrie, les Russes sont avertis et Assad probablement après* », rappelle le diplomate onusien.

Entre Téhéran et Moscou, la Russie est clairement aux commandes. Quatre ans après le début de son intervention militaire, elle renforce son mandat sur la Syrie. « *Les Russes avancent lentement pour remodeler l'armée, créer de nouvelles divisions, comme le 5^e corps, changer des responsables, et améliorer l'entraînement* », relève Hussein l'industriel. Unis pour sauver Assad, Russes et iraniens semblent diverger sur les objectifs de l'après-guerre. Téhéran, qui a établi des bases militaires en Syrie, compte renforcer les milices sur le modèle de l'Irak et du Liban. De son côté, Moscou tient à les intégrer dans une armée reconstituée. D'où des incidents récurrents ces derniers mois. Une rumeur insistante s'est même répandue cet été selon laquelle Bachar el-Assad aurait mis aux arrêts et gelé les avoirs de son cousin Rami Makhoul, la pompe à finances du régime, sous pression de la Russie qui lui aurait réclamé 3 milliards de dollars. « *Si c'est vrai, décrypte l'universitaire Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie, c'est un signe donné par Assad. Rami était détesté par tout le monde. Bachar peut ainsi espérer retrouver une légitimité auprès des entrepreneurs en disant : « j'ai viré le parasite, vous pouvez investir en Syrie » et il donne un gage vis-à-vis de la population en coupant une branche pourrie.* » La Syrie, jadis alliée de la France, est tombée pour de longues années dans l'escarcelle de Moscou. « *Les Russes garderont Assad tant qu'il n'est pas une menace pour eux* », estime Hussein, l'industriel.

Pour Assad, outre la reconquête d'Idlib, la priorité est de reconstituer l'appareil de renseignement, mis à mal par la guerre. C'est un outil indispensable pour affronter les reliquats de contestation. « *Quand les rebelles à Idlib sont tombés sur les archives de la police secrète, plusieurs centaines d'agents se sont fait tuer ensuite, se souvient Fabrice Balanche. Il y a aussi toutes les relations avec l'islam sunnite à recréer. C'est important car le pouvoir veut restaurer une certaine forme de contrat social et le meilleur moyen c'est d'utiliser les imams, même si cela crispe les minorités alaouites et chrétiennes qui l'ont toujours soutenu.* »

Même si la normalisation de ses relations avec l'Europe de l'Ouest n'est pas une priorité pour Assad, il dispose d'une autre carte pour survivre à la tête d'un pays qui pourrait ressembler à l'Irak sous

embargo d'après 1990 : les djihadistes étrangers détenus dans ses prisons qu'il pourrait instrumentaliser. Selon nos informations, il y aurait à ce jour une cinquantaine de Français ou de Franco-Tunisiens, Algériens ou Marocains dans les geôles du pouvoir. Certains ont été arrêtés par les milices lors des batailles près de la frontière irakienne en fin d'année dernière, mais d'autres ont été cédés par nos alliés kurdes dans le cadre de négociations menées avec Damas.

A Paris, la DGSE se tait sur ce sujet. « *Bien sûr que nous devons renouer avec les services syriens dans le cadre de la lutte antiterroriste* », confie au *Figaro* un spécialiste proche d'Emmanuel Macron. « *La France voudrait le faire discrètement, mais Damas veut que cela soit public* », affirme le diplomate onusien qui suit la Syrie. Bref, le monde n'en a pas encore fini avec Bachar el-Assad. »

D2 : Le Figaro, Renaud Toffier, 9 février 2018. 7 ans après, que reste-t-il des printemps arabes ?

« Nous n'en sommes qu'au début », avertit dans un sourire le chercheur Gilbert Achcar à propos des révolutions arabes, comme pour convier à la patience nos esprits pressés. « Il ne pourra y avoir, dans cette partie du monde, de stabilité politique dans l'avenir prévisible ». 7 ans. Déjà. Seulement. L'immolation d'un vendeur ambulancier tunisien, la fuite de Ben Ali, les images des rassemblements place Tahrir, la chute de Moubarak, les répressions du régime de Bachar el-Assad à Damas, à Deraa, à Hama, les émeutes à Alger, à Benghazi, à Rabat et Manama. La vague de colère aura, en moins de six mois, renversé la table politique du monde arabo-musulman.

« En Tunisie, nous sommes encore dans le processus révolutionnaire » assure Nadia Chabaane, élue en 2011 à l'Assemblée constituante. « Il y a une importante résistance au changement, mais les progrès en termes de liberté d'expression sont considérables depuis sept ans » ajoute la femme politique, qui documente dans son dernier ouvrage le chemin politique qui a mené à la nouvelle constitution tunisienne de 2014. « Vous avez réussi à instaurer un État civil là où beaucoup pensaient que c'était impossible » soulignait Emmanuel Macron à Tunis le 1er février. Dans cet « exemple de la Tunisie », des mots du président français, l'apparente sérénité de la transition démocratique est régulièrement altérée par des mouvements de colère. Encore en ce début 2018, les gaz lacrymogènes ont répondu aux pierres et aux cocktails molotov de manifestants tunisiens, venus dénoncer les annonces d'augmentations d'impôts et l'inflation galopante (6,4% en 2017 contre 4,2% un an plus tôt). « Un message politique de la part d'un pan de la population qui n'a plus rien à perdre » analysait alors pour l'AFP le politologue Selim Kharrat. S'y ajoute, pour les Tunisiens et pour le tourisme, le défi sécuritaire. Meurtri par deux attaques en 2015, à Sousse et au Bardo, le pays reste vulnérable, et vient de surcroît d'être placé par le Parlement européen sur une liste noire en matière de blanchiment d'argent... et de financement du terrorisme.

Quelques kilomètres plus à l'est sur le littoral méditerranéen, quatre mois après l'adoption de la constitution tunisienne, les Égyptiens choisissaient le 28 mai 2014 leur nouvel homme fort : le maréchal Al-Sissi. « C'est une révolution avortée, déplore l'écrivain Robert Solé. Tout s'est très vite retourné comme un gant ».

Entre les Frères musulmans et l'armée, le combat de boxe a tourné à l'avantage du second, et les gants du maréchal n'étaient pas en velours. « Le peuple égyptien est prêt à tous les sacrifices pour protéger la patrie et préserver son identité millénaire » confiait au *Figaro* le président égyptien en novembre 2017, évoquant les menaces des Frères musulmans et des terroristes islamistes. Une réponse, aussi, aux ONG qui alertent sur la dérive autoritaire du président. Le 26 mars prochain, Abdel Fatah al-Sissi remettra son mandat en jeu mais il n'a autorisé qu'un seul compétiteur à rejoindre la partie. En janvier, l'ancien général Sami Anan a été arrêté 72 heures après l'annonce de sa candidature à la présidentielle. Sa démarche fut effectuée « sans l'autorisation des forces armées » explique un communiqué.

En Syrie, les premiers mouvements sociaux, en mars 2011, n'ont eu en réponse que le poing ferme de Bachar el-Assad et la main vénéneuse des islamistes. Le court printemps syrien a rapidement laissé place à un hiver interminable et meurtrier: déjà plus de 500.000 victimes et 10 millions de déplacés. «Il y a tout de même l'émergence d'une société civile, note le politologue Ziad Majed, et la renaissance d'une culture syrienne, portée par un besoin de raconter et de documenter ce qu'il s'est passé sous la dictature». La discrète poursuite d'un combat, dont l'issue se décide bien loin de Damas, au gré des sommets réunissant les multiples acteurs impliqués dans la région: la Russie, l'Iran, la Turquie, les États-Unis et leurs alliés occidentaux...

Au Maghreb-Orient des Livres, où se croisaient début février, à l'Hôtel de Ville de Paris, des romanciers, essayistes et chercheurs, une analogie revient souvent: la Révolution française, et son parcours long et chaotique vers une réalité démocratique. L'historien Hamit Bozarslan y a consacré un ouvrage : «La comparaison avec 1848 est presque plus saisissante qu'avec celle de 1789. À ce propos, Tocqueville, qui n'était pas de gauche, et Marx, qui l'était, ont remarqué tous deux que des révolutions démocratiques déclenchent des dynamiques inédites, mais peuvent déboucher sur des résultats contraires». Les réalités sociales, confessionnelles et même géographiques des pays s'étant soulevés expliquent aussi la disparité des scénarios.

«Les soulèvements de 2011 ont en revanche démenti cette exception arabe, philosophe Robert Solé. Les Européens de l'Est s'étaient libérés, l'Amérique du Sud s'était libérée, mais on disait des Arabes qu'ils étaient résignés. Ils ne l'étaient pas».

D3 : IRIS, 17 septembre 2019, Thierry Coville. De l'Arabie saoudite à Gaza, le Moyen-Orient est-il au bord de la conflagration généralisée ?

Deux des plus importants sites pétroliers d'Arabie saoudite ont été dévastés samedi dernier par une attaque revendiquée par les rebelles houthistes. Dans quel conflit global s'inscrit en réalité cette attaque ?

Il y a deux conflits qui sont interdépendants. Il ne faut pas oublier qu'il y a cette guerre entre la coalition menée par l'Arabie saoudite, les EAU et les houthis. En toile de fond, il y a cette tension entre l'Iran et les Etats-Unis depuis la sortie des Etats-Unis de l'Accord du nucléaire depuis mai 2018.

Assiste-t-on à de simples escarmouches entre Iran et Etats-Unis ou est-ce qu'il y a un risque de voir ce conflit s'envenimer et une guerre se déclencher ?

La stratégie iranienne a changé depuis mai 2019. Les Etats-Unis sont sortis de l'accord et pendant un an, les Iraniens ont appliqué une politique de patience stratégique. Ils ont respecté l'accord, et ils ont demandé aux Européens de les aider. Les Européens n'ont rien fait. Il y a eu par ailleurs un changement de l'environnement politique en Iran. Tout cela a abouti à une nouvelle stratégie.

Il y a plusieurs éléments dans cette stratégie. Ils ont commencé à sortir de l'accord sur le nucléaire depuis mai 2019, de manière graduelle. Et conjointement, il y a tous ces incidents dans le Golfe persique : l'Iran veut faire mettre la tension. Il s'agit de montrer aux Etats-Unis que leur politique de pression maximale a un coût. En revanche, il s'agit aussi de rester à la limite, parce que les Iraniens ne veulent pas d'une guerre avec les Etats-Unis, ils ne feraient pas le poids. C'est aussi un signe envoyé aux Européens qui signifie : faites quelque chose, contrez les sanctions américaines. La politique étrangère iranienne est toujours très calculatrice.

Les stratèges américains les plus virulents ont quitté la Maison Blanche. Est-ce vraiment de l'intérêt des Etats-Unis de mener une guerre ouverte ?

Donald Trump est mal à l'aise sur cette question. Il ne veut pas d'un conflit avec l'Iran. Il a refusé de répondre militairement et d'attaquer l'Iran alors que des hommes comme John Bolton le poussaient. Il a évoqué plusieurs fois l'idée qu'il voulait rencontrer les dirigeants iraniens. On sent bien qu'il veut sortir de cette stratégie. En revanche, il veut montrer qu'il garde toujours le contrôle.

Les Européens, notamment les Français, ont proposé aux Etats-Unis le plan suivant : les Etats-Unis doivent accepter que les Iraniens aient une ligne de crédit de 15 milliards de dollars pour compenser l'impact des sanctions américaines, ce qui ouvrirait la porte à une éventuelle rencontre entre Rohani et Trump. Bolton était opposé à cela, ce qui aurait conduit, entre autres questions, à son départ. Trump n'est donc pas sur la ligne des va-t-en-guerre avec l'Iran, mais ces éléments existent.

Donald Trump, suivant la stratégie du parti républicain, est dans cette politique de pression maximum contre l'Iran. Mais le problème, c'est que s'il ne veut pas la guerre, il faut bien sortir de cette stratégie ! Va-t-il accepter la médiation européenne ? Et de revenir sur les sanctions américaines ? Cela va être difficile pour lui.

Les tensions sont aussi très fortes en Israël. En cause, les attaques répétées du Hamas qui annoncent probablement une intervention militaire israélienne dans la bande de Gaza. Quel est le risque d'un dérapage sur d'autres fronts ?

Il est évident qu'à partir du moment où les Etats-Unis sont sortis de cet accord sur le nucléaire, en mai 2018, à partir du moment où les Européens ont été incapables de contrer les sanctions américaines, on savait très bien que si l'Iran changeait de stratégie, comme l'Iran a des alliés dans la région, les tensions allaient être beaucoup plus importantes. Les alliés de l'Iran ont leurs propres agendas, certes, mais la sortie de l'accord leur permet de mener leur stratégie. Et à partir du moment où les tensions montent entre Iran et Etats-Unis, chaque action d'un allié de l'Iran peut être interprétée comme une action directe de l'Iran. Mike Pompeo n'a pas attendu de ce point de vue. Donc tout cela peut rapidement déclencher un conflit généralisé.

Cela étant, personne ne veut vraiment du conflit, parce que si conflit il y a, il ne sera pas limité à un pays, il sera régional. Ce serait une catastrophe pour tout le monde. Il y a une forme de prudence générale.

D4 : IRIS, 7 juin 2019, Didier Billion. « L'instrumentalisation du conflit syrien : une réalité qui perdure »

La province d'Idlib, dernier bastion de rebelles, est bombardée depuis un mois par le régime syrien appuyé par la Russie. La guerre touche-t-elle à sa fin ?

Il faut rester prudent, mais c'est effectivement la dernière région dans laquelle se trouve une concentration de groupes rebelles, notamment djihadistes, puisqu'après leurs défaites successives à Alep fin 2016, puis à la Ghouta dans la banlieue de Damas, à Rostan, à Deraa dans le Sud et enfin à Deir ez-Zor dans l'Est de la Syrie, toutes les dernières zones d'implantation des rebelles djihadistes ont été reconquises graduellement. Le réel point de bascule se produit au cours de l'automne 2015 : à ce moment le régime syrien, assailli de toute part et sur la défensive, reçut une aide massive de la part de la Russie et de l'Iran, ce qui lui permit une reconquête méthodique des territoires perdus.

La dernière concentration de forces hostiles à Bachar al-Assad se trouve donc aujourd'hui dans la région d'Idlib. Néanmoins, la situation demeure complexe, à la fois pour des raisons militaires et pour des raisons politiques. Ainsi, la reprise d'Idlib ne sera pas une promenade de santé pour les forces restées loyales à Bachar al-Assad, aidées par leurs alliés russes et iraniens, car justement il y a une concentration de forces rebelles, composées d'une kyrielle de groupes plus ou moins importants et pour certains opposés. La principale composante est Hayat Tahrir al Cham, forte de 15 à 30 000 combattants organisés, disciplinés, hiérarchisés et qui veulent en découdre avec le régime. Les autres groupes présents sont notamment des membres du Parti islamique du Turkistan, composé de combattants ouïghours terriblement efficaces, qui ont une pratique assez systématique des attentats à la bombe humaine, et des membres du Front national de libération, fusion de groupes de rebelles parrainés par la Turquie. On estime qu'il y a environ 50 000 rebelles au total.

La Russie et la Turquie sont toujours mobilisées sur le terrain syrien. Quel est leur positionnement ? Leurs intérêts ont-ils évolué ?

Depuis déjà de nombreux mois, les Russes, les Iraniens et bien sûr le régime syrien veulent attaquer Idlib et en finir une fois pour toutes avec les rebelles. Or, la Turquie est beaucoup plus réticente. Sa première inquiétude réside dans le fait que l'amplification des combats dans cette région frontalière entraînerait une nouvelle vague de réfugiés. Nous savons qu'il y a déjà 3,5 millions de réfugiés syriens en Turquie dont le nombre augmenterait probablement potentiellement de plusieurs centaines de milliers de réfugiés supplémentaires s'il y a une véritable offensive massive contre Idlib.

Ankara tente donc depuis plusieurs mois de trouver une forme de compromis qui s'était d'ailleurs illustré par l'accord de Sotchi au mois de septembre dernier avec la Russie. Il consistait à mandater la Turquie pour qu'elle tente de procéder au désarmement (pour ce qui concerne tout du moins l'armement lourd), qu'elle obtienne l'arrêt des combats, qu'elle implante des postes d'observation pour maintenir une forme de cessez-le-feu et qu'elle parvienne enfin à instaurer une bande de sécurité à la frontière turco-syrienne, dans la région d'Idlib, d'une quinzaine de kilomètres de profondeur. Or, la Turquie n'est pas parvenue à mettre en œuvre cet accord, puisque depuis la fin janvier 2019, ce sont les groupes de Hayat Tahrir al Cham qui ont repris l'initiative des combats et qui dans les faits contrôlent désormais la quasi-totalité de la région. La Turquie se trouve ainsi aujourd'hui dans une position de relatif échec ce qui explique une marge de manœuvre réduite. À présent, elle semble rechercher une forme d'accord avec la Russie, voire avec l'Iran, qui consisterait à accepter l'offensive russo-iranienne sur Idlib, en échange d'une liberté de manœuvre pour mener son combat contre les Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

C'est, entre autres, au vu de ces divergences politiques que les opérations militaires sont en réalité malaisées à mettre en œuvre. Les forces politico-militaires influentes sur le terrain ont des divergences entre elles et essaient de négocier ce qui leur semble le plus intéressant pour leurs propres intérêts nationaux. C'est pourquoi la fin de la guerre ne se conclura pas en quelques jours ou semaines, et si on devait assister aux derniers combats de la guerre civile, pour autant l'hypothétique éradication des groupes djihadistes est loin d'être achevée.

Facteur aggravant, persiste un autre dossier qui rentre en ligne de compte et qui n'est pas réglé : l'achat par les Turcs du système antimissile russe S-400, induisant des tractations qui ont lieu depuis des années. Or, la Turquie faisant partie de l'OTAN est soumise à de fortes pressions de cette dernière, tout particulièrement des États-Unis, qui voudraient l'empêcher d'acheter ces systèmes d'armement défensif à la Russie. En effet, cela signifierait qu'une partie des systèmes militaires de l'OTAN seraient accessibles aux Russes, les rendant alors partiellement inefficaces. Il y a donc de fortes pressions qui s'exercent à l'encontre de la Turquie, à la fois de la part de l'OTAN et de la Russie qui pour sa part veut absolument concrétiser cette commande militaire considérant qu'elle pourrait contribuer à affaiblir l'OTAN. Ce dossier, évidemment étranger aux enjeux proprement

syriens, n'en constitue pas moins un élément de tractations entre Moscou et Ankara, la Russie étant obligée de prendre en compte les exigences turques quant à la situation à Idlib si elle veut conclure la vente définitive de ses S-400.

La présence de l'Iran en Syrie inquiète Israël et les États-Unis. Peut-on craindre des répercussions de l'escalade des tensions sur le territoire syrien entre ces différents acteurs, notamment dans le Golan ?

Il faut rappeler qu'il y a une importante présence de milices chiites liées à l'Iran sur le sol syrien et, bien sûr, le Hezbollah organisation dont on sait la proximité avec l'Iran. Cela préoccupe les Israéliens et permet de comprendre que plusieurs centaines de frappes israéliennes contre des positions tenues par des milices chiites ont été opérées. Plusieurs convois qui provenaient d'Iran – selon les Israéliens – et passaient par la Syrie pour acheminer du matériel militaire vers le Hezbollah ont notamment été pris pour cible et ont été détruits au cours des dernières années. C'est donc un sujet de tensions récurrent qui perdure, et qui s'est à nouveau décliné dans la nuit du 3 juin avec des frappes contre des positions de milices chiites à plusieurs endroits du territoire syrien (région de Damas, sud de la Syrie, et région de Homs, dans le centre). Les Israéliens prétendent que ces dernières frappes ont été effectuées en riposte à des tirs opérés sur le Golan, qui est occupé par les Israéliens. C'est éventuellement probable, mais cela indique surtout qu'il y a un bras de fer permanent et récurrent entre Israël et l'Iran, Tel-Aviv s'opposant radicalement à toute tentative d'implantation durable des Iraniens ou milices chiites liées à Téhéran sur le territoire syrien.

Téhéran, soutien indéfectible du régime de Bachar al-Assad, cherche pour sa part à pérenniser sa présence militaire en Syrie. L'Iran a perdu beaucoup d'hommes dans les combats en défense du régime, a dépensé beaucoup d'argent pour le soutenir et voudrait être payé en retour de ses efforts. Le but de Téhéran est donc de maintenir une implantation permanente en Syrie, axe stratégique entre l'Iran et le Liban, notamment le Hezbollah. Ce bras de fer entre Israël et l'Iran rentre en écho avec l'opposition plus générale entre l'Iran d'une part et Israël, certaines monarchies arabes du Golfe et les États-Unis. Une fois de plus, le théâtre syrien se retrouve ainsi l'otage de conflits beaucoup plus larges, à Idlib où il y a un jeu des puissances régionales à l'œuvre comme nous l'avons vu, mais aussi dans ce combat entre Israéliens et forces liées à l'Iran. L'instrumentalisation de la Syrie est une réalité qui perdure depuis maintenant 2011.

D'autant qu'il faut prendre également en compte aujourd'hui les désaccords entre Moscou et Téhéran, pourtant tous deux membres du groupe d'Astana. Les Russes cherchent en effet désormais une véritable solution de compromis politique : considérant qu'ils ont gagné la guerre, il leur semble essentiel de passer à la séquence de reconstruction politique et économique du pays. Or les Iraniens pour leur part restent un soutien indéfectible à l'égard du régime, ce qui n'est pas le cas des Russes. Des divergences existent donc quant aux positions respectives à l'égard du régime de Bachar al-Assad.

Une fois de plus la bataille de la paix est plus difficile à gagner que la guerre. C'est bien maintenant l'enjeu qui doit se poser dans les semaines, les mois, voire les années à venir.

D5 : La Croix, Mathilde Blayo, 20 septembre 2019. « Daech reprend de l'ampleur sur les ruines de l'Irak et de la Syrie »

« Faites de votre mieux pour sauver vos frères et vos sœurs et forcer les murailles », clame la voix d'Abou Bakr Al-Baghdadi dans un message audio diffusé lundi 16 septembre sur le réseau Telegram. Le calife de Daech appelle ses partisans à secourir les djihadistes détenus dans les prisons et leurs familles vivant dans les camps de déplacés. Sa seconde allocution en six mois, après une vidéo

diffusée en avril qui constituait sa première apparition depuis cinq ans. Il surgissait alors au moment où se multipliaient les annonces de la défaite territoriale de Daech, peu après la perte, en mars, de Baghouz, en Syrie, dernier bastion de l'organisation.

Car la fin de son territoire n'a jamais entraîné la mort de Daech. En août, le Pentagone indiquait que l'organisation était en train de « *ressurgir en Syrie* » et de se renforcer en Irak. Une mutation insurrectionnelle anticipée par Daech dès 2016. Dans un discours, le porte-parole du groupe expliquait à l'époque que le califat perdrait ses villes, et qu'il lui faudrait retourner au désert.

« *Cette préparation leur permet d'avoir aujourd'hui un commandement fonctionnel, une propagande qui n'a jamais cessé et un véritable trésor de guerre* », rapporte Matteo Puxton, agrégé d'histoire et spécialiste du mouvement terroriste. L'ONU estime les ressources financières de l'organisation entre 50 et 300 millions de dollars.

Daech, pour maintenir une chaîne de commandement stable et un réseau organisé, s'installe dans les zones difficiles d'accès ou disputées. En Irak, il est particulièrement présent entre le Kurdistan et le territoire contrôlé par Bagdad. En Syrie, il profite de la guerre et de la fragmentation des forces en présence. « *Il y a beaucoup de cellules dans les territoires contrôlés par les Forces démocratiques syriennes (FDS), mais ils progressent aussi dans les régions tenues par le régime de Bachar Al Assad, jusqu'à Deraa dans le sud* », rapporte Matteo Puxton. Le commandement du groupe se cache sans doute dans le désert de la Badiyah (ou « désert de Syrie »), entre la Syrie et l'Irak.

La ministre française des armées, Florence Parly, rapportait dans Le Figaro, jeudi 19 septembre, que sept explosions « *signées de la main de Daech* » ont eu lieu à Rakka entre le 5 et le 6 août. « *En Syrie, leurs rassemblements sont de plus en plus importants au sud de l'Euphrate, à partir duquel la coalition n'a pas le droit de mener de frappes aériennes* », explique Wassim Nasr, spécialiste du mouvement et auteur d'*État islamique, le fait accompli*.

Il y aurait de 14 000 à 18 000 combattants toujours actifs, selon le Pentagone. Un nombre susceptible d'augmenter, alors que le groupe cherche toujours à recruter. En Syrie, il joue sur les tensions interethniques entre Kurdes, majoritaires au sein des FDS, et arabes qui acceptent mal la domination de ces forces. « *Le camp de déplacés d'Al-Hol est une bombe à retardement, considère Matteo Puxton. Daech fait rentrer de l'argent, entretient des femmes restées fidèles au califat qui enseignent à leurs enfants les préceptes de l'organisation.* » Sur les 70 000 personnes entassées là, 50 000 ont moins de 18 ans : une cible de choix.

Après des années d'occupation, le groupe dispose du soutien d'une partie de la population. Dans les zones rurales, notamment irakiennes, il profite du sentiment de rejet des sunnites. « *Daech attend que les Occidentaux se retirent, que les alliances occasionnelles se disloquent* », analyse Wassim Nasr pour qui, face à cette présence larvée, « *la réponse militaire seule n'est pas viable* ». La reconstruction des villes, la réinstallation des déplacés apparaissent comme des nécessités absolues pour ne pas alimenter le monstre.

L'organisation est bien plus puissante qu'elle ne l'était avant 2014. Devenue marque internationale, elle compte des branches aux quatre coins du monde qu'elle finance, arme, conseille. Depuis la diffusion de l'enregistrement du chef de Daech, Matteo Puxton a vu passer sur le réseau Telegram des centaines de messages individuels d'allégeance et de soutien, venus du monde entier.



MINISTÈRE DES ARMÉES

**COPIE AYANT OBTENU LA MEILLEURE NOTE À
L'ÉPREUVE DE :
SPÉCIALITÉ « RÉDACTION ET ANALYSE DANS
LES DOMAINES DE LA GÉOPOLITIQUE »**

**L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans les copies
communiquées ci-après.**

Année : 2019

Concours : EXTERNE POUR L'EMPLOI
D'ATTACHE

Épreuve : GÉOPOLITIQUE

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

1. Quels sont les perdants et les gagnants du conflit syrien ?

La comparaison avec la Guerre d'Espagne (1936-39) est souvent employée dans les analyses du conflit syrien. C'est que, à l'image de l'affrontement entre la République espagnole et les forces du général Franco, la guerre qui se déroule en Syrie de puis 2011 dépasse largement les enjeux propres au territoire syrien.

Si la révolte de la population en 2011 contre le régime de Bachar al Assad, héritier du pouvoir instauré par son père Hafez dans les années 1970, a débuté comme d'autres "printemps arabes", le conflit syrien est aujourd'hui devenu une guerre locale aux répercussions mondiales. Des acteurs multiples, aux intérêts et idéologies divergeants, se sont ainsi affrontés, souvent via des "proxys", c'est-à-dire des groupes armés locaux affiliés à des puissances qui les parrainent. Sur le terrain, l'armée syrienne a pu, avec l'aide d'une puissance qui siège au Conseil de Sécurité de l'ONU : la Russie, d'une puissance régionale : l'Iran, et de plusieurs groupes non-étatiques dont le Hezbollah libanais et les milices chiites irakiennes et afghanes hazaras, reprendre la majorité de la "Syrie utile". Mais le combat est encore loin d'être gagné dans la région d'Idlib, dernier bastion de la partie occidentale de la Syrie, la plus densément peuplée et celle qui

concentre les richesses du pays. Dans cette zone, les intérêts syriens se heurtent à l'influence d'une autre puissance régionale incontournable, la Turquie. Par ailleurs, c'est aussi la zone où le groupe gaïdiste Hayat Tahrir al Sham (HTC) et d'autres groupes jihodistes d'inspiration gaïdites comme Hourras al Din et le P.I.T (centro-asiatiques) ont tenu à s'implanter.

En décembre 2019, il apparaît donc que le régime syrien et ses alliés sont en position de force, mais que les groupes jihodistes et les groupes issus du reliquat de l'Armée Syrienne Libre, soutenues par la Turquie, disposent encore des moyens de se défendre et donc, potentiellement, de négocier un accord politique qui leur soit favorable.

Les Etats-Unis et l'Union Européenne, notamment la France, le Grande-Bretagne et l'Allemagne, sont déformés, comme leurs alliés du Golfe, beaucoup moins influents sur le terrain syrien. La puissance américaine a été décredibilisée par son recul face à ses engagements de faire respecter une ligne rouge concernant l'usage d'armes chimiques. C'est donc le droit international, et notamment le droit des conflits armés, qui est l'un des plus grands pendants de la guerre en Syrie.

Sur le plan strictement militaire, la Russie et l'Iran ont obtenus des gains non négligeables, mais la question de la paix et loin d'être gagnée. Sur le plan politique, il est indéniable que le conflit syrien a vu émerger de nouveaux rapports de forces diplomatiques. Le processus d'Astana (avec la Russie, l'Iran et la Turquie) a pris plus d'importance que les résolutions de paix votées par l'ONU et les discussions parvenues par l'UE et les Etats-Unis à Genève. Par ailleurs, d'autres dynamiques, à l'œuvre actuellement, interdisent une conclusion trop hâtive ou définitive. ^{Il serait imprudent} de proclamer ^{vainqueur} et les défaites de

cette guerre multiple qui s'inscrit dans un rapport de force plus vaste. Les kurdes de l'Est syrien peuvent-ils être considérés comme des vainqueurs ?

Les milliers de jihadistes de l'État Islamique, défaits sur le plan militaire, mais qui ont pu pendant plusieurs années construire leur "califat", peuvent-ils être considérés comme définitivement battus ? La réponse à ces questions est encore en suspens et dépendra de l'évolution de la situation militaire et politique sur le terrain syrien et plus largement au Moyen-Orient.

2. Le printemps arabe est-il un échec ?

Le printemps arabe désigne le vaste mouvement de contestation qui a traversé le monde arabe à partir de 2011. Ce processus, inédit par sa soudaineté et son ampleur, a débuté à la suite de l'immolation d'un jeune vendeur ambulatoire tunisien, Mohamed Bouazizi, excédé face aux injustices et inégalités que connaissent alors la Tunisie. Face à la contestation, le président Ben Ali a usé de tous les moyens de répression avant d'être contraint de fuir le pays. Le mouvement s'est par la suite propagé au Yémen, en Libye, en Syrie, en Égypte et au Bahreïn avec une intensité plus ou moins forte. L'influence des réseaux sociaux et des télévisions telles que la chaîne qatari Al Jazeera a été déterminante dans la propagation des revendications et de ce qui peut être qualifié de processus révolutionnaire.

Car si l'expression printemps arabe fait référence au printemps de Prague, et à la transition politique en douceur, il n'en a pas été de même dans ce cas. En dehors de la Tunisie, les autres pays arabes concernés ont connu ou traversent toujours de grandes difficultés. La Syrie, la Libye et le Yémen sont aujourd'hui en guerre, la contestation a été étouffée par la force en Égypte et à

à Bahreïn. D'autres pays arabes ont en revanche réussi à échapper aux troubles, souvent grâce à des réformes libérales au plan politique ou à des mesures économiques en faveur des populations. C'est le cas dans les pays du Golfe, et en premier lieu en Arabie Saoudite, mais aussi au Maroc ou en Algérie.

Les printemps arabes sont comparables à la "Nahda", le mouvement de renouveau culturel des élites arabes qui s'est développé au XIX^e siècle. Comme la Nahda avait pu reformer et rendre ses lettres de noblesse à la culture des pays arabes, les printemps arabes ont permis de repolitiser des peuples longtemps jugés amorphes et soumis à des régimes despotiques.

Si, en dehors du cas de la Tunisie, le constat peut sembler catastrophique, il est à noter que les populations des États arabes ont démontré leur vitalité et leur refus de régimes autocratiques. Les processus révolutionnaires prennent du temps et peuvent être marqués par des retours de l'ordre en réaction aux troubles politiques et sociaux. La comparaison avec les révolutions du XIX^e siècle en Europe permet ici de voir, comme le souligne Homik Bozarshan, que les "révolutions démocratiques déclenchent des dynamiques inédites, [qui] peuvent déboucher sur des résultats contraires". Comme le processus révolutionnaire français a connu la Contre-Révolution, le maréchal Nissin en Égypte incarne un retour à l'ordre. Mais la politisation des populations longtemps contraintes de ne pas participer au processus politique interdit toute conclusion hâtive. Ces populations n'ont pas forcément renoncé à faire évoluer les structures de leurs pays. L'exemple du Hirak en Algérie est frappant. Les milliers d'Algériens dans les rues refusent toute dérive violente et montrent qu'au-delà de l'islamisme et de l'amnésie, une troisième

Année : 2019

Concours : Externe pour l'emploi
d'Attaché

Épreuve : Géopolitique

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

voie est possible. Il n'est donc pas possible, après 7 années de clore définitivement le chapitre des printemps arabes. En revanche, rien ne peut permettre d'affirmer, que des conflits en cours, accouchera de nouveaux régimes démocratiques.

3. Le djihadisme a-t-il perdu une bataille ou la guerre ?

Le djihadisme est une idéologie qui théorise la nécessité d'un affrontement entre les "bons croyants" et les mécréants mais aussi les "mauvais croyants". Comme d'autres idéologies, le djihadisme s'appuie sur une lecture littérale d'un texte, le Coran, et sur la violence comme pratique légitime.

Le djihadisme s'appuie également sur des mythes politiques tels que la référence permanente à l'"Age d'or" des premiers compagnons du prophète Mahomet, qui font figure de modèle indispensable. C'est aussi une eschatologie, c'est à dire une idéologie qui s'inscrit dans la certitude d'une fin des temps et d'un jugement dernier proche, qu'il faut hâter par des actions sur terre. En plus du Coran, l'idéologie du djihadisme s'est construite sur tout un corpus de textes rédigés par des intellectuels tels que Saïd Qutb dans la seconde moitié du XX^e siècle, 5/12.

mais aussi au moyen-âge tel que Ibn Taymiyya. Ces penseurs justifient l'usage de la violence pour défendre le monde musulman agressé et parfois pour étendre l'aire d'influence de l'Islam. Par ailleurs, ils théorisaient également l'exclusion du corps social du "mauvais musulman", jugé comme "takfir" c'est à dire excommunié, et que l'on peut donc affronter.

Ces idéologies ont engendré la création depuis le début des années 1980 de plusieurs groupes armés, dont l'objectif est de renverser les "régimes apostats" arabes mais également de lutter contre les puissances étrangères : l'URSS en Afghanistan (1979-1988), les États-Unis, Israël et d'autres puissances. Le djihadisme est aujourd'hui essentiellement une réalité sunnite, bien que dans l'histoire, la pratique du "djihad", codifiée juridiquement, ait pu être utilisée par des Chiites.

L'État Islamique, né en Syrie et en Irak en 2013, s'inscrit dans la continuité des groupes radicaux sunnites qui se sont battus au nom de l'Islam en Afghanistan, en Algérie (GIA - GSPC), en Bosnie-Herzégovine, en Tchétchénie et Bosnie (volonté de Panislam) puis en Irak. Né d'une scission avec Jabhat al Nusra (branche syrienne d'Al Qaeda), le groupe État Islamique a cherché, contrairement à ses prédécesseurs, à développer son emprise sur un territoire, le Califat s'étendant à cheval entre la Syrie et l'Irak. En arabe, l'État Islamique est nommé "Dawla" (littéralement l'État), ce qui souligne sa prétention à gouverner une terre comme un État classique.

La défaite militaire et territoriale de l'État Islamique en mai 2019 (chute de Bagdad) ne signifie en rien la défaite du djihadisme comme idéologie. D'autres groupes existent et se renouvellent. L'État Islamique peut également opérer sa mise à jour.

et revenir à des méthodes plus traditionnelles de guérilla, propagande et attentats dans le but de soulever les populations à sa cause.

La guerre contre le djihadisme, au telle que l'a nommée l'administration Bush en 2001, la "Guerre contre le terrorisme", ne peut s'appuyer que sur la force armée. C'est en tarissant le vivier le recrutement que l'idéologie djihadiste sera vaincue. Ainsi, bien qu'ayant été vaincue plusieurs fois depuis le début des années 90, le djihadisme n'en demeure pas moins vivace. La défaite des "caliphats" en Syrie ne constitue qu'une bataille.

D'autres théâtres de djihad perdurent et attirent de nouveaux combattants : à Mindanao dans le sud des Philippines, dans le Sinaï, dans le nord-ouest syrien (région d'Idlib). Plus inquiétant, le djihadisme remporte aussi des victoires dans le Sahel, en Afrique de l'ouest, et dans la Corne de l'Afrique avec Boko Haram et les Shebabs Somaliens.

De même, de nouveaux fronts sont ouverts comme au nord du Mozambique ; Enfin, cette idéologie mortifère séduit également dans des sociétés démocratiques et cherche à déstabiliser les Etats les plus faibles.

4. Les puissances occidentales ont-elles une stratégie cohérente au Moyen-Orient ?

Les puissances occidentales, c'est à dire les Etats-Unis et l'Union Européenne, plus les membres de l'OTAN, ont joués un rôle prépondérant au Moyen-Orient depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Bien que cette vaste région, qui s'étend des rives de la Méditerranée aux contreforts de l'Asie Centrale en passant par la péninsule arabique et l'antique Mésopotamie, a été disputée pendant la Guerre Froide par l'influence soviétique, elle est maintenant restée dans l'orbite des

puissances occidentales. La Grande-Bretagne et la France y étaient historiquement présentes depuis la fin du XVIII^e siècle. Les Etats-Unis y ont conclu, avec la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Iran, des partenariats stratégiques. Mais à partir de 1979, un certain nombre d'évolutions politiques, dont la Révolution islamique, ont bouleversé les équilibres.

Aujourd'hui, les puissances régionales essaient de s'extirper de l'influence des anciennes puissances. La Russie revient en force dans l'équilibre régional. Le conflit israélo-arabe, puis les guerres du Golfe, Iran-Irak et l'invasion de l'Irak en 2003 par les Etats-Unis ont redéfini les rapports de forces. Les printemps arabes ont achevé de décredibiliser les puissances occidentales, dont les déclarations sont inaudibles et dont la pression militaire et politique, en dehors des Etats-Unis, est au plus bas.

L'élection de Donald Trump a ajouté de l'incertitude à une situation déjà trouble, dans le contexte des guerres civiles en Syrie et au Yémen, de la reconstruction de l'Irak et de l'instabilité politique au Liban.

Face à ces enjeux, les puissances occidentales peinent à présenter un front commun pour peser sur l'évolution de la situation. Ce vide politique permet à des Etats "révisionnistes", c'est à dire insatisfait de la situation politique ou territoriale, de chercher à imposer leur influence et à remettre en cause les conceptions occidentales. La Turquie d'Erdogan, l'Iran de Rouhani ou la Russie de Poutine cherchent à imposer de nouvelles règles de jeu dans lesquelles les positions de leurs Etats respectifs sont plus avantagées.

L'OTAN, dont la Turquie est membre, n'apparaît plus en capacité de fédérer les positions des Etats Européens, des Etats Unis et de cette même Turquie. L'Union Européenne n'est pas en mesure .8.11.2.

Année : 2019

Concours : Externe pour l'emploi
d'Attaché

Épreuve : Géopolitique

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

de proposer des positions communes aux 27 États membres et fait figure de « vain politique ».

A cet égard, l'exemple de la sortie des États-Unis du traité sur le nucléaire iranien est frappant. Ce traité négocié entre l'Iran et les membres du Conseil de Sécurité plus l'Allemagne a été respecté par la partie iranienne. Le président Trump a néanmoins considéré qu'un meilleur accord pouvait être signé et a donc décidé de remettre en place les sanctions économiques visant l'Iran. Dans ce conflit, les positions européennes, en contradiction avec celles de l'allié américain, se perpétuent pas à faire contrepoids. De même, dans le cas du conflit syrien, sur la question des armes chimiques, la France était décidée à frapper le régime syrien mais les États-Unis et la Grande-Bretagne y ont renoncé. Un autre exemple de cette démission systématique des puissances occidentales est la reconnaissance par les États-Unis de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, en contradiction avec les décisions votées aux Nations Unies.

Il apparaît donc que les puissances occidentales, dont les agendas et les intérêts sont trop divergents, sont incapables de mettre en place une stratégie durable et cohérente au Moyen-Orient. Cette région, en crise chronique depuis 1979, voit donc l'influence occidentale, dont le prestige est

au plus bas, diminuer au profit des puissances régionales (Turquie, Iran, Arabie Saoudite) et de la Russie.

5. Que reste-t-il de l'influence française au Moyen-Orient ?

Les contacts entre la France et le Moyen-Orient sont anciens. Dans sa lutte contre Charles Quint, François I^{er} avait déjà sollicité l'alliance de revers offerte par l'Empire Ottoman. Mais c'est véritablement par l'expédition de Napoléon Bonaparte à la fin du XVIII^e siècle que la France a mis pied au Moyen-Orient et y a déployé son influence. Au XIX^e siècle, cette influence n'a fait que se renforcer. C'est un Français, Ferdinand de Lesseps, qui a supervisé le percement du canal de Suez, qui allait bouleverser le rôle stratégique de la région. La France de Napoléon III est également devenue la protectrice des communautés chrétiennes d'Orient.

Ce rôle historique de la France a laissé son empreinte au Moyen-Orient et la France continue de vouloir peser sur les évolutions en cours dans cette zone incontournable pour le commerce et les hydrocarbures. On a pu parler, à partir de la seconde moitié du XX^e siècle, d'une "politique arabe" de la France qui s'appuyait sur des relations privilégiées avec les principaux Etats arabes (Israël - Liban et Syrie). Dans ces pays, et surtout au Liban et en Syrie, qui ont été après la première Guerre Mondiale des mandats français, la France a développé son influence par l'enseignement, la langue et les activités économiques.

L'influence française, bien qu'amoindrie, existe toujours au Moyen-Orient. Le réseau diplomatique, les échanges et alliances françaises

Jouent toujours un rôle de premier plan. La capacité de la France de mener une politique indépendante, par exemple en refusant l'intervention en Irak en 2003, a renforcé son prestige au Moyen-Orient. Mais les évolutions récentes (rupture de l'accord sur le nucléaire iranien, défaite de l'ASL dont la France a été l'un des principaux dans la guerre en Syrie, invasion de la Turquie du Nord-est de la Syrie où se trouvent les YPG, alliés de la France) démontrent que la France peut difficilement maintenir son rang seule dans la région. C'est pour cela que la France doit, dans les dossiers libanais ou syriens, s'appuyer sur des alliances. Cela peut provoquer des questionnements sur la stratégie française, notamment lorsqu'elle vend des armes à l'Arabie Saoudite en guerre au Yémen.

Comme la Grande Bretagne, l'autre ancienne puissance mandataire, la France jouit d'une influence certaine au Moyen-Orient mais éprouve des difficultés à transformer cette influence en succès politiques. Si le soft power enregistré de nombreux succès (Louvre Abu Dhabi, auteure de la Sorbonne, rôle du français parmi les élites), il est probable que pour davantage peser sur le destin politique de la région, la France doit s'appuyer sur ses partenaires européens, en premier lieu l'Allemagne. Cette influence, au-delà de l'obtention de marchés pour les entreprises françaises, passe par le maintien d'une cohérence dans la poursuite des objectifs politiques.

6. La discrétion de la Chine au Moyen-Orient marque-t-elle les limites de son influence mondiale ou traduit-elle une volonté de se concentrer sur d'autres enjeux plus favorables?

La Chine, deuxième puissance économique et militaire mondiale, n'apparaît pas comme un acteur majeur au Moyen-Orient. Cette relative absence d'un géant économique sur la scène politique moyen-orientale ne doit cependant pas être traduite par du désintérêt. La Chine suit de près la situation au Moyen-Orient car la région exporte de grandes quantités d'hydrocarbures vers la Chine. De plus, des combattants Ouïghours, ethnies présentes dans la région occidentale de la Chine (le Xinjiang) se battent actuellement dans le Nord-Ouest syrien. Le retour de ces hommes aguerris en Chine est une source d'inquiétude pour le parti Chinois, comme l'est l'instabilité chronique du Moyen-Orient. L'économie chinoise, bâtie sur l'exportation de biens manufacturés vers l'Europe et les États-Unis, a besoin que la liberté et la sécurité de mers soit assurée. La Chine étudie notamment les possibilités de contourner le canal de Suez, artère vitale du commerce mondial, notamment par la création de chemins de fer à travers Israël pour déboucher en Méditerranée. En parallèle, la plus grosse base chinoise d'échange a été créée à Djibouti, afin de pouvoir contrôler le trafic dans le détroit de Bab el Mandeb et d'Ormuz. En plus de sécuriser ses voies d'accès maritimes pour les hydrocarbures, la Chine investit également au Moyen-Orient, notamment en Iran. Si d'autres priorités stratégiques paraissent plus prioritaires pour la Chine (notamment la Mer de Chine du Sud), la deuxième puissance mondiale n'ignore pas le Moyen-Orient mais se contente d'un rôle économique, fidèle à sa stratégie de non-ingérence qui lui permet de développer ses relations commerciales avec tout types de régimes politiques.



MINISTÈRE DES ARMÉES

**3^{ème} ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :
SPÉCIALITÉ « RÉDACTION ET ANALYSE DANS
LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE »**

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « rédaction et analyse dans le domaine de l'administration générale ».

Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles

Durée : 4 heures ; coefficient 8

CONCOURS EXTERNE POUR L'ACCÈS AU CORPS DES ATTACHÉS

SESSION 2019

Epreuve d'admissibilité :

Spécialité : Rédaction et analyse dans le domaine de l'administration générale

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « **Rédaction et analyse dans le domaine de l'administration générale** ». Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Durée: 4 heures ; coefficient 8

Questions :

1. Le recours aux contractuels dans la fonction publique de l'Etat constitue-t-il un outil innovant en matière de ressources humaines ? (4 points)
2. Comment traiter les situations de harcèlement dans la fonction publique ? (4 points)
3. Les lois de programmation financières sont-elles utiles ? (4 points)
4. Quelles sont les conséquences possibles dans les services publics de la circulaire du 5 juin 2019 ? (4 points)
5. Le « secret Défense » est-il une notion encore utile au 21ème siècle ? (4 points)

Sommaire :

D1 : Fondation IFRAP, « Embauche de contractuels dans la fonction publique : le gouvernement va dans le bon sens », *Le Figaro*, 27 février 2019, (extraits).

D2 : Guide de prévention et de traitement des situations de violences et de harcèlement dans la fonction publique, édition 2017, DGAFP (extraits).

D3 : Circulaire du 5 juin 2019 relative à la transformation des administrations centrales et aux nouvelles méthodes de travail (extraits).

D4 : Protéger le secret de la défense et de la sécurité nationale, « Les principes généraux du secret de la défense nationale », site internet du SGDSN (extraits).

D1 : Fondation IFRAP, « Embauche de contractuels dans la fonction publique : le gouvernement va dans le bon sens », *Le Figaro*, 27 février 2019, (extraits).

Le statut à vie est pour l'instant ultra-dominant dans les services publics. Face à cette réalité, l'une des mesures phares de l'avant-projet de loi pour une transformation de la fonction publique consiste à renforcer la place des contractuels. Ces derniers représentent aujourd'hui seulement 20% des agents publics de droit commun (hors militaires, hors statuts spéciaux et hors contrats aidés), soit environ 970.000 agents. Une situation singulière en Europe, où les ratios statutaires/contractuels sont bien plus équilibrés: de 53/47 en Espagne (pour 2,5 millions d'agents publics), 40/60 en Allemagne (pour 4,9 millions), 15/85 en Italie (pour 3,2 millions), 8/92 au Royaume-Uni (pour 2,75 millions) et 1/99 en Suède (pour 1,35 million).

Le renforcement de la place du contrat se fera, si on se fie au projet de loi, par quatre moyens complémentaires:

- En premier lieu, l'ouverture au contrat « par le haut » est enfin confirmée. Les trois fonctions publiques pourront embaucher désormais des contractuels aux postes de direction. Pour l'État, il s'agit de tous les emplois de direction de l'État et de ses établissements publics ; pour les hôpitaux il s'agit des emplois supérieurs hospitaliers et de direction des établissements ; pour les collectivités, l'ouverture concernera l'ensemble des collectivités dont la population dépasse 40.000 habitants. Jusqu'à présent, sur les emplois de direction (qui ne sont pas nommés en Conseil des ministres), les statutaires de la fonction publique sont prioritaires et les nominations de contractuels à ces postes faisaient souvent l'objet de recours des syndicats devant le tribunal administratif pour les casser.
- En second lieu, le recours aux contractuels sera élargi pour l'État sur les compétences spécialisées ou nouvelles, y compris si les postes sont permanents. En clair, les compétences techniques de type cyber-sécurité ou informatique dont l'administration traditionnelle manque. Jusqu'à maintenant, les postes permanents devaient être occupés en principe par des titulaires de la fonction publique.
- Troisième mesure: dans les communes de moins de 1000 habitants, tous les emplois territoriaux pourront être occupés de façon permanente par des agents contractuels. Demain, les espaces verts et tous les services municipaux de ces quelque 24.000 petites communes pourront être ouverts aux contractuels. Une disposition qui n'existait jusqu'à présent que pour les secrétaires de mairie. Or, ces communes de moins de 1000 habitants emploient 81.200 agents publics dont seulement 8800 contractuels. Le potentiel d'ouverture au contrat lors des renouvellements de poste peut donc se révéler massif et sécuriser certaines situations en outre-mer (Réunion). Et ce d'autant plus que les intercommunalités, composées en majorité de petites communes, pourront elles aussi embaucher uniquement sous contrat si elles le souhaitent.
- Enfin, le projet de loi prévoit l'introduction d'un « contrat de mission » pour une durée maximale de six ans. L'introduction du contrat de mission véritable, pendant de l'expérience dans le privé du CDI de chantier, devrait permettre d'apporter une alternative au CDD de droit public.

Généraliser le CDI de droit public en lieu et place du CDD

Ce projet vise aussi à généraliser, dans l'ensemble des trois fonctions publiques, le CDI de droit public en lieu et place au CDD. La plupart de nos voisins recrutant massivement en CDI et souvent par concours (prouvant qu'il n'y a pas d'antinomie entre concours et contrat, contrairement à ce qu'affirment les syndicats). Le renforcement du CDI au détriment du CDD est une bonne option car il permet de disposer d'une fonction publique contractuelle aux effectifs stables. Par ailleurs, le contrat sera désormais ouvert pour tous les emplois à temps partiel (quotité de temps de travail inférieure à 50%)... une bonne idée qui va permettre de « déprécariser » l'usage des emplois de vacataire. Seule déception, cette mesure ne devrait pas être ouverte dans la fonction publique d'État.

De bonnes nouvelles, sous réserve que les décrets ne nous apportent pas de mauvaises surprises. Bien entendu, on aurait pu attendre encore plus de ce gouvernement: que tous les postes non régaliens de l'État soient à terme occupés uniquement par des contractuels. Que les collectivités et les hôpitaux n'embauchent plus que sous contrat, comme la SNCF à partir de 2020. Le choix du gouvernement est

d'avancer masqué en grignotant le statut par les deux bouts: par les postes de direction d'une part et par les postes dans les communes rurales d'autre part. (...)

D2 : Guide de prévention et de traitement des situations de violences et de harcèlement dans la fonction publique, édition 2017, DGAFP (extraits).

II. Le harcèlement

Le harcèlement se caractérise par le fait d'imposer à une personne une conduite abusive qui peut porter atteinte à ses droits, à sa dignité, ou altérer son état de santé ou compromettre son avenir professionnel. Il convient de distinguer deux types de harcèlement : le harcèlement moral et le harcèlement sexuel.

1) Le harcèlement moral

Le harcèlement moral au travail peut être défini comme un ensemble d'agissements répétés¹ qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte aux droits de l'agent, et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou encore de compromettre son avenir professionnel. Le harcèlement moral peut se manifester par des gestes, des paroles ou une simple attitude. Ainsi, une personne est victime de harcèlement moral lorsqu'elle est confrontée à des situations humiliantes de façon répétée, dans l'exercice de ses fonctions.

Le harcèlement moral dans le cadre professionnel se joue dans les relations interpersonnelles de travail, soit entre hiérarchie (employeur, encadrement) et subordonnés dans les deux sens, soit entre collègues (harcèlement transversal). Le harcèlement peut être individuel ou institutionnel.

Différentes situations sont récurrentes :

- relation de pouvoir entre l'agent et sa victime ;
- isolement qui vise à la séparation de l'agent de son collectif de travail ;
- persécutions qui visent la surveillance permanente des faits et gestes de l'agent ;
- attaque du geste de travail qui vise la perte du sens du travail ;
- harcèlement punitif qui met les personnes en situation de justification constante.

Le harcèlement moral peut se traduire par différents détournements :

- du lien de subordination ;
- des règles disciplinaires ;
- du pouvoir de direction ;
- du pouvoir d'organisation.

Il peut prendre différentes formes :

- incivilités à caractère vexatoire, refus de dialoguer et de répondre aux demandes, remarques insidieuses, sarcastiques, injurieuses, propos blessants, dénigrement et volonté de ridiculiser ;
- reproches sans motif valable, critiques continuelles du travail effectué, sanctions injustifiées basées sur des faits inexistantes ou véniels ;
- retrait des missions, privation de travail, fixation d'objectifs irréalisables, attribution d'un travail inutile, d'un travail en non-adéquation avec les compétences et/ou les capacités de l'agent, évitement des contacts, isolement ;
- modification arbitraire des conditions de travail ou des attributions essentielles du poste de travail, modification excessive des missions ou du poste de travail, etc.

¹ S'il est vrai que le harcèlement moral est caractérisé dans le code pénal par agissements répétés, il est important de noter que selon les termes de l'article 1er alinéa 3 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008, la discrimination inclut « tout agissement lié à l'un des motifs mentionnés au premier alinéa et tout agissement à connotation sexuelle, subis par une personne et ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant ». A partir de cet article, le Défenseur des droits a estimé qu'un seul acte (en l'espèce le fait d'avoir affiché dans la salle de repos d'une entreprise la photographie d'un primate couché sur le dos avec le prénom manuscrit de l'un de ses salariés) suffisait, par sa gravité, à caractériser un harcèlement moral et une discrimination fondée sur l'origine. Il a adressé ses observations en ce sens devant les juridictions civiles saisies (décisions MLD-2013-98 du 1er juillet 2013 et MLD-2014-105 du 31 juillet 2014) et la Cour d'appel de Rennes a entériné la décision du défendeur des droits. Cette récente jurisprudence indique donc qu'un seul acte peut suffire pour caractériser le harcèlement moral discriminatoire (cf. CA Rennes 10/12/2014 n° 14/00134).

Pour caractériser le harcèlement moral, plusieurs éléments doivent être réunis :

- **Des agissements répétés de harcèlement moral.** Cependant, depuis la décision récente du Défenseur des droits (décisions MLD-2013-98 du 1er juillet 2013 et MLD-2014-105 du 31 juillet 2014) entérinée par la Cour d'appel de Rennes (cf. CA Rennes 10/12/2014 n° 14/00134) un **seul acte peut suffire pour caractériser le harcèlement moral discriminatoire.**
- **Une dégradation des conditions de travail :** ces agissements ont des conséquences néfastes sur les conditions de travail, sans que l'élément intentionnel de l'auteur des faits ne soit requis. Le harcèlement est constitué dès lors que sont caractérisés des agissements ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptibles de porter atteinte aux droits et à la dignité du salarié, d'altérer sa santé ou de compromettre son avenir professionnel (Cass. Soc., 10 novembre 2009, n° 08-41497).
- **Une atteinte aux droits et à la dignité, une altération de la santé physique ou mentale ou le fait de compromettre l'avenir professionnel de l'agent :** à titre d'exemple, s'est rendu coupable de harcèlement moral un employeur qui avait entamé à l'encontre d'un agent une procédure de révocation, puis abandonné cette procédure, après un avis défavorable de la commission administrative paritaire, dès lors que son changement d'avis n'était pas guidé par de la clémence. En l'espèce, le juge a condamné l'employeur qui avait également retiré à l'agent une partie de ses responsabilités et mis en œuvre, puis abandonné, le projet de le faire recruter dans une autre administration, pour des raisons étrangères à des réorganisations de service rendues nécessaires par des difficultés financières. En outre, les agissements constitutifs de harcèlement moral, notamment ceux qui préjudicient à la carrière de l'agent, tels que la perte de traitement, d'avancement ou la « stagnation salariale » (CE, 22 février 2012, n° 343410), doivent donner lieu à une indemnisation du préjudice financier subi par l'agent.

Enfin, le harcèlement revêt **un caractère discriminatoire** lorsqu'il est exercé sur un agent en raison d'une caractéristique ayant spécifiquement trait à l'un des critères de discrimination prohibés par la loi.

2) Le harcèlement sexuel

Le harcèlement sexuel peut se manifester par des propos ou gestes à connotation sexuelle, par une attitude particulièrement insistante malgré des refus répétés ou encore par des propositions de nature sexuelle. Dans son arrêt du 15 janvier 2014 « SA La Poste », le Conseil d'État a estimé qu'une attitude déplacée visant à obtenir des faveurs sexuelles était constitutive de harcèlement sexuel².

Deux types de harcèlement sexuel sont distingués : celui qui repose sur la répétition d'actes de harcèlement et celui qui résulte de la commission d'un seul acte.

Le premier type de harcèlement sexuel se caractérise par le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou des comportements à connotation sexuelle. La loi n° 2012-954 du 6 août 2012 prévoit que ces propos ou comportements à connotation sexuelle :

- soit portent atteinte à la dignité de cette personne en raison de leur caractère dégradant ou humiliant ;

²CE, 15 janv. 2014, « SA La Poste », req. n° 362495 : « Considérant [...] qu'il ressort également des pièces du dossier et, notamment, des témoignages de différentes personnes et de celui du médecin de prévention de La Poste, que M.B..., chef d'équipe affecté à un centre de tri, a eu, à l'égard de plusieurs des agents féminins placés sous son autorité, un comportement indécent persistant, malgré une première mise en garde dans son précédent poste ; qu'il a, en particulier, tenu des propos déplacés visant à obtenir des faveurs sexuelles, accompagnés de gestes de privauté, à l'un de ces agents, affecté au guichet, qu'il a renouvelés durant une longue période et qui ont attiré sur elle, en raison de ses refus réitérés, les moqueries de ses collègues devant des clients de l'agence ; que le rapport du médecin de prévention, établi dans le cadre de la procédure d'enquête, fait état de la souffrance de l'intéressée, ainsi que du malaise de deux anciennes guichetières, ayant subi les mêmes comportements lors de leur prise de fonction dans ce bureau de poste ; que ces faits sont constitutifs de harcèlement sexuel, au sens des dispositions précitées de l'article 6 ter de la loi du 13 juillet 1983 ».

- soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

Cette définition recouvre des comportements de toute nature (propos, gestes, envois ou remises de courriers ou d'objets, attitudes, etc.) qui sont imposés à la victime, qui sont répétés et qui présentent une connotation sexuelle. Le non-consentement de la victime est ainsi un des éléments constitutifs du délit, qui suppose des actes imposés par leur auteur, et donc subis et non désirés par la victime. La loi n'exige toutefois nullement que la victime ait fait connaître de façon expresse et explicite à l'auteur des faits qu'elle n'était pas consentante. L'absence de consentement, dès lors qu'elle n'est pas équivoque, peut résulter du contexte dans lequel les faits ont été commis. Un faisceau d'indices peut conduire le juge à retenir une situation objective d'absence de consentement (par exemple, silence permanent face aux agissements, ou demande d'intervention adressée à des collègues ou à un supérieur hiérarchique).

La condition de répétition des actes exige simplement que les faits aient été commis à au moins deux reprises. Elle n'impose pas qu'un délai minimum sépare les actes commis, ces actes pouvant être répétés dans une très courte période de temps. De plus, il convient de souligner qu'il suffit que les comportements ou les actes revêtent une connotation sexuelle, ce qui n'exige donc pas qu'ils présentent un caractère explicitement et directement sexuel.

Pour être punissables, ces comportements doivent soit porter atteinte à la dignité de la victime en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créer à l'encontre de la victime une situation intimidante, hostile ou offensante. La première hypothèse recouvre les propos ou comportements ouvertement sexistes, grivois, obscènes, tels que des paroles ou écrits répétés constituant des provocations, injures ou diffamations, même non publiques, commises en raison du sexe ou de l'orientation ou de l'identité sexuelle de la victime. Il peut s'agir de comportements homophobes ou dirigés contre des personnes transsexuelles ou transgenres. La seconde hypothèse correspond aux cas dans lesquels, même si le comportement ne porte pas en lui-même atteinte à la dignité, il a pour conséquence de rendre insupportable les conditions de vie, de travail ou d'hébergement, de la victime. Ce peut être par exemple le cas lorsqu'une personne importune quotidiennement son ou sa collègue, en lui adressant sans cesse à cette fin des messages ou des objets à connotation sexuelle, alors que ce dernier ou cette dernière lui a demandé de cesser ce comportement.

D3 : Circulaire du 5 juin 2019 relative à la transformation des administrations centrales et aux nouvelles méthodes de travail (extraits)

(...) Par circulaire en date du 24 juillet 2018, je vous ai demandé de me soumettre des propositions visant :

- d'une part, à transférer l'ensemble des décisions qui pourraient être exercées au niveau déconcentré, en privilégiant le niveau départemental, voire infra-départemental afin de renforcer les marges de manœuvre des agents de terrain ;
- d'autre part, à repenser l'organisation et le fonctionnement de vos administrations centrales en tenant compte de la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat en cours et des priorités définies dans vos plans de transformation ministériels.

Instruites par la direction interministérielle de la transformation publique et une mission inter-inspection, vos propositions de transformation ont permis de dégager les axes de réforme suivants :

I. - Renforcer l'efficacité des administrations centrales

Les directions d'administration centrale doivent pouvoir s'adapter plus aisément et rapidement aux priorités des plans de transformation ministériels et à leur réalisation.

Les travaux de réorganisation de vos administrations centrales doivent viser une plus grande proximité et une efficacité renforcée de l'action publique. A cette fin, des réflexions doivent être menées dans chaque direction pour tirer les conséquences des évolutions à venir de l'organisation territoriale de l'Etat, réduire les échelons hiérarchiques, diminuer le poids des activités récurrentes (réduction de la production normative, rationalisation des modalités d'exercice de la tutelle, etc.) afin

de libérer des ressources pour la conduite de projets prioritaires et notamment ceux de vos plans de transformation.

Ils devront également attacher une importance particulière au traitement des nombreux cas de doublons qui subsistent encore, notamment entre les fonctions supports des directions et les secrétariats généraux des ministères, entre les différentes directions « métier » d'un même ministère ou de plusieurs ministères (cas de nombreuses politiques interministérielles à rationaliser), entre directions et opérateurs.

Comme cela a été demandé par les secrétaires généraux et les directeurs d'administration centrale, une liberté de proposition leur sera donc donnée pour fixer leur organigramme, avec notamment l'objectif de réduire le nombre d'échelons hiérarchiques, ainsi que pour constituer des équipes projets (assouplissement des conditions de nomination d'experts de haut niveau et directeurs de projet).

Les propositions d'organisation seront soumises à l'accord du ministre mais ne donneront plus lieu à un encadrement réglementaire au fond et à un contrôle interministériel de son respect.

En contrepartie, les organigrammes devront être rendus publics et mis à jour sur une base régulière sur le site de chacun des ministères. (...)

Bien entendu, cette liberté d'organisation ne devra pas s'accompagner d'une augmentation du nombre total des emplois d'encadrement de direction (chef de service, sous-directeur, expert de haut niveau, directeur de projet) et devra conduire à une baisse des effectifs totaux en administration centrale, qui devra être documentée dans le budget 2020-22. (...)

Enfin, comme la circulaire du 18 février 2019 le rappelait, vous pourrez solliciter la direction interministérielle de la transformation publique pour répondre à vos besoins d'accompagnement. Cet appui sera plus particulièrement engagé à destination de plusieurs directions d'administrations centrales dont la transformation est considérée comme prioritaire, notamment au regard de leur lien avec la réorganisation territoriale de l'Etat ou de l'importance stratégique des réformes de politique publique qui leur sont confiées. (...)

II. - Simplifier le paysage administratif : la réduction du nombre d'instances et de commissions rattachées aux administrations centrales

Près de 1 200 agences et opérateurs sont actuellement placés sous la tutelle des ministères (...), auxquels s'ajoutent de nombreuses entités qui leur sont directement rattachées (délégations, hauts commissariats, commissariats). La multiplicité de ces structures - qui comptent pour certaines un très faible nombre d'agents - nuit à la lisibilité et à la cohérence des missions des administrations centrales. Afin de réduire substantiellement le nombre d'organismes n'ayant pas la taille critique, les administrations devront justifier le maintien des structures dont la taille n'excède pas 100 ETP. Vous proposerez les suppressions et les regroupements rendus nécessaires par cette revue systématique (...).

Comme le Président de la République l'a souhaité, le Gouvernement compte également rationaliser le nombre d'organismes obligatoirement consultés sur les textes ou décisions administratives. La rénovation du Conseil économique, social et environnemental doit être l'occasion de rénover profondément ces modalités de consultation. (...)

A partir de maintenant, les administrations centrales ne pourront constituer de nouvelles entités administratives qui leur soient rattachées autrement qu'en supprimant, transformant ou fusionnant des structures déjà existantes, qu'il s'agisse d'opérateurs, d'agences ou de toutes autres formes juridiques d'organismes. Le cas échéant la création de ces nouvelles entités pourra prévoir une clause de limitation dans le temps. Ces suppressions, transformation ou fusion doivent intervenir dans le même champ ministériel ou dans le cadre d'une même politique publique que les créations d'entités nouvelles. Elles doivent conduire à un allègement global des structures administratives concernées.

Le secrétariat général du Gouvernement s'assurera du respect de cette règle. En cas de difficulté, le projet de création d'instance sera soumis par le secrétariat général du Gouvernement à l'arbitrage de mon cabinet. (...)

III. - Rapprocher les administrations des citoyens et des territoires
Afin de répondre à la double attente de proximité et de rééquilibrage des forces économiques et institutionnelles de la région parisienne vers les territoires, je souhaite que certaines fonctions ou missions puissent être intégralement délocalisées en région. Ces délocalisations participeront à l'objectif d'une plus grande redistribution de l'activité et des emplois sur le territoire national. Elles permettront à certains agents publics volontaires de bénéficier de conditions de vie plus favorables.

A cette fin, je vous demande d'identifier (...) au moins deux propositions de délocalisations de services, agences, opérateurs ou directions support dont les missions pourraient être exercées en région, sans nuire à la qualité des missions accomplies et au bon fonctionnement de votre ministère. Les écoles de formation dont vous dresserez la liste exhaustive et la localisation devront, dans la mesure du possible, être incluses dans vos propositions. Ces propositions chiffrées et documentées seront instruites par mon cabinet afin d'étudier leur opportunité et leur faisabilité.

Toujours dans le souci de rapprocher les institutions de nos concitoyens, je vous donnerai prochainement mes orientations visant à mieux associer ces derniers aux phases de conception des politiques publiques et de suivi des réformes. D'ici là, je vous demande de me faire part de vos propositions de mesures concrètes en la matière. (...)

De même, il convient de davantage associer les services déconcentrés à l'élaboration de la norme de manière simple et efficace. L'article 8 du décret du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration prévoit la prise en compte par les administrations centrales de l'impact d'une réglementation nouvelle sur l'organisation et le fonctionnement des services de l'Etat. Cette orientation a été mise en place de manière lourde, lente et inefficace par le recours au test ATE (administration territoriale de l'Etat). Il convient donc de retenir un dispositif plus souple et efficace. Conformément aux instructions du 12 octobre 2015 relatives à l'évaluation préalable des normes, chaque projet d'acte réglementaire fait l'objet d'une fiche d'impact qui devra être remplie avec une plus grande exhaustivité s'agissant de la prise en compte des effets des réglementations nouvelles sur l'organisation et les moyens des services déconcentrés. Vos services devront également indiquer les modalités qu'ils ont utilisées pour consulter les services déconcentrés (panel, enquêtes de satisfaction, visioconférence, etc.).

IV. - Aller le plus loin possible en matière de déconcentration

Je vous ai demandé des propositions très ambitieuses en matière de déconcentration. Une revue exhaustive des actes réglementaires de portée locale et des décisions administratives individuelles figurant en annexe des décrets des 19 et 24 décembre 1997 qui dressent la liste des exceptions à la déconcentration a été engagée. A la suite des travaux menés avec mon cabinet et le secrétariat général du Gouvernement, vos propositions sont en cours de finalisation et feront l'objet d'un relevé de décision pour chaque ministère.

Il faut désormais arrêter toutes ces mesures de déconcentration et fixer leur calendrier de réalisation. Ne doit demeurer, à échéance de la fin de l'année, en administration centrale que de manière très résiduelle la prise des décisions administratives individuelles. Les particuliers comme les entreprises doivent pouvoir voir traiter leur demande dans la meilleure proximité et non en administration centrale. (...) Par ailleurs, je vous demande de poursuivre les travaux engagés avec la direction interministérielle de la transformation publique en matière de déconcentration financière et de décisions de ressources humaines. (...)

V. - Améliorer le fonctionnement du travail interministériel

Afin d'assurer la fluidité et la rapidité du travail interministériel, il est important que vos directeurs d'administration centrale soient davantage responsabilisés et travaillent en étroite collaboration avec les cabinets ministériels à la taille resserrée.

Avec le concours de vos cabinets et de vos administrations, je vous demande, en lien avec la mission cadres dirigeants du secrétariat général du Gouvernement, de faire le bilan des nouvelles pratiques de travail mises en œuvre et des améliorations possibles. La mission cadres dirigeants du secrétariat général du Gouvernement fera la synthèse des enseignements que vous en tirerez et des bonnes pratiques qui pourront inspirer l'ensemble des ministères (...).

Pour assurer l'efficacité du travail interministériel, il est également essentiel de développer la culture de coopération entre les administrations concernées par chaque projet. La prise en compte de la position de l'ensemble des administrations concernées est à la fois un impératif pour l'unité de l'action du Gouvernement et une garantie de la qualité des décisions. Il appartient en particulier aux directeurs d'administration centrale de conduire ce travail de coopération entre services. (...) Leur investissement personnel dans les échanges interministériels et dans la recherche de solutions permettant de surmonter les désaccords doit être un critère majeur de l'évaluation de leur performance.

L'arbitrage du Premier ministre ne doit être recherché qu'après que des échanges approfondis entre les services compétents et entre les ministères auront permis d'instruire le dossier dans un esprit coopératif en recherchant en priorité les solutions susceptibles de recueillir l'accord des différentes administrations concernées. Les demandes de réunion interministérielle doivent justifier de l'existence de ce travail préalable de recherche d'un accord entre les administrations concernées. Elles doivent identifier les points de désaccord qui subsistent et proposer des pistes de solution qui tiennent compte de la position de l'ensemble des ministères compétents.

Le secrétaire général du Gouvernement et mon cabinet veilleront à la qualité des échanges préalables entre les services et prendront toute initiative pour encourager la coopération interministérielle et prévenir les comportements non coopératifs.

Parallèlement au développement de la coopération entre les administrations, qui doit permettre de réduire le nombre des réunions interministérielles, je demande au secrétaire général du Gouvernement et à mon cabinet de veiller au respect des règles suivantes pour l'organisation des réunions interministérielles :

- les réunions interministérielles ne doivent être convoquées que pour prendre des décisions. La ou les décisions à prendre doivent être indiquées avec une précision suffisante dans la convocation ;
- toute réunion interministérielle doit donner lieu à la diffusion d'un compte rendu retraçant les décisions prises au cours ou à l'issue de la réunion. Le compte rendu n'a pas en revanche pour objet de traduire les positions prises par chaque ministère ;
- un délai minimum de 48 heures doit, sauf extrême urgence, être respecté entre l'envoi de la convocation et la tenue de la réunion. Les pièces nécessaires à l'instruction des questions soumises à la réunion doivent être jointes à la convocation ou diffusées au plus tard 48 heures avant la réunion sous peine d'annulation de celle-ci ;
- les participants à la réunion doivent être en mesure d'engager le ministre qu'ils représentent. Le nombre des représentants d'un même ministre doit être strictement limité. Lorsqu'un même ministère est représenté par plusieurs services, leur position doit avoir fait l'objet d'une coordination préalable au sein du ministère. (...)

Par ailleurs, des outils modernes de partage et de traitement de l'information seront mis en œuvre afin de faciliter le travail collaboratif et la traçabilité des décisions. En premier lieu, un outil interministériel permettant le traitement dématérialisé de l'examen et de la réponse aux amendements parlementaires sera déployé au début de l'année prochaine et se substituera aux systèmes ministériels existants.

VI. - Encadrer et revoir l'usage des circulaires

L'opération décidée le 1er février 2018 de mise à jour de la base des circulaires adressées par les administrations centrales aux services déconcentrés et consultable sur le site circulaires.legifrance.gouv.fr a été un grand succès, conduisant au retrait de 65 % du stock des circulaires. Cependant, l'usage des circulaires par les administrations centrales n'a pas évolué. Le nombre de nouvelles circulaires diffusées en 2018 a ainsi été supérieur à 1300.

Ce flux est beaucoup trop important. Son examen détaillé fait ressortir que les circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement des services représentent plus de 38 % des circulaires, celles relatives à l'interprétation ou au commentaire des normes près de 33 % du total et les circulaires s'attachant à la mise en œuvre des politiques publiques constituent seulement 9 % du total. Les autres

circulaires (21 %) ont une nature mixte mais relèvent majoritairement des deux premières catégories. Par ailleurs, la proportion des circulaires signées personnellement par les ministres est très faible. Ce constat souligne que la pratique des circulaires doit être profondément revue. Afin de conférer davantage de latitude aux responsables déconcentrés cet outil doit être exclusivement centré sur l'objectif d'améliorer l'accompagnement et le suivi de l'exécution des réformes et des transformations de l'action publique.

Dès lors que les travaux sur l'organisation territoriale de l'Etat concluent à la nécessité de donner une plus grande marge de manœuvre aux échelons déconcentrés, notamment autour du préfet, pour mettre en œuvre des organisations adaptées aux spécificités locales, l'organisation et le fonctionnement des services ne doivent plus faire l'objet de circulaires qu'à titre exceptionnel, sur les priorités d'actions du ministère. En ce cas, l'importance des circulaires en cause justifie qu'elles soient personnellement signées par le ministre. (...)

En deuxième lieu, les circulaires de commentaires ou d'interprétation de la norme sont des outils du passé inadaptés aux nécessités de notre époque marquée par la transparence et l'accès immédiat et partagé à l'information. En conséquence, je vous demande de remplacer ces circulaires, comme c'est parfois déjà le cas, par la mise à disposition d'une documentation, régulièrement tenue à jour, sur les sites internet de vos ministères. Les agents publics, les élus locaux et les citoyens se référeront ainsi aux mêmes documents pour l'application des textes.

En troisième lieu, l'usage des circulaires doit être recentré exclusivement sur l'accompagnement, le suivi et l'exécution des réformes. Elles doivent comporter des orientations ou des lignes directrices de la mise en œuvre des politiques publiques. Elles incluent nécessairement la fixation d'objectifs, la définition d'indicateurs utiles et des calendriers d'exécution. Eu égard à leur importance pour la conduite des politiques publiques elles doivent être signées par les ministres.

L'évolution de la pratique des circulaires doit être perceptible par tous et leur nombre doit être réduit significativement. Un compteur des circulaires diffusées par ministère et par an sera rendu public.

VII. - Mieux suivre l'impact des réformes

Conformément à la circulaire du 18 février 2019 relative au suivi de l'exécution des plans de transformation ministériels, je vous rappelle la nécessité de prêter une attention renforcée à l'exécution des réformes de votre plan de transformation ministériel, avec une implication maximale de votre part. Vous pourrez vous appuyer pour cela sur l'application numérique de suivi déployée par la direction interministérielle de la transformation publique. J'attire votre attention sur la nécessité d'identifier et de renseigner régulièrement, pour chaque réforme, les indicateurs d'avancement et d'impact.

Afin de mieux suivre l'exécution des réformes, il vous est également demandé d'accompagner chaque projet de loi de cinq indicateurs d'impact qui devront permettre de mesurer de manière efficace l'atteinte des résultats de vos politiques publiques. Vous devrez présenter ces cinq indicateurs et leurs modalités d'élaboration lors de la présentation de votre projet de loi en Conseil des ministres. Ils seront intégrés à l'étude d'impact des projets de lois et à vos plans de transformation ministériels dont le suivi est assuré par la direction interministérielle de la transformation publique. Le secrétariat général du Gouvernement s'assurera du respect de cette règle pour les projets de loi délibérés en conseil des ministres à compter de juin 2019.

Les contributions demandées dans le cadre de la présente circulaire feront l'objet d'une synthèse et d'une restitution globale qui seront présentées en comité interministériel à la transformation publique, puis en Conseil des ministres (...). Le secrétariat général du Gouvernement et la direction interministérielle de la transformation publique sont à votre disposition pour toute question.

Edouard Philippe

D4 : Protéger le secret de la défense et de la sécurité nationale, « Les principes généraux du secret de la défense nationale », site internet du SGDSN (extraits).

Trois niveaux de classifications

Les articles R. 2311-2 et R. 2311-3 du code de la défense définissent trois niveaux de classification :

- *Très Secret Défense*, réservé aux informations et supports qui concernent les priorités gouvernementales en matière de défense et de sécurité nationale et dont la divulgation est de nature à nuire très gravement à la défense nationale ;
- *Secret Défense*, réservé aux informations et supports dont la divulgation est de nature à nuire gravement à la défense nationale ;
- *Confidentiel Défense*, réservé aux informations et supports dont la divulgation est de nature à nuire à la défense nationale ou pourrait conduire à la découverte d'un secret classifié au niveau Très Secret Défense ou Secret Défense.

(...) Ce marquage confère matériellement le caractère de secret aux éléments concernés et permet la mise en œuvre, en cas d'inobservation délibérée ou non de la réglementation applicable, d'un régime pénal spécifique.

Certaines informations qu'il n'y a pas lieu de classer peuvent cependant recevoir, de la part de leur émetteur, une marque de confidentialité, telle que Diffusion Restreint qui a pour objet d'appeler l'attention de l'utilisateur sur la nécessité de faire preuve de discrétion dans le traitement de cette information. Elle indique que l'information ne doit pas être rendue publique et ne doit être communiquée qu'aux personnes ayant besoin de la connaître dans l'exercice de leurs attributions.

Accès des personnes aux informations ou aux supports classifiés

Deux critères doivent être satisfaits pour accéder à une information classifiée :

- le besoin d'en connaître, soit la nécessité impérieuse, évaluée par l'autorité hiérarchique, d'accéder à cette information pour la bonne exécution d'une fonction ou d'une mission précise ;
- l'habilitation de sécurité, soit l'autorisation d'accéder à des informations classifiées au niveau requis et précisé dans la décision.

Le besoin d'accéder à des informations ou supports classifiés est apprécié de façon mesurée par l'autorité hiérarchique de l'intéressé et régulièrement réévalué, y compris si nécessaire au cours de la durée de validité de l'habilitation, au regard notamment de l'évolution de la situation familiale de l'intéressé et également de la fréquence d'accès effectif du titulaire du poste visé à des informations classifiées au niveau concerné. (...)

Procédures d'habilitation

La demande d'habilitation faite par l'autorité hiérarchique déclenche une procédure destinée à vérifier qu'une personne désignée peut, sans risque pour la défense et la sécurité nationale ni pour sa propre sécurité, connaître, dans l'exercice de ses fonctions, des informations classifiées au niveau précisé dans la demande. (...)

Conservation des documents classifiés

Tous les documents classifiés, y compris les supports préparatoires encore utiles, doivent être conservés dans une armoire forte conforme à la réglementation, elle-même située dans une zone sécurisée, c'est-à-dire un local ou un emplacement qui fait l'objet de mesures de protection matérielle particulières et dont l'accès est réglementé.

Les compromissions

Compromettre un secret de la défense nationale consiste à le révéler, en tout ou partie, à quelqu'un qui n'a pas à en connaître. La compromission est punie de sept d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende selon les dispositions de l'article 413-10 du code pénal.

Entreprises

Les entreprises et le secret de la défense nationale

Les personnes morales de droit privé, de la même façon que les personnes physiques, doivent être habilitées pour l'exécution de travaux classifiés.

L'accès des entreprises au secret de la défense nationale

L'habilitation d'une personne morale de droit privé ne peut s'effectuer que dans le cadre d'un contrat avec détention ou accès à des informations ou supports classifiés, ou dans le cadre de la sous-traitance d'un tel contrat. (...)

Relations internationales

Les accords généraux de sécurité, instruments de la coopération bilatérale en matière de secret

Dans le cadre de ses coopérations civiles ou militaires, la France a besoin d'échanger des informations classifiées avec des Etats ou des ressortissants étrangers. Ces échanges s'effectuent dans le cadre d'accords généraux de sécurité conclus avec les autorités du pays concerné.

L'objet de l'accord est de permettre la transmission et la protection d'informations classifiées et d'organiser les conditions de cet échange. Il précise les modalités d'échange et de conservation des informations, permet la reconnaissance réciproque des habilitations de sécurité des personnes physiques et morales. Il établit aussi des équivalences entre les niveaux de classification fondée sur un niveau de protection comparable. Malgré une dénomination commune, certains niveaux de classification peuvent faire l'objet de procédures de sécurité différenciées entre les Etats partenaires et donc être plus complexes à recevoir, manipuler ou à transmettre.

En l'absence d'accord de sécurité, la transmission d'informations classifiées françaises constitue une compromission du secret de la défense nationale. (...)

En 2017, la France est partie à 40 accords généraux de sécurité avec des Etats étrangers. (...)

L'OTAN et l'Union européenne, cadres de protection en commun du secret

L'OTAN a mis en place un cadre réglementaire pour la protection et la sauvegarde de ses informations classifiées, ou qui lui sont soumises par un Etat. Un accord pour la sécurité des informations a été signé à Bruxelles le 6 mars 1997, aux termes duquel les Etats s'engagent mutuellement à protéger les informations classifiées produites ou reçues. La protection des informations classifiées de l'Organisation est régie par une politique de sécurité, comprenant l'accord de sécurité et des directives complémentaires, elles-mêmes déclinées en recommandations et obligations. (...)

Les Etats membres de l'Union européenne se sont également non seulement engagés à échanger des informations classifiées nationales dans l'intérêt de l'Union, mais aussi à produire des informations classifiées dites de l'Union européenne (ICUE). Afin d'assurer la protection des ICUE, les Etats doivent respecter les règles de sécurité posées par une décision du Conseil européen. (...)

Le rôle central du SGDSN, autorité nationale de sécurité, dans les négociations internationales relatives au secret

Le SGDSN, qui conduit pour la France la négociation des accords généraux de sécurité, assure également les fonctions d'autorité nationale de sécurité prévues notamment par la réglementation de l'Union européenne. A ce titre, il veille à la sécurité des ICUE et des informations classifiées OTAN, et représente la France dans les enceintes multilatérales où sont élaborées de nouvelles réglementations en matière de protection du secret, comme les institutions et organes de l'Union européenne (Conseil, Commission, Service européen pour l'action extérieure, Europol) ou le Comité de sécurité de l'OTAN. (...)



MINISTÈRE DES ARMÉES

**COPIE AYANT OBTENU LA MEILLEURE NOTE À
L'ÉPREUVE DE :
SPÉCIALITÉ « RÉDACTION ET ANALYSE DANS
LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE »**

**L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans les copies
communiquées ci-après.**

Année : 2019

Concours : Extérieur - pour l'accès à
l'emploi d'attachéÉpreuve : Spécialité : Rédaction et analyse
dans le domaine de l'administration générale

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019



1. Le recours aux contractuels dans la fonction publique de l'État constitue-t-il un outil innovant en matière de ressources humaines ?

20 % des agents publics de droit commun sont déjà des agents contractuels, c'est-à-dire que ceux-ci ne sont pas des fonctionnaires titulaires mais bénéficient d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou indéterminée (CDI) d'une manière semblable aux emplois du secteur privé.

Le recours aux agents contractuels existe donc déjà dans la fonction publique, y compris d'État, et concerne notamment les enseignants. Nos voisins européens y font un recours plus large (près de 10 % en Allemagne). Le débat public est largement alimenté par des contributions telles que celle de l'IFRAP visant à dévaloriser la fonction publique, en réservant le statut de fonctionnaire aux emplois de souveraineté.

Parmi de nombreuses évolutions, la loi dite de transformation de la fonction publique (été 2019) étend les possibilités de recours aux contractuels altérant le principe posé par la loi du 13 juillet 1983 selon lequel les emplois permanents de l'administration ont vocation à être occupés par des agents statutaires (recrutés via concours dans l'esprit de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 garantissant l'égal accès aux emplois publics). Les emplois de direction, ainsi qu'à « compétences spécialisées » sont notamment concernés. La principale innovation porte sur la création du contrat de mission (légalement réputé de projet) permettant l'emploi d'une personne sur un chantier défini pour une durée maximale de six ans. Ce type de contrat a pour ambition de donner corps à certaines aspirations visant à transformer l'administration autour du « mode projet », en raison-est davantage par missions. Il conviendra de s'intéresser à

L'appropriation par l'administration de ce mécanisme nouveau.

Enfinement peu innovant, le développement du procédé contractuel contribue au processus de banalisation (ou privatisation) de l'administration. Il emporte néanmoins des conséquences pour les agents, notamment en termes de précarisation et des risques juridiques pour l'administration, de crainte de l'Union européenne vient en effet limiter l'usage des C.D.D.

Si le procédé contractuel emporte un certain nombre d'écarts en termes d'organisation du travail, les gains dans la gestion des ressources humaines doivent aussi être pris en considération (notamment pour les CDD). La jurisprudence administrative a certes renforcé les droits des contractuels (Conseil d'Etat 2003, CCI Meunier et Roselle : sur le reclassement), néanmoins la prévision des coûts peut s'en trouver facilitée (glissement vieillesse-technicité par exemple). La flexibilisation de la gestion des ressources humaines permet alors à l'administration de gagner en agilité et en réactivité (via des redéploiements et de l'embauche en fonction de l'évolution des besoins).

2. Comment traiter les situations de harcèlement dans la fonction publique ?

Le harcèlement, moral comme sexuel, est interdit et sanctionné par le code pénal. Le guide de prévention et de traitement des situations de violences et de harcèlement dans la fonction publique édité par le DGERFP définit le harcèlement comme « le fait d'imposer à une personne une conduite abusive qui peut porter atteinte à ses droits, à sa dignité, ou altérer son état de santé ou compromettre son avenir professionnel ». Il convient de distinguer le harcèlement moral du harcèlement sexuel, ce dernier se manifestant par des propos ou gestes à connotation sexuelle, une attitude particulièrement insistante malgré des refus répétés ou encore par des propositions de nature sexuelle.

L'employeur public dispose (comme tout employeur) d'outils lui permettant de faire face à son obligation de protection des agents. En effet, les agents disposent du droit à ne pas être harcelés, dans leur environnement de travail le respect de ce droit repose notamment sur l'employeur.

S'agissant du traitement à proprement parler d'une situation de harcèlement, les bonnes pratiques visent tout d'abord à assurer écoute et bienveillance de la part de collègues, du supérieur hiérarchique (si cette personne n'est pas en cause) voire d'un référent en charge de ces questions. Un suivi psychologique peut être engagé avec la médecine du travail. Les syndicats jouent également un rôle d'accompagnement important en informant notamment la victime de ses droits (et notamment celui de déposer plainte contre la personne à l'origine des agissements). Il est recommandé d'associer le bureau en charge des ressources humaines au traitement de la situation.

Parce que le harcèlement ne peut être toléré dans l'administration, des mesures disciplinaires (après avis de la commission administrative paritaire et généralement une enquête administrative) peuvent être envisagées. À titre conservatoire, des dispositifs (els que la suspension donnée à l'administration des capacités d'action dans un sauf de protection de la victime).

En vertu de l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983, la victime dispose du droit à la protection fonctionnelle (qui s'applique aux situations de harcèlement moral et sexuel au sein de la fonction publique). En contentieux administratif, il convient de relever que le régime de la charge de la preuve est aménagé (Conseil d'État, 2011, Mme Norbert : seule l'amorce incombe à la victime).

À plus long-terme, des actions de sensibilisation comme de formation au traitement des situations de harcèlement moral comme sequel devraient permettre une prise en charge mieux adaptée.

Année : 2019

Concours : Externe pour l'accès à l'emploi d'attaché

Épreuve : Spécialité - Rédaction et analyse dans le domaine de l'administration générale

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

3 - Les lois de programmation financière sont-elles utiles ?

Les lois de programmation financière sont des lois spéciales qui visent à fixer des plafonds de crédits d'engagement et de paiement. Ces lois de programmation sont préfigurées dans la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001, mais prennent toute leur portée suite au Traité sur la stabilité et la convergence de 2012.

La programmation budgétaire est utile en ce qu'elle permet de fixer un cap, défini chaque année en loi de finances. À cet égard, les lois de programmation définissent une trajectoire pluri-annuelle qui permet au législateur de ne pas restreindre sa vision au court-terme. La loi de programmation 2018-2022 prévoit ainsi d'augmenter, progressivement et sur l'ensemble de la période visée les budgets de certains ministères tels que l'Éducation nationale, la Justice ou les Armées. Il en découle une gestion prévisionnelle des ressources de la puissance publique et un meilleur usage des deniers publics.

En outre, les lois de programmation visent à contribuer au redressement des comptes publics, par le biais d'une diminution du déficit budgétaire et ainsi d'une maîtrise progressive du poids de la dette. Un objectif de moyen-terme (OMT) est ainsi fixé dans chaque loi de programmation financière, concernant à leur utilité.

Néanmoins, la simple programmation financière, au travers du LPPF, ne permet pas, à elle seule, le retour à l'équilibre des comptes publics. Par elle-même, la programmation ne permet pas de réaliser des économies. Il s'agit d'un outil pertinent pour analyser la progression des coûts et établir une trajectoire

Budgétaire crédible, en tenant compte des prévisions de croissance et de la
chaque année par le Haut Conseil aux Finances publiques (HCFP). Les LPPF
ont pour objet de tendre à l'objectif d'équilibre, qui est l'un des
garants de la bonne solvabilité financière de la France.

4. Quelles sont les conséquences possibles dans les services publics de la circulaire du 5 juin 2019 ?

La circulaire du 5 juin 2019 relative à la transformation des administrations centrales et aux nouvelles méthodes de travail identifie sept axes de réforme (à la suite d'une procédure de concertation) :

- 1- renforcer l'efficacité des administrations centrales ;
- 2- simplifier le paysage administratif (la réduction du nombre d'instances et de commissions rattachées aux administrations centrales) ;
- 3- rapprocher les administrations des citoyens et des territoires ;
- 4- aller le plus loin possible en matière de déconcentration ;
- 5- améliorer le fonctionnement du travail interministériel ;
- 6- encadrer et revoir l'usage des circulaires ;
- 7- mieux suivre l'impact des réformes.

Le détail de chacune de ces axes devrait affecter les services publics (administration centrale comme déconcentrée) et ce à différents niveaux :

S'agissant de l'organisation, des agents et des usagers (selon le point de vue à partir duquel l'on se place).

En termes d'organisation, la circulaire du 5 juin 2019 insiste à de profondes restructurations, selon les plans de transformation ministériels (PTM - établis suite à Action publique 2022). Leur achèvement est une priorité. La mise en place de ces PTM doit conduire à privilégier le mode projet, à valoriser les initiatives individuelles et les projets interdirections mais également à limiter voire réduire le chaînage hiérarchique. Cette nouvelle organisation doit permettre de réduire le nombre d'emplois d'encadrement à terme. Le moindre recours aux circulaires priorisées devrait donner avantage d'autonomie aux différentes structures, valorisant les initiatives et expérimentations, qui, par voie de conséquence, sont appelées à prospérer. La recherche de la limitation des tâches récurrentes (vraisemblablement chronophages et peut-être pour partie digitalisables) conduira également à alléger les structures administratives, comme la limitation des opérateurs de petite taille qui, concrètement, sont voués (de manière globale hors exceptions) à disparaître. Les structures restantes, d'une taille relativement plus importante, devraient ainsi permettre des gains (mutualisation de fonctions supports par exemple). La délocalisation de services en région ne devrait en revanche avoir que peu d'incidences sur

L'organisation des administrations.

Cette proximité retrouvée implique néanmoins des conséquences pour les agents. Ce redéploiement en région, de services à vocation nationale est déjà à l'oeuvre (la DGFiP se veut notamment pionnière en la matière). L'allègement des structures et la moindre hiérarchisation entraîne une responsabilisation accrue des agents publics, qui se veut la contrepartie d'une plus grande autonomie. Les circulaires visent ainsi à accompagner certains projets d'ampleur et non plus prévoir dans les détails la conduite à adopter face à une situation donnée. La diminution du nombre de consultations préalables obligatoires participe également de ce mouvement. L'objectif de réduction du nombre de réunions interministérielles (RIM), associé à une plus importante formalisation de ces dernières devrait favoriser la concertation, l'écoute et le dialogue au sein des administrations : ainsi chaque agent pourrait être consulté.

Enfin pour les usagers, les possibles conséquences semblent de moindre ampleur. La plus grande déconcentration de la prise de décision pourra, le cas échéant, permettre une analyse plus fine des besoins et de la situation des administrés, la réponse pourra alors utilement être contextualisée sans pour autant autoriser de réel traitement différent des demandes selon la localisation géographique afin de ne pas méconnaître le principe d'égalité des citoyens devant la loi. Le meilleur équilibre territorial permis grâce à la relocalisation de structures devrait surtout profiter aux territoires.

Ainsi, la circulaire du Premier ministre du 1 juin 2019 laisse présager de nombreuses conséquences pour les services publics, que l'on se place d'un point de vue organisationnel, de celui d'un agent public comme d'un citoyen.

Année : 2019

Concours : Externe - pour l'accès à l'emploi
d'attachéÉpreuve : Spécialité - Rédaction et analyse dans
le domaine de l'administration générale

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019



5- Le "secret Défense" est-il encore une notion utile au XXI^{ème} siècle ?

Le secret Défense est une notion permettant de limiter le caractère diffusable (ou l'accessibilité) de données au nom du caractère stratégique de ces dernières et des risques qu'une divulgation entraînerait pour la sécurité nationale. Il diffère ainsi de la raison d'Etat (par les risques suscités).

Le code de la défense distingue en ses articles R.2311-2 et -3, trois niveaux de classification selon les possibilités de nuisance en cas de divulgation : très secret défense, secret défense, confidentiel défense. En découle une stricte procédure d'habilitation commandée par le besoin d'accès et une peine sévère en cas de compromission : jusqu'à sept ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende (art 413-10 du code pénal).

Si les exigences de transparence pesant sur l'administration sont de plus en plus marquées, la notion de secret défense n'en est pas pour autant devenue obsolète. L'utilité d'une notion peut se mesurer à l'aune de sa capacité à remplir les objectifs qui lui ont été assignés et à son caractère nécessaire (sans la notion, en l'espèce l'application d'un tel régime, les risques seraient-ils identiques ?). Le secret défense a un double objectif :

- protéger les personnels, notamment ceux envoyés en missions (militaires, civils de la Défense ...);
- protéger les intérêts stratégiques de la Nation.

Sans secret défense (ou notion équivalente), il est permis de penser que ni les personnels, ni les intérêts stratégiques de la France ne bénéficient d'une protection adaptée. Or les menaces pesant sur les intérêts nationaux ou ses protecteurs n'ont pas

disparu au XVI^{ème} siècle mais se sont au contraire multipliés (terrorisme, cyber-attaques...). La persistance de ces menaces, associée à des capacités de nuisance décuplées sur certaines infrastructures stratégiques (ex. sous-marins lanceurs d'engins, à propulsion nucléaire) rend le secret de défense indispensable pour la sécurité nationale, comme la sécurité des femmes et des hommes œuvrant à la protection d'intérêts stratégiques.



MINISTÈRE DES ARMÉES

**3^{ème} ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :
SPÉCIALITÉ « SCIENCES ET TECHNOLOGIE :
INFORMATIQUE »**

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « science et technologies : informatique ».

Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles

Durée : 4 heures ; coefficient 8

CONCOURS EXTERNE POUR L'ACCÈS AU CORPS DES ATTACHÉS

SESSION 2019

Epreuve d'admissibilité :

Spécialité : Sciences et technologie - Informatique

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « **Sciences et technologie - Informatique** ». Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles.

L'utilisation d'une calculatrice n'est pas autorisée.

Durée: 4 heures ; coefficient 8

Questions :

Vous êtes recruté par l'opérateur français Djess Télécom fournissant des services à l'étranger. La société est composée de 500 agents et son chiffre d'affaires était de 70M€ en 2018.

- I. Vous êtes affecté en tant que conseiller technique en sécurité au sein de la direction des systèmes d'information. L'ANSSI vous informe qu'une intrusion a eu lieu sur le SI de Djess Télécom. Le certificat racine a été volé ainsi que certains devis commerciaux. L'attaquant est encore en mesure d'agir et s'introduit sur le poste d'un administrateur via un accès direct à internet. En effet, pour faciliter l'exploitation, certains administrateurs ont habituellement pris la liberté d'accéder directement à leur poste informatique depuis l'extérieur.

1. Pourriez-vous rappeler le rôle de l'ANSSI ? (1 point)
2. De quelle manière l'attaquant pourrait utiliser le certificat racine ? Quelles conséquences sur la sécurité du système d'information ? (1 point)
3. Vous êtes sollicité pour élaborer les actions à engager. Quelles sont vos propositions ? (2 points)
4. L'attaquant a laissé malgré lui une signature dans certains fichiers : la chaîne de caractères « aPt » est ajoutée dans les fichiers « .doc » et « .csv » qu'il a consultés. Sur une distribution debian, quelle ligne de commande vous permettra de retrouver ces fichiers sur la totalité du serveur en tant qu'administrateur « root » ? (1 point)

- II. Vous êtes ensuite promu dans un bureau de conception d'architectures télécom.
Un client dispose de 120 cabanons sur un terrain de 2000m². Ils sont disposés sur plusieurs lignes et espacés d'environ 20m. Les cabanons sont sans électricité.
Le client souhaite connaître la température de chacun des cabanons et prendre également une photo basse qualité, depuis l'intérieur, à chaque fois que la porte s'ouvre.
- Décrivez la solution technique la plus économique que vous mettriez en œuvre ? Vous veillerez à bien mentionner les technologies que vous choisirez. (2 points)
- III. Quelques années plus tard, vous obtenez une mobilité dans un pays du Moyen-Orient. Vous travaillez sur une prestation de service informatique visant à connecter une société-mère en France à sa filiale à l'étranger.
1. Quelle solution télécom proposez-vous pour relier les systèmes d'information des deux sites de manière sécurisée ? (1 point)
 2. La filiale souhaite également mettre en place un accès internet pour ses employés et disposer d'un serveur mail hébergé dans ses locaux, au sein d'une DMZ.
Quelle architecture proposez-vous ? Il conviendra de représenter sur un schéma, la DMZ, le serveur mail, un proxy web ainsi que les routeurs permettant d'accéder à internet et au LAN sur un schéma. (1 point)
 3. Le serveur web de la filiale accessible aux clients est loué auprès d'AWS. Le service commercial se plaint de lenteur lors de la consultation du site web, néfaste à la notoriété du groupe. Il vous est demandé d'investiguer. Quelle serait votre démarche pour améliorer les performances ? (1 point)
- IV. A votre retour en France, vous rejoignez l'équipe chargée de développer des jeux sur téléphones mobiles. Plus précisément, vous travaillez sur une application du jeu « Morpion » qui oppose l'homme à la machine. Vous êtes chargé d'implémenter l'intelligence de la « machine ».

Dans ce programme, la variable « plateau » est une matrice à 9 cases, 1 ligne et 9 colonnes. Elle contient l'état des cases du Morpion. Les cases sont numérotées de 1 à 9.

Représentation de la variable « plateau » :

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Les cases de « plateau » ont 3 valeurs possibles :

- 'X' pour le joueur croix
- 'O' pour le joueur rond
- '' pour indiquer que la case n'a pas encore été jouée.

L'homme joue toujours 'O'.

La machine joue toujours 'X'.

Illustration :

L'état suivant

X		O
O	X	
		X

se représente tel que la variable « plateau » contienne le tableau suivant :

'X'	' '	'O'	'O'	'X'	' '	' '	' '	'X'
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

et se note : plateau = ['X', ' ', 'O', 'O', 'X', ' ', ' ', ' ', 'X']

notons que plateau[1] contient la valeur 'X' et plateau[4] contient 'O'.

Pour l'implémentation de votre partie, vous êtes libre d'utiliser les fonctions suivantes, codées par vos collègues (le code de ces fonctions est disponible en annexe pour information) :

1. Fonction **gagne**(plateau)

Retourne :

-1 si 'O' gagne

+1 si 'X' gagne

0 sinon

Exemple : `gagne(['X', ' ', 'O', 'O', 'X', ' ', ' ', ' ', 'X'])` retourne +1

2. Fonction **partieFinie**(plateau)

Retourne :

1 si la partie est terminée par un match nul

0 sinon

Exemple : `partieNulle(['X', ' ', 'O', 'O', 'X', ' ', ' ', ' ', 'X'])` retourne 0

3. Fonction **positionDisponible**(plateau)

Retourne la liste des positions jouables, c'est-à-dire actuellement vides.

Exemple : `positionPossible(['X', ' ', 'O', 'O', 'X', ' ', ' ', ' ', 'X'])`

Retourne : [2,6,7,8]

4. Fonction **prochainJoueur**(joueur)

Retourne 'O' si joueur vaut 'X' et 'X' si joueur vaut 'O'

Exemple : `prochainJoueur('X')` retourne 'O'

Il vous est demandé d'écrire la fonction « machineTurn » en métalangage ou python. Cette fonction intègre l'intelligence du joueur « machine ». Elle prend en compte un état donné de « plateau », et doit déterminer la position de la croix à placer par le joueur machine. (3 points)

*Exemple : si l'état de « plateau » est ['X', '', 'O', 'O', '', '', '', '', 'X']
Il est attendu de la fonction machineTurn de retourner : 5*

Exemples de syntaxe sous forme de métalangage :

```
Fonction test(parametre) :  
  a = ['', 'o', 'x', '']  
  boucle i sur [1 ; 3]  
    Si a[i] == 'x' alors  
      b = ''  
    Sinon c='a'  
  Fin si  
Fin boucle  
Retourne a
```

Notes : L'évaluation de cet exercice porte davantage sur le raisonnement et la solution proposée que sur le respect strict de la syntaxe du langage.

V. Après quelques années vous évoluez vers une structure chargée d'industrialiser les nouvelles solutions de télécommunication au sein de laquelle vous prenez le rôle de chef de projet. Vous vous inscrivez dans une structure organisationnelle matricielle.

1. Pourriez-vous citer un avantage et un inconvénient d'une organisation matricielle ? (1 point)
2. Citez 3 points majeurs qu'un chef de projet doit toujours contrôler ? (1 point)
3. Vous optez pour une gestion de projet « SCRUM ». Pourriez-vous décrire les principes de ce type de gestion ? (1 point)

VI. Vos directeurs retravaillent la stratégie commerciale de votre société Djess Télécom. Pour cela, ils s'interrogent sur le positionnement que devrait avoir la société vis-à-vis de l'émergence des IoT et de l'intelligence artificielle.

1. Comment définiriez-vous l'intelligence artificielle ? (1 point)
2. Comment définiriez-vous un IoT ? (1 point)
3. Quels éléments transmettriez-vous à votre directeur technique afin de préparer sa réunion sur ce positionnement stratégique ? (2 points)



MINISTÈRE DES ARMÉES

**COPIE AYANT OBTENU LA MEILLEURE NOTE À
L'ÉPREUVE DE :
SPÉCIALITÉ « SCIENCES ET TECHNOLOGIE :
INFORMATIQUE »**

L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans les copies communiquées ci-après.

Année : 2019

Concours : Concours externe d'attaché

Spécialité : Informatique

Épreuve : Informatique

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon

CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

I

1. L'Agence Nationale pour la Sécurité des Systèmes d'Information a pour rôle de structurer la bonne mise en place et la sécurité des systèmes d'information, notamment auprès des différents ministères et des opérateurs d'importance vitale (OIV). L'ANSSI héberge aussi en son sein de CERT-FR, est chargée de la certification critique commune de différents équipements et logiciels et, comme dans le cas de TIVS Nord, peut être amenée à apporter une assistance technique.

2. De manière régulière, le certificat reçu d'un PKI ou autorité de certification peut être utilisé pour signer d'autres certificats. Ceux-ci peuvent par exemple être utilisés afin de sécuriser la communication avec un site web, signer des emails, etc.

L'attaquant possédant une copie de ce certificat, il lui sera alors possible d'effectuer toutes ces actions sans être gêné. Du point de vue du SI, il s'agit donc d'un fait important résultant dans une perte de confiance vis-à-vis des infrastructures techniques et la fiabilité des actions.

3. Idéalement, il conviendrait de commencer par couper la connexion à Internet de l'entreprise afin d'empêcher l'attaquant de faire plus de dégâts. Néanmoins, compte tenu de la veille de Duo Telecom et de son domaine d'activité, le plus réaliste serait d'introduire la connexion aux portails d'administration depuis l'extérieur de la structure au moyen de règles de routage (un plateforme de type bastion pourra être mise en place dans un second temps). D'autre part, les certificats délivrés par l'attaquant ainsi que ceux en dérivant devraient être révoqués. De nouveaux certificats seront alors mis en place. Enfin, les machines sur lesquelles l'attaquant a pu se connecter seront mises de côté (car une image disque en sera faite avant ré-initialisation)

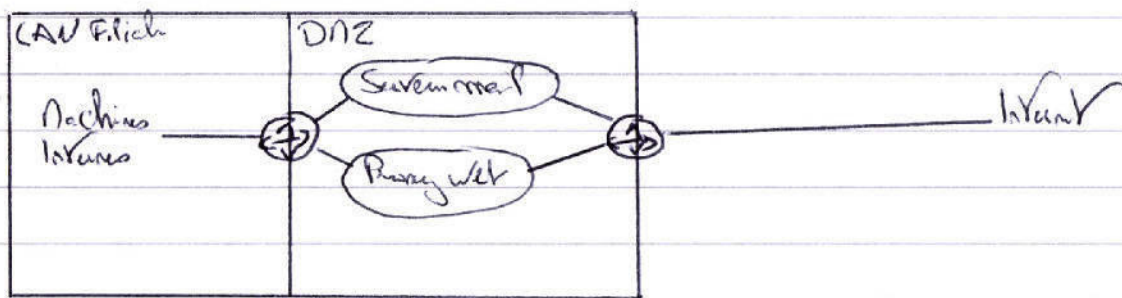
A.1.8..

pré-définie afin de ne pas saturer le réseau et pour le faire fonctionner au mieux possible et le plus rapidement dans les délais pour la transmission (dans proposition 3). Il est aussi de même pour la caméra, qui a une détection qu'à l'ouverture de la porte. Si on utilise l'allumage de la plus radio pour l'envoi (dans P3).

III

1. La mise en place d'un réseau privé virtuel (VPN) pourra être faite à cet effet. Une redondance pourra aussi être mise en place avec le passage des communications par des infrastructures différentes. Enfin, en fonction des volumes de communications, la mise en place d'une infrastructure dédiée pourra être étudiée.

2.



3. Un problème est que cela nécessite peut-être de différents éléments :

- l'infrastructure télécom permettant la consultation du site (transmission des données du serveur vers le client)
- d'un mécanisme de sauvegarde du côté du serveur afin de faire face à la charge

Il conviendra alors de contrôler les temps d'accès au serveur hébergé le soir depuis les points de connexion habituels des clients (avec un ping par exemple) et de contrôler l'usage des ressources ADSL et la quantité de CPU/RAM à disposition.

IV

1. Avantages : les tâches de chacun sont clairement définies et mieux coordonnées. Cette organisation est rigide.

2. Un chef de projet doit :

- contrôler le respect des délais de réalisation (jalons)
- contrôler la charge de travail et la bonne affectation des ressources
- contrôler que l'implémentation est effectuée conformément au cahier des charges du client.

3. Contrairement au fonctionnement à l'aide d'un cycle en V, un projet géré avec SCRUM fonctionne de manière itérative. En effet, à l'initiation du projet, un produit fonctionnel minimal (MVP) sera défini, conçu, implémenté et validé lors d'un sprint. Les sprints suivants reprendront la même chronologie en ajoutant des fonctionnalités au MVP. Cette organisation permet de disposer rapidement d'un produit utilisable par le client, qui peut alors le valider et demander des modifications très tôt dans le projet. In fine, cela représente un fait gain en termes de coût (évitement en cas de re-développement), en flexibilité et peut permettre au produit de concurrencer celui avec lequel le client joue à son implémentation.

1. Les technologies de machine learning permettent d'apprendre à une machine comment effectuer une tâche bien particulière, comme la reconnaissance d'un chat à partir d'une photo. Cet apprentissage, fait de manière supervisée (les entrées sont marquées comme positif ou négatif) ou non (la machine découvre seule les concepts), est fait à l'aide d'un jeu de données. C'est dans celui-ci que repose l'efficacité d'un IA plus que dans l'algorithme utilisé ; en effet un biais dans le jeu de données (marquage, sur-représentation) se traduira par un biais dans le fonctionnement de l'IA en production.

2. L'intent des Objets est un concept dans lequel on va chercher à mesurer le monde "physique" afin de le connecter. Il peut s'agir de mesures de température, présence, géolocalisation, etc.

Plus que dans les objets, la force de l'IOT réside dans les infrastructures auxquelles les objets sont connectés, celles-ci étant chargées de l'analyse des données brutes afin de leur donner un sens, fonction du contexte dans lequel elles ont été obtenues.

Plutôt qu'un intent des Objets on peut considérer qu'il y en a plusieurs, fonction des cas d'usage, de traitements effectués sur les données, mais aussi des opérations.

Année : 2019

Concours : Concours externe d'attaché

Épreuve : Spécialité Informatique

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon

CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

VI

3. Pour R'IA :

- il n'y a pas une IA, mais des IA. Une IA ne peut résoudre qu'un seul type de problème (jeu de go, reconnaissance photo, pré-détection de CV pour le recrutement, ...), il convient donc de bien définir le problème à résoudre avant de se lancer.
- la force d'une IA réside dans un jeu de données en soi exhaustif et équilibré dans la représentation des cas que possible. Un mécanisme de feedback doit être mis en place pour que R'IA et ses utilisateurs puissent la remettre sans peine à jour et perpétuellement les mêmes meilleures prises de décision.

Pour l'IT :

- l'IT cherche à connecter le monde réel, "physique" par la mesure, il y a donc forcément des jets d'information
- la force de l'IT réside dans le nombre d'objets de données, les données qu'ils obtiennent sont la base du système
- la valeur de l'IT se trouve dans l'exploration et l'analyse des données de manière actualisée. Les objets n'ont qu'un moyen de les obtenir.

TSVP

def fullColumns(ρ , pieces, litres):

fonction permettant d'obtenir les lignes remplies au 2/3 et d'y mettre n-pions
for i in range(1, 4, 3):

if ($\rho[i] == \rho[i+2]$) && ($i+2$ in litres) && ($\rho[i] == pieces$):

return $i+2$

if ($\rho[i] == \rho[i+2]$) && ($i+2$ in litres) && ($\rho[i] == pieces$):

return $i+1$

if ($\rho[i+1] == \rho[i+2]$) && (i in litres) && ($\rho[i+1] == pieces$):

return i

return \emptyset # aucun ligne remplie

def fullColumns(ρ , pieces, litres):

fonction permettant d'obtenir les colonnes remplies au 2/3 et d'y mettre n-pions
for i in range(1, 4):

if ($\rho[i] == \rho[i+3]$) && ($i+3$ in litres) && ($\rho[i] == pieces$):

return $i+3$

if ($\rho[i] == \rho[i+3]$) && ($i+3$ in litres) && ($\rho[i] == pieces$):

return $i+3$

if ($\rho[i+3] == \rho[i+6]$) && (i in litres) && ($\rho[i+3] == pieces$):

return i

return \emptyset # aucune colonne remplie

def fullDiagonals(ρ , pieces, litres):

fonction permettant d'obtenir les diagonales remplies au 2/3 et d'y mettre n-pions
if ($\rho[1] == \rho[5]$) && (5 in litres) && ($\rho[1] == pieces$):

return 3

if ($\rho[1] == \rho[5]$) && (5 in litres) && ($\rho[1] == pieces$):

return 5

if (1[5] == 1[5]) && (1 in lites) && (1[5] == joueur):

return 1

if (1[3] == 1[5]) && (7 in lites) && (1[3] == joueur):

return 7

if (1[3] == 1[7]) && (5 in lites) && (1[3] == joueur):

return 5

if (1[5] == 1[7]) && (3 in lites) && (1[5] == joueur):

return 3

return \emptyset # aucun diagonal rempli

def machineTuer(1, joueur):

on cherche à compléter les lignes du joueur pour gagner
lites = positionsDisponibles(1)

res = fullLignes(1, joueur, lites)

if res != \emptyset
return res

res = fullColonnes(1, joueur, lites)

if res != \emptyset
return res

res = fullDiagonales(1, joueur, lites)

if res != \emptyset
return res

on cherche à empêcher l'adversaire d. gagner

adversaire = "

if (joueur == 'O')

adversaire = 'X'

else

adversaire = 'O'

res = fullLignes (, adversaire, likes)

if res != \emptyset

return res

res = fullColonnes (, adversaire, likes)

if res != \emptyset

return res

res = fullDiagonales (, adversaire, likes)

if res != \emptyset

return res

il n'est ni possible de gagner immédiatement, ni d'empêcher l'adversaire

de gagner, On choisit une valeur au hasard

if (5 in likes) : # valeur correcte, augmenter le score de victoire

return 5

return random (likes) # valeur likes dans le tableau



MINISTÈRE DES ARMÉES

**3^{ème} ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :
SPÉCIALITÉ « LANGUES ET CIVILISATIONS :
ARABE »**

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « langues et civilisations : arabe ».

Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles

Durée : 4 heures ; coefficient 8

**CONCOURS EXTERNE
POUR L'ACCÈS AU CORPS DES ATTACHÉS**

SESSION 2019

Epreuve d'admissibilité :

Spécialité : Langues et civilisations – Arabe

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « **Langues et civilisations - Arabe** ». Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Le dossier, les questions ainsi que les réponses des candidats sont rédigées dans la langue demandée et portent sur les questions internationales de la zone linguistique choisie.

L'utilisation d'un dictionnaire n'est pas autorisée.

Durée: 4 heures ; coefficient 8

Chacune des questions est notée sur quatre.

أسئلة

- لماذا ظلّت نجاحات المرأة العربية في عالم الأعمال غير مؤثرة في المجتمع؟
- لماذا لا تدخل العديد من النساء المؤهلات جيداً سوق العمل؟
- اذكر أبرز العقبات التي تواجه عمل المرأة السعودية.
- برأيكم ما العوامل (السياسية، الدينية، الثقافية) التي تؤثر في وضع المرأة في البلدان العربية؟ هل هناك اختلافات في وضع المرأة بين الدول العربية؟
- لماذا تشكّل النساء التونسيات "ورقة رابحة" بيد الأنظمة السياسية؟

النص الأول

المرأة في العالم العربي: مشكلة النجاح غير المرئي

بي بي سي عربي - 04/05/15

تحقق المرأة في جميع أنحاء الشرق الأوسط نجاحات جديدة في عالم الأعمال والتجارة، مثل تأسيس الشركات، والتوسع في أسواق جديدة، وتولي مناصب عليا في المؤسسات.

لكن أحد الفروق المهمة يظل موجودا بينهن وبين أقرانهن من الرجال، وهو فرق يمنع الكثير منهن أيضا من التقدم، ألا وهو الإحجام عن الإعلان عن إنجازاتهن.

ولا يزال كثير من النساء العربيات الناجحات غير معروفات، ويوجهن اهتمامهن إلى العمل بدلا من الإعلان عن نجاحهن خلال المقابلات الإعلامية، والكتابة عبر مدونات الإنترنت، ومقالات الصحف، والمؤتمرات.

ويقول البعض إنَّ الوقت قد حان لتغيير ذلك، وبالتالي تُظهر نساء أخريات أشياء قوية لتذكر بما يمكن للمرأة أن تنجزه من أعمال، حتى في المجتمعات العربية التي تغلب عليها سيطرة الذكور.

وبما أن الحال كذلك، فإن هناك قليلا من النساء العربيات اللاتي يظهرن كنماذج يمكن الاقتداء بها في المنطقة العربية. فالقوانين والأعراف الاجتماعية لا تزال تفضل الرجال على النساء بوجه عام.

كما أن بعض الشركات التجارية توظف رجالا فقط وبشكل علني في المناصب العليا. وبالرغم من أن ذلك يتغير في بعض أنحاء المنطقة، تقدم العائلات في الغالب دعما لأبناتها الذكور فقط فيما يتعلق بالتعليم ومبادرات العمل.

وتقول ريم أسعد، وهي مصرفية تحولت إلى سيدة أعمال وصاحبة مشروع تجاري في جدة، بالمملكة العربية السعودية: "أرى أن هناك الكثير من النساء اللاتي يعملن دون ظهور، لكنهن يتمتعن بقوة لا تصدق. وأقول في نفسي، ماذا لو أنهن وضعن ما لديهن من طاقة وذكاء في عمل يمكن رؤيته وتطويره أكثر من ذلك بالنسبة لبقية العالم".

وتضيف ريم، التي تكتب عن التخطيط المالي في عمود لها بصحيفة "ديستنيشن جدة" التي تصدر باللغة الإنجليزية: "أرى نفسي كنموذج يُحتذى بالنسبة للآخرين".

وكرست ريم جهودها لقضية تمكين المرأة في الشرق الأوسط عن طريق تعليمها أهمية الاستقلال المالي للمرأة. كما أنها، من خلال كتاباتها وورش العمل التي تشارك فيها، تحاول تعليم النساء "غير المرئيات" كيفية المشاركة في المجتمع. وبالنسبة لها، فإن الأمر كله يتعلق بقيادتها ما تطلق عليه "ثورة ناعمة".

وتضيف ريم: "أعرف امرأة لا تزال تعمل ربة منزل باختيارها، وذلك لأنها تفتقر إلى الثقة في إحداث تغيير في مجتمعها. وإذا كنت أستطيع زيادة الوعي بين مثل هؤلاء النساء والأجيال القادمة، فيمكنني بذلك أن أترك بصمة من أجلهن".

الرؤية من خلال الغير

عندما تكون هناك نماذج أمام النساء يُحتذى بها، فمن المحتمل بشكل أكبر أن يشجعهن ذلك على دخول قوة العمل، وجلب المواهب والمهارات التي تفيد الجميع، كما يقول بعض الخبراء.

كما أن النساء في الشرق الأوسط وشمال إفريقيا في المتوسط لديهن ميل أكثر من الرجال لدخول الجامعة، لكن نسبة مشاركتهن في سوق العمل تبلغ فقط 26 في المئة، وهي نسبة أقل بكثير من المتوسط الخاص بالدول الضعيفة الدخل، والمتوسطة الدخل، والذي يبلغ 39 في المئة، وفقا للبنك الدولي. وهذه إشارة إلى أن العديد من النساء المؤهلات جيدا لا يدخلن سوق العمل.

وتقول ديما دبوس، وهي مستشارة رفيعة المستوى في شؤون الإعلام والمساواة بين الجنسين في منظمة الأمم المتحدة للتعليم والعلوم والثقافة (اليونسكو)، وتقيم في بيروت بلبنان: "إذا لم تر النساء نساء أخريات من اللاتي صنعن إنجازا، فربما يفكرن في أن ذلك (الحصول على عمل) ليس مناسباً لهن".

وتضيف: "يعود الأمر في ذلك بدقة إلى أننا لا نراهن في مجال الأعمال في قمة هرم القيادة، وهو ما يروج لفكرة أن النساء لا يستطعن شق طريقهن في مجال يسيطر عليه الرجال".

وتعد إقامة شبكة للعلاقات القوية أحد الأمور التي تعتقد ديما دبوس أن على المرأة العربية الناجحة أن تهتم بها لإبراز صورتها. كما تشجع دبوس المرأة العربية على السعي نحو المناصب القيادية العليا، حتى لو كانت لديها عائلة تريد الاهتمام بها، لأن ذلك سيجعل الآخرين يرون أن المرأة لا تحتاج إلى أن تختار بين عملها وعائلتها.

وتضيف ديما: "نجحت العديد من النساء في تحقيق نجاح في كلا الأمرين".

دور الموجهين

ويمثل الموجهون (أو المدربون) أيضا أهمية كبيرة في نجاح عمل المرأة في الشرق الأوسط. فبينما يمكن أن يكون ذلك مفيدا في كل مكان في العالم، فإنه يمثل أهمية خاصة في أماكن تقل فيها رؤية نماذج للنساء في مواقع بارزة.

وتؤمن مجد شويكة، وزيرة الاتصالات وتكنولوجيا المعلومات في الأردن، بقوة بأهمية وجود موجهين لمساعدة المرأة. فقد كانت مجد تقدم استشارات لطلاب المشروعات والأعمال التجارية من خلال منظمة "إنجاز" غير الحكومية التي تهتم بتقديم تعليم تطوعي. كما أنها أسست شركة إقليمية للتدريب تحمل اسم "مشارك" في 2013

وكان أغلب عملاء مجد من النساء اللاتي كن، رغم المؤهلات الجيدة لديهن، في حاجة إلى مساعدة من أجل بدء مشروعاتهن، والوقوف على أقدامهن في عالم الشركات التجارية، وذلك رغم حصولهن على مؤهلات جيدة.

ومع أن هناك عوائق في المجتمع بالتأكيد، توصلت مجد إلى أن النساء في بعض الأحيان هن من يمنعن أنفسهن من التقدم.

وتقول: "لقد شهدت تحديات ظهرت في طريقي، وأنا مؤمنة قوية بأن الأمر كله يتعلق بما يدور في عقولنا. إن التحدي هو أن تثبت نفسك. لكن لا تقبل كل النساء ذلك التحدي، فهن بحاجة إلى أن يتمتعن بروح القتال الصحيحة من أجل إثبات ذاتهن. وليس هذا دائما شيئا يأتي بمفرده".

وتوافق هالة فاضل، رئيسة مجلس إدارة "منتدى إم أي تي للأعمال الناشئة في العالم العربي" ومقره بيروت، على ذلك الطرح. ويعد المنتدى شبكة للخريجين لاستضافة المؤتمرات التقنية والمسابقات.

توظيف النساء

وتعتقد هالة أن المرأة يجب أن تكون أكثر ظهورا، حتى وإن كانت هي نفسها تعاني من عدم الراحة التي يجلبها لها الظهور في دائرة الضوء.

وتقول: "كنت أظهر على شاشات التلفزيون، لكنني لم أكن أخبر أحد. كنت غالبا لا أريد أحدا أن يرى ذلك. أنا أعرف أنه لو أن زوجي كان سيظهر في التلفزيون، كان سيخبر كل أصدقائه".

لكن هالة لا تتردد مع بناتها في أن تصطحبهن إلى مكتبها لكي يرين ماذا تفعل هناك. وتريد هالة من بناتها والآخرين أن يعرفوا أنه من الممكن الجمع بين العمل ورعاية العائلة.

ومع موقعها الجديد في ذلك المنتدى، تشعر هالة بالسعادة لأن اثنين من بين الشركاء الأربعة في ذلك المكان من النساء، ولأن مكتب المنتدى في بيروت غالبية من الموظفات.

وتأمل في أن يصبح المعيار السائد في أحد الأيام هو النسبة المرتفعة لتوظيف النساء، وخاصة الشركات الناشئة التي تديرها النساء. وتضيف: "أريد الناس أن يعتقدوا أن ذلك أمر طبيعي".

وعندما يطرح عدد متزايد من النساء البارزات والناجحات الخوف من الظهور جانباً، فإن نساء أخريات ربما يفعلن الشيء نفسه.

وتقول ريم، مستشارة التمويل الشخصي، إنها كانت أول امرأة في المملكة العربية السعودية تتولى دوراً غير تقليدي في أحد البنوك الكبرى مديرة تنفيذية. فقبل ذلك، كانت المرأة في الغالب تحال إلى وظائف كتابية.

وتضيف ريم: "كنت محل اختبار لدور المرأة. كان عليّ أن أقدم نفسي بشكل مناسب وأن ألبّي توقعات محددة. واليوم، إذا ذهبت لنفس تلك المؤسسة، فستجد أن المدير المالي لذلك البنك (البنك الوطني التجاري) امرأة. كما أن منصب المدير التنفيذي لقطاع الاستثمار في ذلك البنك تشغله امرأة".

وتتابع: "ما لا يعرفه الناس هو أنه كان يوجد الكثير مثلي من الذين مروا بتجارب عديدة. لكن لا شيء سوف يحدث ما لم نتجه نحو الخطوط الأمامية".

النص الثاني

السعودية: 10 أسباب لهروب النساء

هيومن رايتس ووتش - (Human Rights Watch) - 30/01/2019

(بيروت) - قالت "هيومن رايتس ووتش" إن رهف محمد، المرأة السعودية التي نجحت في الفرار من عائلتها المسيئة بحسب الزعم، ألقّت المزيد من الضوء على عدد لا حصر له من النساء المحاصرات تحت نظام ولاية الرجل المسيء في السعودية. اليوم، تواجه النساء التمييز المنهجي وقد يتعرضن للعنف الأسري بموجب نظام ولاية الرجل، ولا يمكن مكننا بلجان إليه عندما يواجهن سوء المعاملة. يدفع ذلك بعض النساء إلى القيام بمحاولات خطيرة للفرار من البلاد.

بموجب نظام ولاية الرجل، يسيطر الرجل على حياة المرأة السعودية منذ ولادتها حتى وفاتها. يجب أن يكون لكل امرأة سعودية ولي أمر، وعادة ما يكون الأب أو الزوج، ولكن في بعض الحالات يكون أخ أو حتى ابن، لديه السلطة على اتخاذ مجموعة من القرارات الحاسمة نيابة عنها. تعامل الدولة السعودية النساء كقاصرات دائمات من وجهة نظر القانون. لم تقبل السعودية ما يذكر لإنهاء هذا النظام، الذي ما زال أهم عقبة تعترض حقوق المرأة في البلد.

قال مايكل بيچ، نائب مديرة قسم الشرق الأوسط في هيومن رايتس ووتش: "كشف سعي رهف محمد الشجاع إلى الحرية مجدداً عن مجموعة من الممارسات والسياسات التمييزية التي تضعف المرأة السعودية وتجعلها عرضة للانتهاكات. يريد ولي العهد السعودي محمد بن سلمان أن يُنظر إليه على أنه مصلح لحقوق المرأة، لكن رهف أظهرت إلى أي حد ادعاءاته باطلّة ومثيرة للسخرية، حين تطارد السلطات النساء الفارات وتعذب ناشطات حقوق المرأة في السجن".

في حين أن بلدانا أخرى في الشرق الأوسط لديها عناصر من نظام ولاية الرجل، إلا أن السعودية هي الأكثر قسوة بأشواط في الحد الذي تصل إليه قوانينها، فضلا عن جهود السلطات لتطبيقها. وثقت هيومن رايتس ووتش أثر هذه القوانين والسياسات على حياة النساء في تقريرها الصادر في 2016، "كمن يعيش في صندوق: المرأة ونظام ولاية الرجل في السعودية". في ما يلي 10 أسباب وراء فرار المرأة السعودية من بلدها.

10 أسباب لهروب النساء السعوديات

1. لا حرية في السفر أو الحصول على جواز سفر

لا يوجد بلد يقيد حركة سكانه الإناث أكثر من السعودية. لا تستطيع النساء التقدم بطلب للحصول على جواز سفر أو السفر خارج البلاد دون موافقة ولي الأمر الذكر، وهي قيود تفرضها وزارة الداخلية وتطبقها. عمليا، تُمنع بعض النساء من مغادرة منازلهن دون إذن وليهن، ويمكن للأوصياء أن يطلبوا أمر محكمة بأن تعود المرأة إلى منزل الأسرة. لم تسمح السعودية للنساء بقيادة السيارات حتى يونيو/حزيران 2018. تصعب القيود المفروضة على السفر على النساء السعوديات الهروب من البلاد. تلجأ الكثيرات إلى اختراق هاتف ولي أمرهن لتغيير إعدادات أذونات السفر أو الهروب من أفراد العائلة أثناء وجودهن خارج البلاد.

2. لا حرية في اختيار شريك الزواج، وزواج القاصرات

تحد السلطات السعودية من قدرة المرأة على الزواج بحرية، حيث يُشترط الحصول على إذن من ولي الأمر الذكر. عادة، تُمنح موافقة المرأة شفها أمام رجل الدين الذي ينفذ الزواج، ويُطلب من المرأة وولي أمرها توقيع عقد الزواج. في حين أن الرجال يمكنهم الجمع بين 4 زوجات.

لا يوجد حد أدنى لسن الزواج في السعودية، ولا تزال وسائل إعلام سعودية تعرض تقارير عرضية عن زواج القاصرات، بما فيها التقارير النادرة عن فتيات لا تتجاوز أعمارهن الثامنة. في 9 يناير/كانون الثاني 2019، وافق "مجلس الشورى"

السعودي، وهو هيئة استشارية، بأغلبية ساحقة على اقتراح تحديد السن الدنيا للزواج بـ 18 عاماً، لكن ترك استثناءات للفتيات اللواتي تتراوح أعمارهن بين 15 و18 عاماً للزواج بموافقة المحكمة. سيصبح الاقتراح قانوناً فقط إذا أصدره مجلس الوزراء السعودي.

3. العنف الأسري

كما في بلدان أخرى، تتعرض نساء عدة في السعودية للعنف الأسري. على مدار عام كامل انتهى في 13 أكتوبر/تشرين الأول 2015، أفادت "وزارة العمل والتنمية الاجتماعية" أنها واجهت 8,016 حالة من الإيذاء الجسدي والنفسي، ومعظمها يتعلق بالعنف بين الزوجين. جرّمت السعودية العنف الأسري في 2013، لكن الناشطين انتقدوا عدم تطبيق القانون.

تشير تقديرات "برنامج الأمان الأسري الوطني" السعودي أن 35 بالمئة من النساء السعوديات تعرضن للعنف، ولكن رئيس "هيئة حقوق الإنسان" السعودية قال إنه من أصل 1,059 حالة تنطوي على العنف ضد المرأة وصلت إلى المحاكم السعودية في 2017، لم يكن هناك سوى 59 حالة متعلقة بالعنف الأسري. تجعل الولاية من الصعب للغاية على الضحايا طلب الحماية أو الحصول على تعويض قانوني. كما وجدت أبحاث هيومن رايتس ووتش أن النساء يعانين من حين لآخر للإبلاغ عن حادث للشرطة أو الحصول على الخدمات الاجتماعية أو الوصول إلى المحاكم دون قريب ذكر.

علاوة على ذلك، فإن نظام ولاية الرجل يسهل العنف الأسري بمنح الأقارب الذكور قدراً هائلاً من السيطرة على حياة النساء. السيطرة على حركة المرأة نفسها شكل من أشكال العنف الأسري الذي تفرضه الحكومة.

كما يلقي القبض على النساء اللواتي يحاولن الفرار من الزوج أو العائلة المسيئة وتتم إعادتهن إلى عائلاتهن. إذا فررن أو أحلن إلى الملاجئ، لا يُسمح لهن بالرحيل ما لم يتصلحن مع أفراد العائلة أو يقبلن بزواج مرتب. لا تسهّل الملاجئ والسلطات قدرة المرأة على العيش باستقلالية.

4. التمييز في التوظيف

زادت السعودية من فرص العمل للنساء في السنوات الأخيرة في مجالات كانت مغلقة في السابق أمامهن. لا تفرض الحكومة السعودية قيود الولاية الرسمية على النساء الراغبات في العمل، لكن السلطات لا تعاقب أرباب العمل من القطاع الخاص أو العام الذين يطلبون موافقة ولي الأمر كشرط لتوظيف النساء أو الذين يحصرن الوظائف بالرجال. بالإضافة إلى ذلك، تظل بعض المهن، مثل القضاة والسائقين، محظورة على النساء، سياسات الفصل الصارمة بين الجنسين تحبط أصحاب العمل الذين يفكرون في توظيف النساء.

5. التمييز في الرعاية الصحية

ينص قانون للأخلاقيات الطبية لعام 2014 أعدته مؤسسة حكومية على أن موافقة المرأة يجب أن تكون كافية للحصول على الرعاية الصحية. ومع ذلك، في الواقع، شرط الحصول على إذن ولي الأمر يعتمد على اللوائح الداخلية للمستشفى، ولا تفرض الحكومة عقوبات على المستشفيات التي تتطلب موافقة. تحدثت هيومن رايتس ووتش مع أخصائيين طبيين في مستشفيات خاصة لا تتطلب إذنًا من الولي، وغيرهم في المستشفيات العامة التي تتطلب تصريحاً من الولي حتى تجري للمرأة عملية جراحية أو حتى تدخلها إلى المستشفى. وقد وثقت هيومن رايتس ووتش كيف أن اشتراط موافقة ولي الأمر على الإجراءات الطبية قد يعرّض المرأة لألم طويل أو، في الحالات القصوى، لخطر يهدد الحياة.

6. عدم المساواة في الطلاق وحضانة الأطفال والميراث

مثل العديد من الدول الأخرى ذات الغالبية المسلمة، تعتمد السعودية في قوانين الأحوال الشخصية على الشريعة الإسلامية. لكن على عكس معظم الدول الأخرى، لا يوجد في السعودية قانون مكتوب ينظم شؤون الأسرة.

حق المرأة في الطلاق مقيد أكثر من حق الرجل. يجوز للرجال تطليق زوجاتهم من جانب واحد دون شرط. ولا يحتاج الرجل إلى إبلاغ زوجته بأنه ينوي تطليقها، ولا يجب عليها أن تحضر إلى المحكمة لكي يحصل زوجها على أمر بالطلاق.

بدأت السلطات بالعمل بنظام إبلاغ في يناير/كانون الثاني يسمح بإعلام النساء عن طريق الرسائل النصية عندما يسجل الرجل طلاقه في المحاكم. لكن أفادت ناشطات في حقوق المرأة أن الرجال غالباً ما يطلقون النساء شفهيًا دون وثائق، تاركين الأمر على عاتق النساء للإثبات للمحاكم أن أزواجهن قد طلقوهن.

لا يحق للمرأة أن تطلق من جانب واحد، وتخضع لإجراءات أطول وأكثر تكلفة. فيما أن تسعى المرأة إلى الخلع، والذي بموجبه يوافق الرجل عموماً على الطلاق بشرط أن تعيد المرأة كامل مهرها، أو يمكنها أن تقدم طلباً إلى المحاكم للحصول على طلاق الفسخ بناء على أسباب محدودة، ويجب أن تثبت خطأ الرجل، مثل سوء المعاملة. وفي ظل غياب قانون للأحوال شخصية أو الأسرة، فإن القاضي يحدد ما إذا كان هناك سوء معاملة. وخلال إجراءات الطلاق، يظل زوج المرأة وليها، ويملك سلطة السيطرة على قراراتها.

رغم أن المحاكم قد تقضي ببقاء الأطفال مع الأم بعد الطلاق، إلا أن المرأة ليس لها الحق في الولاية القانونية على أطفالها. بحسب ناشطة مطلعة، فإنه عادة ما تُنقل البنات اللاتي تبلغ أعمارهن 7 سنوات أو أكثر إلى الأب، ويُمنح الصبية الذين يبلغون من العمر 9 سنوات أو أكثر حرية الاختيار بين الأبوين.

في 2014، اتخذت السلطات خطوة إيجابية، تقضي بأن الأم تستطيع – إن قضت المحكمة ببقاء الأولاد معها بعد الطلاق – الحصول على وثائق والقيام بإجراءات حكومية باسمهم. سمح هذا القرار للنساء بتسجيل أطفالهن في المدارس، وإدخالهم إلى المراكز الصحية، والحصول على وثائق هوية لهم. رغم ذلك، يحتفظ الأب السعودي بحق منح تصاريح سفر للأطفال، والسماح للبنات بالزواج.

في مسائل الميراث، كما هو الحال في معظم البلدان ذات الأغلبية المسلمة، يحق للمرأة فقط أن تراث نصف ما يرثه الورثة الذكور.

7. تحديات نقل الولاية

في بعض الحالات، يجوز للمرأة نقل الولاية القانونية من قريب ذكر إلى آخر، ولكنها عملية قانونية صعبة للغاية. تشير أبحاث هيومن رايتس ووتش إلى أنه من الصعب للغاية نقل الوصاية باستثناء في الحالات التي يمكن أن تثبت فيها المرأة سوء المعاملة أو قصور ولي الأمر، لأسباب منها التقدم في السن مثلاً. وحتى في تلك الحالة، يجب الحصول على قرار من المحكمة، وقد يكون من الصعب توفير مستوى مناسب من الأدلة.

8. قيود على ترك السجن والملاجئ

لا تسمح السجون ومراكز احتجاز الأحداث في السعودية للنساء بالخروج إلا إلى رعاية أحد أقاربهن الذكور. وتُرعَم النساء المسجونات اللواتي ترفض عائلاتهن إطلاق سراحهن على البقاء في السجن أو في الملاجئ إلى أن يتصلحن مع عائلاتهن أو يحصلن على وصي جديد، أحياناً فقط بعد زواج مرتب.

9. قيود على الدراسة في الخارج

بخلاف الرجال السعوديين، لا تستطيع النساء الدراسة في الخارج بمنحة حكومية دون موافقة ولي الأمر، وفي حين أنها لا تُفرض دائماً، تتطلب القواعد رسمياً وجود قريب ذكر لمرافقتهن طوال دراستهن في الخارج.

10. القمع السياسي

كثفت السلطات السعودية، في ظل ولي العهد محمد بن سلمان، حملة قمع منسقة ضد المعارضين والناشطين ورجال الدين المستقلين. في 2018، امتد هذا القمع إلى المدافعات والمدافعين البارزين عن حقوق المرأة في البلاد ممن دعوا إلى إنهاء نظام ولاية الرجل. في 15 مايو/أيار، قبل أسابيع من رفع السلطات السعودية الحظر المفروض على قيادة النساء في 24 يونيو/حزيران، بدأت السلطات باعتقال ناشطات حقوق المرأة البارزات، واتهمت العديد منهن بجرائم خطيرة مثل الخيانة التي يبدو أنها مرتبطة مباشرة بنشاطهن.

بحلول نوفمبر/تشرين الثاني، كانت لا تزال 10 نساء على الأقل محتجزات دون تهمة، رغم أن بعض التهم المنتظرة قد تشمل أحكاماً بالسجن حتى 20 عاماً. بدأت منظمات حقوق الإنسان في نوفمبر/تشرين الثاني بالإبلاغ أن المحققين

السعوديين عذبوا 4 من النساء على الأقل، بما شمل الصعق بالصدمات الكهربائية، الجلد على الفخذين، والتحرش بهن والاعتداء عليهن جنسياً.

النص الثالث

النساء في تونس: الورقة الرابعة بيد الأنظمة السياسية

ملفات قنطرة – 21/06/2019

من المهم عدم تجاهل الأسباب والمواقيت التي تقرر فيها النخبة الحاكمة تحسين حال المرأة في تونس. لكن الأهم أيضاً عدم التغاضي عن تاريخ هذه النخبة الحافل بالأبوية المفرطة أو العدائية تجاه المرأة التونسية.

لسنتين متتاليتين، تستر النساء التونسيات «عورات» الباجي القايد السبسي الرئيس التونسي الحالي وزبانيته، وتقيهم من وهج نار الضوضاء التي يزيد اتقادها استنكاراً لانعدام كفاءة الحزب الحاكم وغياب الريادة السياسية للمضي بالبلاد قدماً. حدث ذلك مرتين، كانت الأولى عند منح المرأة الحق في الزواج بغير المسلم. وتمثلت الثانية في إرساء حق المساواة في الإرث بين الجنسين، ولو أنه جاء محتشماً مع إعطاء السبسي الحق لأولياء الأمر في الاختيار بين تطبيق القانون من عدمه.

في كل مناسبة تعلق عنها هتافات الشعب المنتقدة للحكم أو المطالبة بتحسين ظروف العيش، يمسك السبسي، رئيس حركة نداء تونس، ومن سبقه بيد المرأة جاعلاً منها درعاً يمتص حدة الاضطرابات السياسية. فيها يشتت نظر الأغلبية ليلهبها عن الأساسيات بتلك الأمور، التي تخص شؤون المرأة، «البيدق» الذي ليس له لا حول ولا قوة.

ولو أن هذه القوانين قد حلت محل استحسان وكانت ذات أهمية للعدديات منا، إلا أن الهدف الأساسي وراء اقتراحها لم يكن حباً بالتونسيات أو وعياً بأهمية تمكينهن والمساواة بينهن وبين الرجل.

فقد جاءت جل هذه القوانين للتغطية عن القضايا الأكثر جدلية المرتبطة خاصة بتقاعس الدولة وتورطها، فيما من شأنه الإطاحة بالحكم أحياناً. هي استراتيجية التضليل والتلاعب التي لطالما انتهجتها الدولة للتغطية عما هو أدهى، مثلها مثل تلك التي حاولت من خلالها تشتيت الرأي العام عن قضية الموارد الطبيعية التي تستيحبها دول الاستعمار السابقة والشركات العابرة للقارات. حيث بلغت بشكل واضح في استعمال فزاعة الإرهاب كلما فتح البعض دفاتر البترول الذي تفرط به الدولة، وتدّعي عدم وجوده من أصله. فإثر واقعة سوسة الإرهابية سنة 2015 مثلاً، خرج علينا السبسي بكل استصغار واستيلاء لينهرنا عن المضي وراء شعارات «وينو البترول»، داعياً إيانا للالتفاف حول قضايا أكثر حرقة، مثل الأمن والأمان.

ما إن تجاوز التونسيون رهاب فزاعة الإرهاب، حتى لجأ أصحاب مراكز القوة للطرف الذي لطالما كان المفعول به في معادلات سياسية شتى: المرأة.

دون إدراك هذا التلاعب، لا يمكن فهم كيف تمنح كل هذه الامتيازات لنفس المرأة التونسية، التي كادت تفقد حتى حقها البسيط في المساواة مع الرجل أيام حكومة الترويكا الائتلافية (التي ترأسها حزب حركة النهضة بعد الثورة).

مخاوف على ترسانة الحقوق والحريات

ففي تلك المرحلة التي جرت خلالها مراجعة الدستور، اقترح أعضاء عن حركة النهضة استبدال عبارة «مساوية للرجل» بـ«مكاملة له»، مما أثار المخاوف على ترسانة الحقوق والحريات التي كفلها لنا الدستور طيلة نصف القرن الماضي. فقد يكون المقصود من تكميلية المرأة للرجل ذلك العمل الذي تقوم به في حدود الخاص، أي في البيت لا أكثر. بعد احتجاجات ملأت شوارع العاصمة في صيف 2012، حُسم الأمر بالإبقاء على الصياغة الأصلية من دستور 1956.

تزامن قانون زواج التونسية من غير المسلم مع طرح أكثر القوانين جدلية بعد الثورة للنقاش، ألا وهو قانون المصالحة مع رموز الفساد في العهد البائد. ففي أيلول/سبتمبر سنة 2017، صادق مجلس النواب على هذا القانون الذي يتعارض مع روح الثورة التونسية، فاتحاً الأذرع لرجال الأعمال المتورطين في جرائم الفساد التي قادت التونسيين إلى ثورة الكرامة في كانون الثاني/يناير 2011، ليبيض صفحاتهم وبطبع معهم.

وبعد يوم من المصادقة على هذا القانون، انتهز السبسي الفرصة لإعلان قانون السماح للمرأة بالزواج بغير المسلم، مستعيناً بنا لتشتيت الغضب العام، رغم أن هذا القرار في نظري سليم ولا تشوبه شائبة ما عدا توقيته. وبالطريقة نفسها، أقرت الحكومة مشروع قانون المساواة في الإرث بعد يوم واحد من إضراب عام لموظفي القطاع العمومي احتجاجاً على تجميد الأجور.

من المهم عدم تجاهل الأسباب والمواقف التي تقرر فيها النخبة الحاكمة تحسين حال المرأة في البلاد. لكن الأهم أيضاً عدم التغاضي عن تاريخ هذه النخبة الحافل بالأبوية المفرطة أو العدائية تجاه المرأة، والسبسي في مقدمة هذه النخبة. إذ من غير المعقول أن تصدر هذه الإرادة السياسية من الشخص نفسه الذي تهكم على النساء في حملته الانتخابية، حين رد على انتقاد عضو حزب النهضة، محرزية العبيدي، التي اتهمت بالتساهل مع حزب أنصار الشريعة المتشدد، في فترة حكمه الأولى، بالقول على الهواء مباشرة «ما هي إلا مرا»، أي أنه لا يعطي ما قالتها العبيدي أي اهتمام، فهي تبقى مجرد امرأة.

أما في مناسبة أخرى، وهو في خضم حملته الانتخابية أيضاً، فقد صرخ في وجه صحافية كانت بصدد القيام بعملها، أمراً إياها بأن «تروح ترهّز»، هو تعبير تونسي بذيء قديم، يعكس كبر سن السبسي الذي ما عاد يحتمل أعباء السياسة، ويعني أن «تذهب لتضاجع أحدهم» عوضاً عن أن تتسبب له بصداق بمقاطعته. لا بل استطرد السبسي يسألها عن حياتها مشككاً فيه، كونها كانت قد قاطعته وهو بصدد استحضار كلام الله، فقد كان يقتبس سورة قرآنية.

ولا يقتصر هذا التنخيس من النساء الأمر على استعمالهن لتغليب الأوجه البشعة للواقع التونسي، بل يتمثل كذلك في الإرادة الدائمة لتقلد دور أبوي تجاههن، يعود بالمديح والشكر على نخبة من الرجال الذين يبطنون غير ما يظهرون للمرأة. فالتاريخ التونسي النسوي عموماً يبرز تحت الهيمنة الأبوية السياسية.

بدأت هذه الهيمنة بسياسة بورقوية ونسخته النسوية الاستعلانية التي، وإن ميزت التونسية عن باقي النساء بالعالم العربي، إلا أنها قد أسكتتها ولم تترك لها مجالاً لتستقل بفكر نسوي عضوي، لا بل أجهضت تطور أي حراك ينقد أو يطور أو يثمن ما تتمتع به المرأة التونسية اليوم.



MINISTÈRE DES ARMÉES

**COPIE AYANT OBTENU LA MEILLEURE NOTE À
L'ÉPREUVE DE :
SPÉCIALITÉ « LANGUES ET CIVILISATIONS :
ARABE »**

L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans les copies communiquées ci-après.

Année : 2019

Concours : Extérieur - Attaché

Épreuve : Spécialité - Analyse littéraire

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon

CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

1) لماذا ظلت نجاحات المرأة العربية في عالم الأعمال غير مؤثرة في المجتمع؟

في الكثير من البلدان العربية بل أغلبيتها، نلاحظ أن المرأة تشارك بشكل كبير في سوق العمل ولديها القدرة على التقدم في المهنة والحصول على مناصب عليا في شركاتها أو إدارتها.

ولكن، تبقى إنجازاتها "سريّة" غير معروفة على غرار دورها المهم في الحياة الاقتصادية، ومن الممكن شرح هذه الظاهرة عبر بعض الأسباب والعوامل.

يبدو أن السبب الرئيسي هو عدم الإعلان عن إنجازاتها ونجاحاتها في وسائل الإعلام والإنترنت وكافة المناسبات الأخرى كالمؤتمرات المهنية والمقابلات الصحفية والإذاعة. وتقلص هذا الإشعار القليل شهرة أخصية المرأة في سوق العمل وحتى إن قامت باكتشاف رائد أو عملية مرموقة، بعد ذلك، الظاهر أن المرأة لا تشارك بالكثير في تمثيل شركاتها أمام أعين الجمهور وهذا لا يساعد في بلوغ الشهرة والظهور ما تحققه في حياتها المهنية اليومية.

بالإضافة إلى ذلك، هناك مسألة ثقافية تحرم المرأة من إعطاء صورة جيدة من عملها، بالفعل، يدعم المجتمع العربي بأكبر سهولة نجاح الرجل وهيبته وأمر لا يحدث مع المرأة التي لا تحظى بدعمه وتحفيزه من قبل النخب والعوائل وجميع مكونات المجتمع.

في الختام، ما تنقصه المرأة هي بالصورة الشهرة والإعلان عن إنجازاتها ودورها والقدرة على تبليغ صورتها جيدا منها للجميع.

(٢) لماذا لا تدخل العديه عن النساء المؤهلات جيداً سوق العمل ؟

نلاحظ تناقضاً كبيراً في العالم العربي : نعمة أكثر نساء من رجال في صفوف الجامعات والدراسات العليا ولكن لا تدخل إلا 26٪ منهن سوق العمل وهذه النسبة صغيرة جداً بمقارنة بأرقام المجتمعات المتقدمة . تشكل هذه المسألة تساؤلاً ويثير الاهتمام ، فإنتي ، من الممكن شرح هذا التناقض من خلال عوامل اجتماعية ونفسية خاصة ، باستثناء مثال المجتمعات الأكثر محافظة كالمملكة العربية .

من جهة ، لدينا العوامل الاجتماعية ومن بينها وزن التقاليد والعادات ، بالفعل ، يخزن الكثير في المجتمعات العربية أن المرأة ^{عند} تبقى في الدار لرعاية العائلة وللقيام بالأعمال المنزلية ، وذلك خاصة بعد أن تزوجت لأنها تتعرض لخطر ضيق زوجها الذي يهبطها على ما ذكرناه . فالاستقلال عند المرأة ليس سهل المثال في جميع الأحوال وقد يصعب عليها الحصول على عمل بسبب الجو الاجتماعي والعائلي والروحي . في الصعيد نفسه ، عدم رؤية نساء أخريات في سوق العمل مصدر خيبة أمل ولربما عار للمرأة عنها أكثر غير تقوية ذكرها في أن العمل عالم الذكور . بالإضافة إلى ذلك ، تفضل العوائل العربية تشجيع الأبناء الذكور في طموحهم ولا تفضل نفس الشيء مع البنات . زيد على ذلك الراجع أن الشركات في العالم العربي تقوم بتمييز مهني وتفضل توظيف رجال لأنها تعتبر أن المرأة لا تستطيع تتدبر مع زملائها وتبذل شغلها وبيتها في نفس الوقت .

من جهة أخرى ، هناك عوامل نفسية تبعد المرأة عن سوق العمل . تتمتع المرأة بالكثير بالصورة التي تعكس وبالتالي قد لا تعجزاً الظهور في مناصب أمام الجمهور لأنها ترى نفسها غير شرعية . علاوة على ذلك ، قد تفتقر المرأة وزن الأنظار وتتوقع أن المجتمع سحكمها وضامها مصدر إبعاد آخر عن سوق العمل فهو نوع من المنع الذاتي خوفاً من الآراء والأخرين .

(س) اذكر أبرز العقبات التي تواجه عمل المرأة السعودية .

المملكة السعودية بلاد دينها الوهابية وهي ^(مذهب) تيار محافظة جداً من الإصلاح
لدى تداعيات سلبية جداً على النساء ونموذج حياتي لا يتماشى
مع العمل . بالفعل تخضع المرأة السعودية لنظام ولاية الرجل وهذا
الأخير (الأب ، الأخ ، الزوج) يسيطر عليها وهو صاحب القرار بالنيابة عنها
في مجالات كثيرة . فيما يلي العقبات التي تواجه المرأة في العمل بسبب
نظام ولاية الرجل :

• يفرض عليها الزواج القسري وعليها أن تطيع أوامر زوجها ، وبما
أن المجتمع السعودي محافظة جداً ، فيكون نادراً أن الرجل يسمح لها أن
تخرج للعمل لأنها تحتاج إلى ولي أمر . لأنه يعتبر أن مكان المرأة
هو البيت .

• تتعرض المرأة السعودية إلى التمييز المهني القانوني وغير القانوني . بالفعل
تبقى بعض المهن (قائفة ، مائقة) محظورة للمرأة وهي مسجلة في القانون .
بالإضافة إلى ذلك بشكل غير رسمي لا قانوني ، ترفض الكثير من الشركات
توظيف النساء باعتبار دينية واجتماعية وتمييزية دون تبرير معقول
منطق .

• بما أن السفر محظور للمرأة دون ولي أمر ، فيصعب مغادرة البلاد
لأجل الدوامات ولا يستطيع أن تصبح ربة أعمال أو تفصل في مجال
تتطلب أسفاراً ورحلات .

• وأخيراً ، تتعرض المرأة إلى العنف وتمنع من قبل الأسرة والدولة . 35%
من السعوديات تعرضن إلى العنف الأسري ، الأمر الذي يضعهن في
حالة تبعية وضعف . والدولة تستخدم القمع عندما النساء يطالبن
بالمزيد من الحقوق ، يمنع هذان العاملان الرغبة في القتال لأجل
مسيرتهن وحقوقهن .

ع) برأيكم ما العوامل التي تؤثر في وضع المرأة في البلدان العربية؟
حل ضللا اختلافات في وضع المرأة بين الدول العربية؟

إن وضع المرأة في العالم العربي مسألة مهمة جدا تتثير الاهتمام وتعمل عليه منظمات غير حكومية وهي أحيانا تدق ناقوس الخطر حول بعض المسائل والانتهاكات التي تتعرض لها المرأة العربية، فبما أن نشر أركان العوامل التي تؤثر على وضع المرأة في هذه المنطقة والاختلافات حسب البلدان،

يتأثر وضع المرأة العربية في عوامل من أبعاد مختلفة، من الصعيد اليومي والاجتماعي والثقافي، تعاني المرأة من وزن التقاليد الاجتماعية والدينية التي تتصلب مكانتها ودورها في المجتمع العربي، بالفعل، أغلبية المجتمعات العربية أبوية فتعتبر أن الرجل أساسها وعمودها والمرأة أساس البيت، مما أنما تترامى الأطفال ويبقى في الدار وعليها أن تكون مسهمة، أي ألا تخرج أطاح أعيان الناس فإلا تعمل بآ...

ومن الصعيد السياسي والقانوني، لا تشجع الدولة المرأة على الاستقلالية والحرية الفردية وأن تكون مساوية الرجل، ولا نجد هذا المبدأ الأخير العام في كل دساتير البلدان العربية فليس هناك دستوريا مضمونا في جميع المجتمعات العربية.

ومن الصعيد النفسي، تعاني أيضا المرأة العربية، عموقا، من قلة الثقة في نفسها بسبب الضعف الاجتماعي، تنقصها روح القتال والمنافسة كي تتقدم وتقبل وتظهر رغبتها في الوجود في المجتمع على جانب الرجل في حالة مساواة وكذلك لتجلب الحصول على أعلى المناصب التي تستحق احتلالها لأن النساء يشكلن أكبر عدد الطلبة في الجامعات العربية ونجاحهن مرصوق، فالجراحة مميزة لا بد للمرأة العربية أن تتبناها

وتوجب اختلافات في وضع المرأة حسب البلدان العربية بالتأكيد، نلاحظ الفارق الأكبر بين الدول المحافظة من الخليج وبعض البلدان الأخرى كتونس والمغرب ولبنان، وعموما، في الخليج، لا تحظى المرأة العربية بالكثير من الحقوق والحرية الفردية وتضرب عليها عقبات كثيرة في مجالات العمل والزواج والمواطنة، أما البلاد الأخرى المعنفة، تونس والمغرب ولبنان، فتحظى ضللا المرأة بحريات لا مثيلة لها في العالم العربي لأنها تعمل حُرًا وتحتوت وتقرر دون وكيل أو أمر وتشارك في الحياة الاجتماعية والسياسية وقد تتظاهر لأجل حقوقها وحرياتها. إذا، لا بد أن الوضع يختلف حسب البلدان في القانون والمجتمعات والثقافات.

Année : 2019

Concours : Extern - attache

Épreuve : Spécialité - Arabe littéraire

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroter chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

هـ) ماذا تشكل النساء التونسيات ورقة رابحة بيد الأنظمة السياسية كما

من الواضح أن تونس مثل في العالم العربي في مجال حقوق الإنسان بشكل عام والمراه بشكل خاص منذ عقود وذلك بفضل التقدمات الاجتماعية التي سجلتها وأدخلتها إلى القانون؛ التصويت والإجهاض والحرية بالزواج حتى بغير صلم ...

ولكن، حسب صاحب المقال، التونسيات " ورقة رابحة" بيد الأنظمة السياسية في تونس خاصة لأنهن وسيلة تلاعب قوية تفيده السلطة في مواجهة الأزمات والصعوبات. بالفعل، تنفع النقاشات في المسائل النسائية لتضليل الشعب التونسي وبإبعاد اهتمامه عن المسائل الاقتصادية الحساسة كالطاقة والتشغيل البطالة والفساد. تستخدمها الأنظمة المتطرفة لتفريق الرأي العام وتشتيته من خلال طرح المواضيع التقدمية، وذلك يجذب أصوات الليبراليين والتقدميين لكي ضايق الاقتراع.

علاوة على ذلك، تفيده هذه المسائل لكسر المظاهرات والحركات الاجتماعية والاحتجاجات لتسهيل تصويت قانون يسنها يحتم الشعب بالمواضيع المذكرة والمضروعة للنقاش. في الحقيقة، تضمن هذه المواضيع الإنسانية الصحة والتضليل حول مسائل حادة أخرى كالفساد والمصاحبة الوطنية مع اختيار المواقف المناسبة. ويشهد صاحب المقال على عدم الاقتناع، أحياناً، الرؤساء بما يقترحونه على الشعب.

رغم أن القوانين الإنسانية النسائية التي تبنتها الحكومات التونسية ليست إلا مجرد حجج وذرائع وراء استراتيجيات سياسية، ولا بد من الملاحظة أنها رسخت هذه الحقوق والحريات في المجتمع التونسي الذي أصبح متاراً في العالم العربي. قد تسخت من عهد الحسين بقرقنية وأعطت بصحة تقدمية وليبرالية للمجتمع التونسي الذي، كما نرى، بأغلبه، رضى ولا يتصور التراجع عنها.

من الغمّاء وحتى فكانت هذه الخطوات التقدمية مجرد استراتيجيا
لفائنة السلطة عند مواجهة الصعوبات والمعارضة لخطتها وفادت
النساء والشعب برؤيته بشكل ملموس ومستهيم بما أثارته على
العقول التي تعودت على العرياء والعقوف.



MINISTÈRE DES ARMÉES

**3^{ème} ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :
SPÉCIALITÉ « LANGUES ET CIVILISATIONS :
RUSSE »**

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « langues et civilisations : russe ».

Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles

Durée : 4 heures ; coefficient 8

**CONCOURS EXTERNE
POUR L'ACCÈS AU CORPS DES ATTACHÉS**

SESSION 2019

Epreuve d'admissibilité :

Spécialité : Langues et civilisations - Russe

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « **Langues et civilisations - russe** ». Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Le dossier, les questions ainsi que les réponses des candidats sont rédigées dans la langue demandée et portent sur les questions internationales de la zone linguistique choisie.

L'utilisation d'un dictionnaire n'est pas autorisée.

Durée: 4 heures ; coefficient 8

Русский язык

(4 часа)

Ссылаясь на нижеприведенные материалы и опираясь на личные знания, ответьте на следующие вопросы на русском языке:

1. Спустя полтора года после переизбрания Владимира Путина, кратко подведите итоги его политической деятельности с 2000го года. /3
2. Исключая применение вооруженной силы, какие инструменты влияния использует Россия в мире ? /3
3. Что такое «суверенный Рунет» и возможен ли он в двадцать первом веке в России ? /3
4. Считаете ли вы эффективной политику России в двадцать первом веке по отношению к странам «ближнего зарубежья» ? /3
5. Какие новые экономические возможности появятся в связи с открытием северного морского пути и нового шелкового пути ? /3
6. Означают ли беспрецедентные встречи Дональда Трампа с Ким Чен Ыном улучшение отношений между Северной Кореей и США, и к каким последствиям для России это может привести ? /2
7. Какую роль играет Россия в последние пять лет на Ближнем Востоке ? /3

Материалы к вопросам

ПРЕДУПРЕЖДЕНИЕ: мнение авторов может не совпадать с мнением Отдела конкурсов

Опорные зоны развития составят основу госпрограммы по Арктике

ТАСС, 7 сентября 2017. <https://tass.ru/ekonomika/4543491>

Правительство РФ продлило до 2025 года программу социально-экономического развития Арктической зоны. Она предполагает формирование восьми опорных зон развития, приоритетными проектами для большинства из них станет создание минерально-сырьевых центров.

Общие инвестиции в программу оцениваются в 160 млрд руб., документ в четверг размещен на сайте правительства.

"Ключевыми механизмами реализации программы призваны стать опорные зоны развития Арктической зоны РФ, представляющие собой комплексные проекты социально-экономического развития, <...> предусматривающие синхронное применение взаимосвязанных действующих инструментов территориального и отраслевого развития, а также механизмов реализации инвестиционных проектов, в том числе на принципах государственно-частного и муниципально-частного партнерства", - говорится в тексте программы.

Зоны сформированы исходя из существующего административно-территориального деления, транспортных узлов и ресурсной базы, а также перспектив социально-экономического развития Арктической зоны.

Минерально-сырьевые центры

Основой Ямало-Ненецкой опорной зоны станет нефтегазохимический кластер. Уже сейчас на месторождениях округа добывается более 80% российского газа, что является одной пятой мирового производства.

Из-за прогнозируемого истощения континентальных недр планируется, что перспективной станет добыча на севере полуострова Ямал, на шельфе акваторий Обской и Тазовской губ Карского моря, которые смогут компенсировать выпадающие объемы таких месторождений, как Уренгойское, Медвежье, Вынгапурское и Ямбургское.

Как говорится в госпрограмме, новые районы добычи газа будут обеспечивать более трети добычи газа в стране, что позволит развивать восточное экспортное направление и строительство новых терминалов в Арктике по производству сжиженного газа. Первый такой завод "Ямал СПГ" собираются запустить в декабре 2017 года в ЯНАО.

Планируется, что валовый региональный продукт (ВРП) ЯНАО в 2020 году составит 1,8 трлн рублей, а благодаря реализации госпрограммы регион станет международным форпостом развития Арктики.

Развитие Кольской опорной зоны составители программы также связывают с богатством Мурманской области полезными ископаемыми. Для развития этого потенциала программа предусматривает снабжение региона квалифицированными кадрами за счет местных образовательных учреждений, в том числе недавно созданных Центра арктических компетенций и Мурманского государственного арктического университета.

В программе заложены инвестиции в развитие образовательной инфраструктуры Кольской опорной зоны и привлечение около 2 тыс. специалистов высшего и среднего звена из других регионов России.

Основными отраслями экономики, которые обеспечат развитие Архангельской опорной зоны, станут судостроение, машиностроение, логистика, лесопромышленный комплекс и туризм. Кроме того, планируется развивать и новые направления, такие как добыча свинца, цинка и серебра. Также Архангельская область сделает упор на развитие транспортной инфраструктуры, чтобы обеспечить полноценный коридор для освоения Арктики.

Формирование Таймыро-Туруханской опорной зоны предполагается на территории Таймырского, Туруханского районов Красноярского края и Норильска. На территории зоны уже действует компания "Норникель". Заполярный филиал компании производит более 90% российского объема никеля, более 40% меди, 98% металлов платиновой группы. Согласно документу компания планирует реализовать проекты по расширению рудной базы.

Кроме того, развитие Норильского металлургического центра может быть поддержано за счет освоения месторождений металлов платиновой группы "Черногорск" и "Норильск-1" (южная часть) компанией "Русская платина", а также освоением Масловского месторождения.

Также в рамках проекта создания Таймыро-Туруханской опорной зоны предполагается освоение угольных месторождений. На Сырадасайской перспективной площади компания "Северная звезда" планирует построить открытый карьер, обогатительную фабрику, ТЭЦ и 120-километровую железнодорожную ветку до поселка Диксон.

Управляющая компания "Восток Уголь", имеющая лицензии на геологическое изучение каменного угля на участках Таймырского угленосного бассейна, планирует экспортировать его в Западную Европу и АТР. Для этого рассматривается возможность строительства в порту Диксон угольного терминала в районе мыса Чайка с грузооборотом 10 млн тонн угля в год.

Планируется создание новых центров добычи углеводородов. В опорной зоне ведут изучение недр структуры компаний "Лукойл" и "Роснефть". Ранее вице-премьер краевого правительства Юрий Захаринский заявлял, что, если запасы недр подтвердятся, экспорт нефти из опорной зоны к 2026 году может достичь 5 млн тонн.

Транспортная инфраструктура

Формирование Северо-Якутской опорной зоны является пилотным проектом, ее опыт впоследствии планируется распространить на всю территорию Арктической зоны. При этом упор будет сделан на развитие транспортной инфраструктуры. Она по большей части водная и формируется вокруг СМП и судоходных рек Ленского бассейна.

Программой предусмотрена реконструкция портов, создание высокотехнологичной Жатайской судоверфи, строительство речных судов различных типов и назначений, а также строительство судов класса "река-море".

Кроме того, предполагается реконструкция аэропортов регионального и местного значения (Черский, Чокурдах, Тикси, Дупутатский).

Создание транспортной инфраструктуры на основе единой системы СМП, воздушного сообщения и автомобильных дорог актуально также для Чукотской опорной зоны. Для повышения транспортной доступности этого региона необходима реконструкция аэропортов регионального и местного значения: Залив Креста, Кепервеем и Беринговский. Воздушный транспорт является единственным магистральным видом транспорта, обеспечивающим связь этих населенных пунктов с остальной территорией России.

Освоение шельфа

В Ненецком автономном округе ставка будет сделана на освоение континентального шельфа. Планируется, что уже к 2020 году добыча нефти и газа в регионе вырастет до 32-35 млн тонн в нефтяном эквиваленте, рост промышленного производства в 2030 г. по сравнению с 2007 г. увеличится в 2,5 раза, реальные доходы населения возрастут в 3,5 раза.

Однако для достижения этих показателей региону предстоит решить главную проблему: ликвидировать несоответствие масштабов разворачивающихся здесь

индустриальных проектов и освоения новых месторождений на арктическом шельфе. Для этого в НАО будут реализованы сразу несколько крупных проектов строительства новых транспортных магистралей и развития портовой инфраструктуры.

Опорная зона в Коми включает в себя муниципальное образование городского округа "Воркута". Сегодня это моногород и крупнейший центр добычи угля Печорского угольного бассейна. Ожидается, что деятельность Воркутинской опорной зоны может способствовать увеличению добычи угля до 21,4 млн тонн в год.

**О новой редакции
государственной программы
«Социально-экономическое развитие
Арктической зоны Российской Федерации»**

<http://government.ru/docs/29164/> 7 сентября 2017 11:00

Постановление от 31 августа 2017 года №1064. В новой редакции госпрограммы «Социально-экономическое развитие Арктической зоны Российской Федерации» актуализированы перечень подпрограмм и основные задачи, индикаторы и целевые показатели, расширен состав участников. Срок реализации госпрограммы продлён до 2025 года. Реализация госпрограммы позволит создать условия для ускоренного социально-экономического развития Арктической зоны, достижения стратегических интересов и обеспечения национальной безопасности России в Арктике.

Постановление от 31 августа 2017 года №1064

Внесено Минэкономразвития России в соответствии с поручениями по итогам совещания о развитии российской Арктической зоны 14 апреля 2017 года и решениями Государственной комиссии по вопросам развития Арктики.

Государственная программа «Социально-экономическое развитие Арктической зоны Российской Федерации на период до 2020 года» (далее – госпрограмма) утверждена постановлением Правительства от 21 апреля 2014 года №366.

Госпрограмма является основным механизмом реализации Стратегии развития Арктической зоны Российской Федерации и обеспечения национальной безопасности на период до 2020 года (утверждена Президентом России 8 февраля 2013 года).

Первый этап госпрограммы носил аналитический характер и не предполагал финансового обеспечения.

На первом этапе (2015–2017 годы) предусматривалось создание Государственной комиссии по вопросам развития Арктики, выделение Арктической зоны в качестве самостоятельного объекта статистического наблюдения, разработка нормативно-правовых и организационно-технических условий для формирования опорных зон развития.

Государственная комиссия по вопросам развития Арктики образована во исполнение Указа Президента России от 3 февраля 2015 года №50. Постановлением Правительства от 14 марта 2015 года №228 утверждено положение о госкомиссии, распоряжением Правительства от 14 марта 2015 года №431-р утверждён её состав.

В целях выделения Арктической зоны в качестве самостоятельного объекта федерального статистического наблюдения распоряжениями Правительства от 3 декабря 2014 года №2437-р и от 9 апреля 2016 года №638-р федеральный план статистических работ дополнен официальной информацией, характеризующей состояние национальной безопасности, социально-экономическое развитие Арктической зоны.

Подписанным постановлением утверждена новая редакция госпрограммы, изменены её название и срок реализации. Теперь госпрограмма называется «Социально-экономическое развитие Арктической зоны Российской Федерации». Срок реализации госпрограммы продлён до 2025 года.

Актуализированы перечень подпрограмм и основные задачи, индикаторы и целевые показатели госпрограммы, определён её соисполнитель (Минпромторг России), расширен состав участников.

Цель госпрограммы не изменилась – повышение уровня социально-экономического развития Арктической зоны Российской Федерации.

Госпрограмма включает три подпрограммы: «Формирование опорных зон развития и обеспечение их функционирования, создание условий для ускоренного социально-экономического развития Арктической зоны Российской Федерации», «Развитие Северного морского пути и обеспечение судоходства в Арктике», «Создание оборудования и технологий нефтегазового и промышленного машиностроения, необходимых для освоения минерально-сырьевых ресурсов Арктической зоны Российской Федерации». (В предыдущей редакции в госпрограмме была одна подпрограмма – «Координация деятельности органов государственной власти в сфере социально-экономического развития Арктической зоны Российской Федерации».)

Определены задачи госпрограммы:

- повышение качества жизни и защищённости населения на территории Арктической зоны;

- создание условий для развития Северного морского пути в качестве национальной транспортной магистрали России в Арктике и развитие системы гидрометеорологического обеспечения мореплавания в его акватории;

- развитие науки, технологий и повышение эффективности использования ресурсной базы Арктической зоны и континентального шельфа Российской Федерации в Арктике;

- повышение эффективности государственного управления социально-экономическим развитием Арктической зоны.

Второй этап госпрограммы – 2018–2020 годы. На втором этапе планируется реализация пилотных проектов по формированию опорных зон развития, введение в эксплуатацию ледостойкой самодвижущейся платформы «Северный полюс», создание современной высокотехнологичной судостроительной верфи в Республике Саха (Якутия). Финансирование госпрограммы на втором этапе планируется в объёме около 12 млрд рублей.

На третьем этапе (2021–2025 годы), в частности, предусматривается формирование и обеспечение функционирования опорных зон развития; создание опережающего научно-технического задела и технологий для производства перспективной техники и развития электронной компонентной базы для решения задач в области социально-экономического развития Арктической зоны и обеспечения национальной безопасности; техническое обеспечение специализированными судами государственного экологического морского надзора; принятие решения по дальнейшему обращению с наиболее опасными затопленными ядерно и радиационно опасными объектами и радиационными отходами; создание радиоэлектронного оборудования для решения задач по социально-экономическому развитию Арктической зоны; ввод в эксплуатацию модернизированной автоматизированной ледово-информационной системы «Север»; организация производства конкурентоспособной высокотехнологичной продукции для нужд геологоразведки, добычи и переработки минерального сырья в Арктической зоне.

Реализация госпрограммы позволит создать условия для ускоренного социально-экономического развития Арктической зоны, достижения стратегических интересов и обеспечения национальной безопасности России в Арктике.

Проект новой редакции госпрограммы рассмотрен и одобрен на заседании Правительства Российской Федерации 31 августа 2017 года.

- Транссибирская магистраль
- Международные транспортные коридоры (МТК)
- МТК «Приморье-1»*
- МТК «Приморье-2»*
- Территории опережающего развития (ТОР)
- ⊕ Свободные порты

*Часть проекта «Один пояс, один путь»

Дальний Восток факты:

6 165 284 человека
Численность населения*

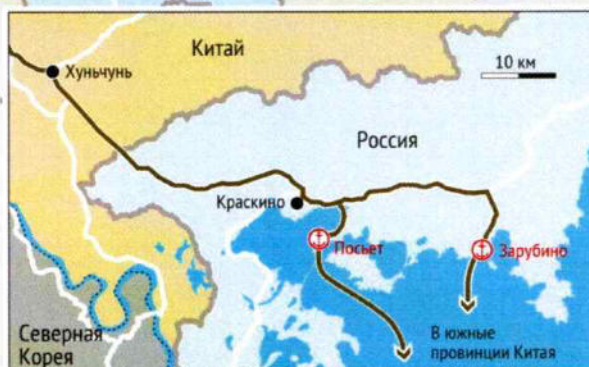
-142 человека
Естественный прирост

-17 114 человек
Миграционный прирост

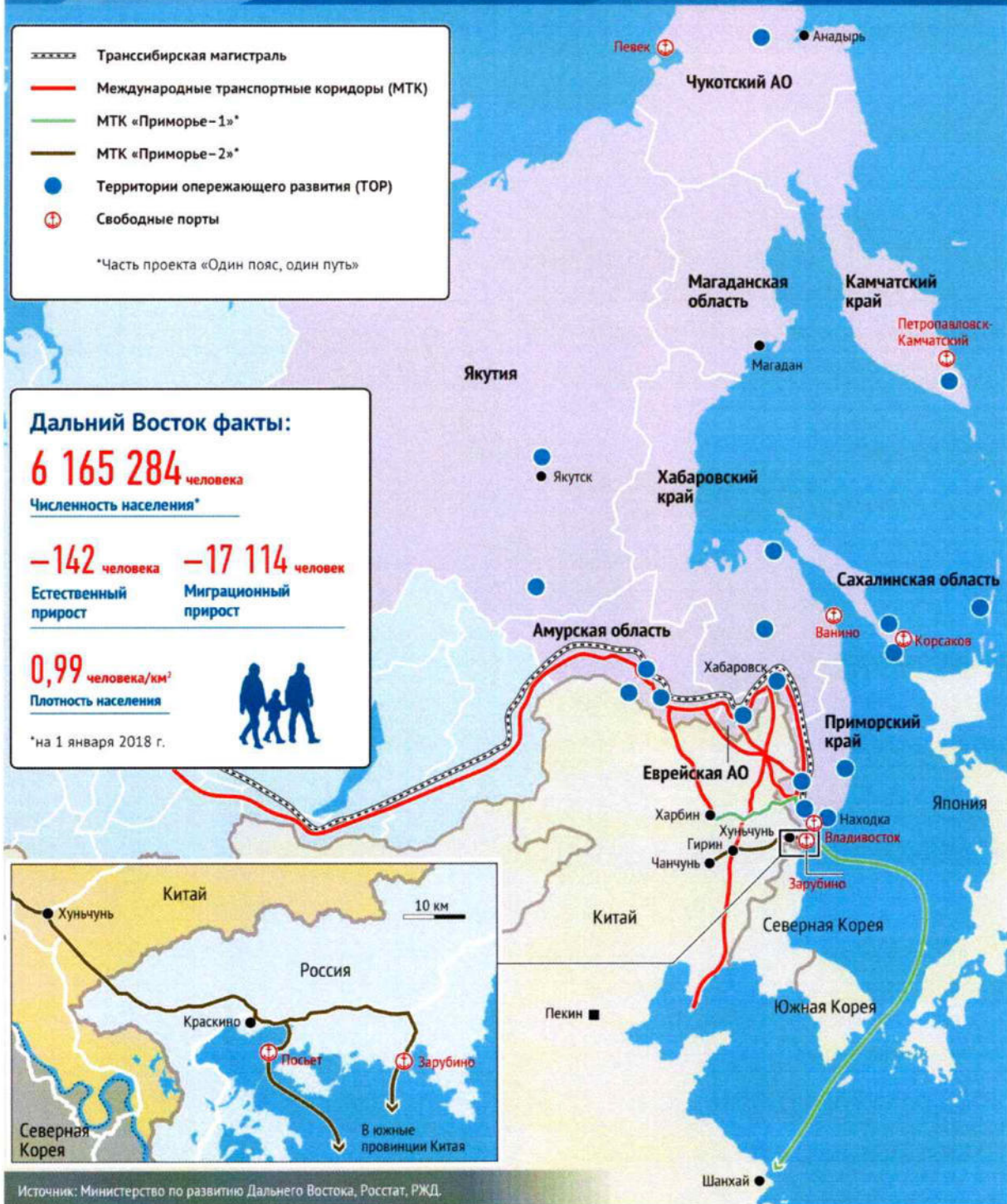
0,99 человека/км²
Плотность населения



*на 1 января 2018 г.



Источник: Министерство по развитию Дальнего Востока, Росстат, РЖД.



Законопроект о «суверенном интернете» принят в первом чтении

Документ предусматривает создание национальной системы маршрутизации интернет-трафика. Основная задача, решаемая с помощью этой инициативы, - обеспечение надежной работы российской части Глобальной сети, устойчивой в случаях сбоев в инфраструктуре интернета за пределами России или целенаправленного масштабного внешнего воздействия.

Председатель Государственной Думы Вячеслав Володин отметил, что при подготовке ко второму чтению необходимо привлечь экспертов.

«Хотелось бы, чтобы Комитет [по информационной политике, информационным технологиям и связи] привлек к обсуждению законопроекта при доработке его ко второму чтению экспертов, причем высококлассных. Посмотрите международный опыт — он есть. Изучите те замечания, которые звучат от делового сообщества», — сказал Председатель ГД.

Важно, сказал он, «не закрыть, не отрубить, а обеспечить безопасность» интернета в РФ.

О законопроекте

В пояснительной записке отмечается, что проект закона «подготовлен с учетом агрессивного характера принятой в сентябре 2018 года Стратегии национальной кибербезопасности США». Так, в подписанном Президентом США документе декларируется принцип «сохранения мира силой», Россия же впрямую и бездоказательно обвиняется в совершении хакерских атак, откровенно говорится о наказании», указывают авторы законопроекта.

«В этих условиях необходимы защитные меры для обеспечения долгосрочной и устойчивой работы сети Интернет в России, повышения надежности работы российских интернет-ресурсов», — говорится в пояснительной записке.

В проекте закона, в частности, определяются необходимые правила маршрутизации трафика, организуется контроль их соблюдения, создается возможность для минимизации передачи за рубеж данных, которыми обмениваются между собой российские пользователи.

Также определяются трансграничные линии связи и точки обмена трафиком. Их владельцы, операторы связи, обязываются при возникновении угрозы обеспечить возможность централизованного управления трафиком. Предусматривается возможность установки на сетях связи техсредств, определяющих источник передаваемого трафика. Техсредства должны будут обладать возможностью ограничить доступ к ресурсам с запрещенной информацией не только по сетевым адресам, но и путем запрета пропуска проходящего трафика. Создается инфраструктура, позволяющая обеспечить работоспособность российских интернет-ресурсов в случае невозможности подключения российских операторов связи к зарубежным корневым серверам.

Кроме того, вводится необходимость проведения регулярных учений органов власти, операторов связи и владельцев технологических сетей по выявлению угроз и отработке мер по восстановлению работоспособности Рунета.

О средствах на реализацию

«Рассматривая здесь, в Государственной Думе, бюджет 2019–2021 годов, в строке, касающейся национальной экономики и информационного общества, уже все ресурсы были

заложены на реализацию данной законодательной инициативы и поддержаны депутатами Государственной Думы и одобрены Советом Федерации. Поэтому дополнительных средств данный законопроект не потребует», — отметила член Совета Федерации Людмила Бокова, представляя проект закона на пленарном заседании.

«Еще раз хочу обратить внимание, что данная законодательная инициатива направлена на создание устойчивой инфраструктуры безопасного интернета, который может реагировать на любые ситуации. Всего интернета. Это безопасность сетей на случай, если не только угрозы внешние могут быть, но и внутренние угрозы — например, неустойчивый трафик», — указала она.

Законопроект важен для безопасности страны

Перед пленарным заседанием инициатива обсуждалась депутатами внутрифракционной группы фракции «Единая Россия» под руководством Первого заместителя руководителя фракции Виктора Кидяева. По мнению депутата, проект требует особого внимания и поддержки.

«Законодательная инициатива нацелена на сохранение целостности и бесперебойной работы российских интернет-ресурсов. Имеется в виду, что даже в случае серьезных происшествий на иностранных линиях связи и в хранилищах данных, будь то авария, преступное воздействие или попытка умышленного ограничения нашей страны в связи – все важнейшие элементы Рунета должны сохранить работоспособность и стабильно работать. С точки зрения безопасности страны этот законопроект депутаты считают важным и полезным», — рассказал Виктор Кидяев.

Он отметил, что требования законопроекта касаются операторов связи и владельцев технологических сетей, которым придется перестраивать маршруты передачи данных. А среди пользователей законопроект в первую очередь затронет операторов государственных и муниципальных информационных систем, а также бизнес, участвующий в системе госзакупок. Они будут обязаны использовать базы данных и технические средства, размещенные на территории страны.

Подписан Указ

«Об отдельных мерах по обеспечению национальной безопасности Российской Федерации и защите граждан Российской Федерации от преступных и иных противоправных действий».

21 июня 2019 года, 21:25. Источник : <http://kremlin.ru/acts/news/60805>

В целях обеспечения национальной безопасности Российской Федерации, защиты граждан Российской Федерации от преступных и иных противоправных действий и в соответствии с Федеральным законом от 28 декабря 2010 г. №390-ФЗ «О безопасности» постановляю:

1. Федеральным органам государственной власти, органам государственной власти субъектов Российской Федерации, иным государственным органам, органам местного самоуправления, юридическим лицам, образованным в соответствии с законодательством Российской Федерации, организациям и физическим лицам, находящимся под юрисдикцией Российской Федерации, в своей деятельности исходить из того, что с 8 июля 2019 г. российским авиакомпаниям временно запрещается осуществлять воздушные перевозки (в том числе коммерческие) граждан с территории Российской Федерации на территорию Грузии.

2. Рекомендовать туроператорам и турагентам на время действия запрета, установленного пунктом 1 настоящего Указа, воздерживаться от реализации гражданам туристического продукта, предусматривающего перевозки (в том числе коммерческие) граждан с территории Российской Федерации на территорию Грузии.

3. Правительству Российской Федерации:

принять меры по обеспечению возвращения в Российскую Федерацию граждан Российской Федерации, временно находящихся на территории Грузии, а также их багажа;
обеспечить в соответствии со своей компетенцией осуществление иных мер, необходимых для реализации настоящего Указа.

4. Министерству иностранных дел Российской Федерации совместно с другими заинтересованными федеральными органами исполнительной власти и организациями обеспечить координацию действий с властями Грузии при решении вопросов, связанных с обеспечением безопасности граждан Российской Федерации и их возвращением в Российскую Федерацию.

5. Настоящий Указ вступает в силу со дня его подписания.



MINISTÈRE DES ARMÉES

**COPIE AYANT OBTENU LA MEILLEURE NOTE À
L'ÉPREUVE DE :
SPÉCIALITÉ « LANGUES ET CIVILISATIONS :
RUSSE »**

L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans les copies communiquées ci-après.

Année : 2019

Concours : ATT externe

Épreuve : Langues et civilisations :
Russe

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019



1) Итоги политической деятельности Путина:
А. Внутренняя политика:

Результатом деятельности В.В. Путина явился создание третьей версии власти (сравнение 3-х властей) и подписание её лично президенту страны. Несмотря на то, что конституция принята при Ельцине предусматривает больше президентские полномочия, В.В. Путин добавил дополнительный контроль (назначение своих полномочных представителей в органах, включая "важные" "удобривших" губернаторов). Путём принятия ряда законов, политическая система была сведена в сторону централизованной ~~структуры~~ многопартийности, где существует Ф.Н. "управляемая" оппозиция. Этому также способствовало создание "правящей партии" "Единая Россия" и новый контроль выборов с помощью власти - административного ресурса. Судя по количеству поданных интересов правящего аппарата. В административной сфере создан ~~новый~~ третий централизованный аппарат, который позволяет контролировать деятельность бизнеса и населения (кроме определенных территорий, как Чечня, например).

Б. Внешняя политика: Б.1. Ближнее зарубежье
Несмотря на сотрудничество с США после терактов в секторе 2001 года, с 2008 года, после вмешательства Украины и

• Другим важным в состав НАТО, Россия
взяла курс на достижение своей «средней интересов»
в поставленной задаче удалось справиться,
но целью является ухудшение отношений с
Украиной (война, создание автономных образований
в Донбассе, украинская реформа армии и т.д.)
и новым поворотом отношений с Грузией
(после войны в 2008 году. Загружено сотрудничество
также и с Абхазией и Южной Осетией, республиками,
пока что они в НАТО и поддерживают
агрессивной с их позиций (несмотря на новые
отношения с Россией). Тем не менее,
успехом считается сохранение тесных взаимоотношений.
(СНТ - 10 двусторонних результатов)) с большинством
пост-советских образований. Наиболее
тесное сотрудничество происходит с такими
республиками как Казахстан (экономика, наука,
технологии, транспорт, культура и т.д.), Беларусью
и Арменией.

Б.2. Дальнее зарубежье

В.В. Путин смог вывести Россию на более
высокий уровень влияния на международной
арене, чем она имела в 90-е годы. И это,
пусть удастся как в международных
организациях как ООН (Генеральный совет по безопасности),
региональных организациях БРИКС, АСЕАН,
но и налаживанию стратегических партнерств
с определенными странами. В рамках новой
концепции многополярности и новой доктрины,
известной Меркель, Россия намерена
закрепить партнерские отношения с Китаем
и Индией (стратегическое партнерство в
пределах США), Россия продолжает играть
важную роль на европейском континенте,
используя свои энергетические ресурсы
и своему географическому положению.
Развитие отношений в рамках БРИКС

Année : 2019

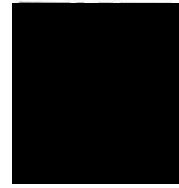
Concours : Att. externe

Épreuve : Langues et civilisation :

Russe

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

повышает возможности привлечения новых финансовых ресурсов и перемещении центра финансового экономического положения.

Напомним, Россия удалось сыграть важную роль в урегулировании конфликта в Сирии, это укрепляет её ^(внешне) положение в Ближневосточном регионе и повышает статус НАТО.

Россия оказывает и оказывает влияние на ход политических процессов в Европейском союзе и США посредством целенаправленного межгосударственных связей, финансировании международных политических партий и хакерских операций.

С. Экономика:

Удалось практически полностью реализовать с заданием ССЕР и создать Резервный фонд, который может гарантировать стабильность и при темповой - финансовой модели в условиях мирового кризиса экономики.

Доходы населения и ВВП, ~~растут~~ а так же рост экономики значительно выросли

с 2000 по 2014 год. Однако, наблюдается

замедление роста экономики и реальные

доходы населения вновь упали на 30%

с 2014 по 2018 годы. Экономика остаётся

сильно энергодзависимой, структурные реформы превращены не были. Контроль государства

за экономической деятельностью

прогнозирует успешное, но это не приведет к полному выводу российской экономики из теневой области. Наконец, с приходом и власти Путина, был взят курс на развитие предпринимательства, гарантирующего занятость и переработкой ресурсов. Жесткие санкции в отношении администрации несомненно с курсом В.В. Путина были оторваны от Визареле /управления законом политиком (Хозоровский).

2) Россия использует следующие инструменты влияния в мире:

- a) Дипломатические представители
- b) Финансовое влияние (Внешэкономбанки, белорусские и т.д.)
- c) Телевизионные сети
- d) Наличие большого оружия
- e) Военное присутствие (База)
- f) Международные и региональные организации
- g) Soft power: создание специализированных телеканалов (Спутник, Россия 24) и других через массовый информационный для увеличения влияния страны и пропаганды определенных идей.

3) "Суверенный Рунет" - это политика создания на территории Российской Федерации государственной инфраструктуры серверов, которые будут обеспечивать автономную работу российского интернета. При обсуждении законопроекта была высказана мысль о том, что это необходимая мера для защиты национальных интересов (национальной системы передачи данных) от вмешательства и влияния со стороны других стран (ссылка на принятую в 2018 году "Стратегию по национальной информационной безопасности США").

Однако, существует свой собственный

отказе и такой мере в российском обществе. Некоторое число попыток по этой мере вообще гасило цензуры, проводимой российским правительством в целях укрепления государственной политики в сфере и государственной информации. Более того, законные права попутно затрату большого количества ресурсов, которых не хватает в сфере развития информационных технологий, и создание и наращивание научных кадров в данной области.

4) Достаточно сложно однозначно ответить на данный вопрос. Россия изначально создала ~~и сохранила~~ СНГ в 1991 году вместе с бывшими республиками СССР. На сегодняшний день в состав СНГ входят ~~бывшие~~ (бывшие 10 государств (все бывшие республики СССР кроме: Украины, Грузии, Молдовы, Латвии и Эстонии).

Это именно те страны из "ближнего зарубежья" в отношении которых политику России можно назвать эрестивной:

1) После Аджаро-осетинских конфликтов, которые привели в результате и вооруженному столкновению между Россией и Грузией, сохранение очень напряженного отношения между двумя странами. (Примечание независимых образований это произошло в ответ на признание независимости Косово).

2) Несмотря на то что Россия не удалось сохранить свое влияние на Украине путем финансово-экономического давления, так как же активно участвует в политической жизни страны (выдвижение и спонсирование процессов инициатив), то Россия решила прибегнуть к более решительным мерам.

как аннексия Крыма и спонсирование
и участие в сепаратистских вооруженных
действиях. Данная политика привела и
на геополитическом уровне к злу насилию
Украины в целом, ухудшению её экономической
ситуации и, в конечном итоге, превращению
её из страны ~~союзника~~ бывшего союзника
государства в страну антагониста России.
3) Все 3 Прибалтийские республики
входят в состав Европейского сообщества
и являются странами-членами НАТО. Это
не может не вызывать напряженность в
отношениях между этими республиками и
Россией. Тем не менее, у них есть все
основания опасаться за целостность их государств
(вспомните пример Украины или Грузии и согласно
Доктрине Медведева о необходимости защиты
русскоговорящего населения в странах "дружбы"),
поэтому процент русского ~~населения~~
населения в них колеблется от 15% до 35%.
В такой ситуации, сложно так же сказать
помощь Москвы армянской, поэтому ей
не удалось достичь членского статуса
для русскоговорящих в этих 3-х республиках,
они зачастую вынуждены добиваться
таких называемых "серыми паспортами" и
иногда не дают им статус граждан.

С другой стороны, политика России
более дружелюбна в отношении с республиками
где существует сильная авторитарная
власть, как например Беларусь или
Казахстан. С этими республиками ссе-
рбы создан таможенный союз, который
позволяет более дружелюбно налаживать
экономические связи и вести сотрудничество
во многих сферах (экономика, наука,
культура, армия, технологии и т.д.).

Année : 2019

Concours : Att. externe

Épreuve : Langues et civilisation :
Russe

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

~~Вопросы~~
~~и ответы~~

Напомню, Россия сохраняет хорошие отношения со среднеазиатскими республиками, не смотря на наличие в некоторых из них американских баз. Многие так же заинтересованы в России как - мощном союзнике, поскольку зависят от России энергетически, производится ^{не менее} _{на} 49% контролируется российским капиталом и многие являются членами - участниками СНГ. Все это говорит о мощи и противоречивости отношений на постсоветском пространстве, где Москва пытается сохранить свое влияние, иногда не безудачными средствами.

5) С открытием северного морского пути и ^{нового} ^{шелеховою} ^{пути} нового среднего ^{возле} экономического возможности:

1) Создание новой логистической и транспортной системы и дальнейшая интеграция России, КНР, среднеазиатских республик, Монголии и др. азиатских стран в единый транспортный коридор где основным звеном будет ного-воеточная Азиатский регион и конечно же азиатско Европ.

- 2) Создание новых опорных пунктов (или развитие старых), т.е. морские порты и населенные пункты, в которых будут происходить операции связи с перевозом товаров
- 3) Увеличение экспорта Азии (и её энергоемкости) энергетических и других полезных ископаемых для РФ.
- 4) Усиление внешне ~~экономических~~ России и КНР в рамках региона и их конкурентоспособности по сравнению с другими экономическими блоками.

6) На данный момент и, несмотря на беспрерывные усилия со стороны американской дипломатии для решения вопроса о Северной Корее, результатов не достигнут. Северная Корея рассматривается Россией как стратегический партнер, поскольку с одной стороны, противостояние американской политике и, с другой стороны, нахождение рядом с Китаем, что добавляет ей стратегической важности. Если Трампу удастся "невозможное" - превратить Ким Чен Ына в своего союзника, Россия потеряет стратегического партнера и сферу влияния.

7) В последние пять лет Россия продолжает по-прежнему уделять свое внимание на Ближнем Востоке, т.е. идет борьба за сферы влияния с США и, в меньшей степени, с Европой. Россия активно поддерживает Иран не смотря на американские санкции после вхождения Трампа у договора по атомной программе. Россия помогает Эрдогану преодолеть государственные переворот, ограниченная

с помощью США и, таким образом, сильно углубил свои отношения с Турцией. Россия так же поддерживает хорошие отношения со странами ОПЕК, поскольку это необходимо для поддержания цен на нефть. В отношении Ирано-американского конфликта: Россия имеет хорошие (договорные) отношения с Ираном (большая русская diaspora, экономические связи), но так же имеет контакт и с администрацией Трампа, что не позволяет ей ~~идти~~^{обладать} сильное влияние ~~в~~ на процессе урегулирования ирано-американского конфликта.

Наконец, Россия сыграла ведущую роль в процессе урегулирования вооруженного конфликта в Сирии: это позволило ей укрепить свои международные позиции и, в некотором роде, показать коэффicientsность НАТО. Как сказал Джимми Картер: "мозг НАТО" ~~идет~~. Раскол в северо-американском альянсе можно рассмотреть как одну из очевидных побед России.



MINISTÈRE DES ARMÉES

**3^{ème} ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :
SPÉCIALITÉ « LANGUES ET CIVILISATIONS :
FARSI »**

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « langues et civilisations : farsi ».

Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles

Durée : 4 heures ; coefficient 8

**CONCOURS EXTERNE
POUR L'ACCÈS AU CORPS DES ATTACHÉS**

SESSION 2019

Epreuve d'admissibilité :

Spécialité : Langues et civilisations – Farsi

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « **Langues et civilisations - Farsi** ». Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Le dossier, les questions ainsi que les réponses des candidats sont rédigées dans la langue demandée et portent sur les questions internationales de la zone linguistique choisie.

L'utilisation d'un dictionnaire n'est pas autorisée.

Durée: 4 heures ; coefficient 8

Chacune des questions est notée sur quatre.

1. اصول اولیه اختلافات بین جمهوری اسلامی ایران و عربستان سعودی را ذکر فرمایید.
2. دولت فرانسه چه موضعی نسبت به اختلافات بین جمهوری اسلامی ایران و عربستان سعودی دارد؟
3. استدلال های توجیهی و یا انکاری توسعه برنامه هسته ای غیر نظامی جمهوری اسلامی ایران را ذکر فرمایید.
4. به نظر شما آیا همکاری های کنونی بین جمهوری اسلامی ایران و روسیه با روابط خیلی طولانی این دو کشور همخوانی دارند؟
5. به نظر شما چه رابطه ای بین بحران اقتصادی فعلی در جمهوری اسلامی ایران و سیاست خارجی این کشور وجود دارد؟

روابط ایران و عربستان از گذشته‌ی دور دستخوش تغییرات و دگرگونی‌های گوناگونی شده است. دگرگونی‌هایی انباشته از رقابت، همکاری و یا تضاد، خصومت و وفاق که هر کدام تحلیل و سازه‌ای جداگانه می‌طلبد. بدیهی است که علل این روابط با تحولات داخلی دو کشور و به خصوص انقلاب ایران رابطه‌ی مستقیم دارد، چرا که انقلاب اسلامی نظم و مناسبات گذشته را بازتعریف کرد و ایران را به یک بازیگر مهم تبدیل کرد. بدین ترتیب، تغییر ماهیت حکومت ایران بر تحول روابط و مناسبات ایران با کشورهای مختلف به طور عام و عربستان به طور خاص اثرگذار بود. در همین راستا، نوشتار مزبور با تمرکز بر نقش ایدئولوژی انقلاب اسلامی، به بررسی تاریخی فراز و فرودهای روابط دو کشور و علل تقابل‌ها و تعامل‌هایشان می‌پردازد.

رابطه‌ی ایران و عربستان از زمان تأسیس عربستان سعودی فراز و فرودی از رقابت‌های مسالمت‌آمیز تا خصومت و قطع رابطه را تجربه کرده است. سرآغاز روابط دو کشور به سال ۱۳۰۷ باز می‌گردد؛ زمان سلطنت رضاشاه در ایران که با تشکیل حکومت سلطنتی آل سعود هم‌زمان بود. هر چند در دوران پیشین نیز رقابت‌هایی مسالمت‌آمیز بین دو کشور وجود داشت؛ اما به دلیل وجود برخی تشابهات در ساخت قدرت، رقابت‌ها در نهایت در قالب روابط دوستانه و اتحاد نهادینه گردید و دکتترین نیکسون، در دهه‌ی ۱۳۵۰ شمسی، دو کشور را به هم پیوند زد. عربستان به دلایل مسائل و مشکلات داخلی در نیمه‌ی دوم ۱۹۳۰ و در طول جنگ جهانی دوم در حصار روابط پیروانه‌ی ایالت متحده آمریکا قرار گرفت و چتر حامیانه‌ی این کشور را برگزید.

ایران نیز، به خصوص پس از کودتای ۲۸ مرداد ۱۳۳۲، به تدریج سیاست مشابه عربستان را در قبال آمریکا در پیش گرفت و دکتترین نیکسون نشان‌دهنده‌ی تنگنای روابط پیروانه‌ی دو کشور در مقابل آمریکا گردید. هر چند آمریکا نیز، برای دستیابی به منابع نفتی منطقه‌ی خلیج فارس و اهداف امنیتی خود در منطقه، به این رابطه مشتاق بود و از آن سود وافر می‌برد؛ البته اتحاد ایران و عربستان در این مقطع به معنای از بین رفتن رقابت‌های دیرینه‌ی آن‌ها نبود، بلکه این رقابت در این قالب خاصیتی مسالمت‌آمیز کسب کرد. روابط همکاری-رقابت این دو کشور تا سال ۱۳۵۷ در چارچوب روابطی پنهان و آشکار تداوم داشت. پیروزی انقلاب اسلامی ایران هر دو کشور را به درگاه نوینی از روابط سوق داد.

فروریختن پایه‌های پهلوی، به مثابه‌ی یکی از دو ستون امنیتی منطقه (بر اساس دکتترین نیکسون)، عربستان را که درگیر رابطه‌ی تنگاتنگ حامی-پیرو با غرب بود با پرسشی مواجه ساخت که چالش امنیتی این کشور را نیز رقم می‌زد؛ پرسشی که نه تنها عربستان بلکه سایر کشورهای عربی منطقه دغدغه‌ی آن را داشتند، اینکه آیا انقلاب ایران دومینوی سقوط کشورهای دیگر منطقه خواهد بود؟ این پرسش به همراه عینیت‌یافتگی حکومتی شیعی در منطقه موجب شد تا دو کشور وهابی عربستان و شیعی ایران عرصه‌ی نوینی از روابط سیاسی را تجربه نمایند. در واقع، با وقوع انقلاب اسلامی و فرو ریختن پایه‌های حکومت سلطنتی در ایران، هراس از تکرار انقلاب ایران کشورهای محافظه‌کار منطقه را در بر گرفت. این هراس با وقایعی چون ناآرامی‌های منطقه‌ی شرقیه، اشغال خونین مسجدالحرام در محرم ۱۴۰۰، کشف توطئه‌ی سرنگونی هواپیمای فهد ولیعهد وقت و انفجار بمب در ریاض و جده در عربستان تشدید شد.

در چنین شرایطی، مقامات عربستان برخورد ظاهراً دوستانه را پیش گرفتند و حتی ملک خالد، پادشاه عربستان، در دیدار با رئیس‌جمهور الجزایر حکومت جدید ایران را تأیید کرد. علاوه بر این، به منظور تبریک پیروزی انقلاب اسلامی ایران و برقراری رابطه با ایران، هیئتی بلندپایه به سرپرستی دبیر کل «رابطه العالم الاسلامی» به ایران گسیل داشت که علی‌رغم اقامت طولانی در ایران موفق به دیدار با مقامات عالی رتبه‌ی جمهوری اسلامی نشد. اما به تدریج رابطه‌ی دو کشور سلسله اختلافاتی را تجربه کرد که تا به امروز نیز تداوم داشته است. اختلافاتی که با حمله‌ی نظامی عراق به ایران به مرز خصومت رسید؛ هر چند این خصومت نمود فیزیکی در قالب برخورد نظامی نداشت، ولی عربستان با حربه‌های گوناگونی به تقابل با ایران پرداخت. از جمله اینکه از سال ۱۹۷۹، یعنی سال پیروزی انقلاب ایران، قیمت هر بشکه نفت خود را ۱۸ دلار، یعنی چهار دلار کمتر از قیمت نفت خام پایه، تعیین کرد و تا سال ۱۹۸۱ این سیاست را به بهای ضرر ۲۳۰ میلیاردی خود و به بهانه‌ی تثبیت بهای نفت ادامه داد.

انقلاب ایران فرآیندی ستیزه‌جویانه با غرب بود که فارغ از علل و ریشه‌های آن، جریان‌های حاکم بر نظام بین‌الملل را در دو قطب غرب و شرق نفی می‌کرد و بنابراین نمی‌توانست همچون عربستان غرب را جذب نماید. این امر در مواضع امام خمینی نیز مشهود است ...

علاوه بر این، عربستان یکی از مهم‌ترین حامیان مالی عراق در جنگ تحمیلی بود. چنانچه از مجموع کمک‌های مالی و جنسی ۷۰ میلیارد دلاری کشورهای حوزه‌ی خلیج فارس به عراق در زمان جنگ با ایران، ۳۰ میلیارد دلار سهم عربستان بود این امر نشان‌دهنده‌ی سردی روابط دو کشور در این دوره است که با رویدادهایی همچون اخراج امیرالحاج ایران از مکه در سال ۱۳۶۱، درگیری بین حجاج ایرانی و پلیس سعودی و سرنگون کردن یک هواپیمای جنگنده‌ی ایرانی توسط عربستان این وضعیت تشدید شد. حتی دوران بهبودی ظاهری روابط دو کشور در سال ۱۳۶۲، که «سعود الفیصل» (وزیر خارجه‌ی عربستان) به دعوت وزیر خارجه‌ی ایران وارد تهران شد، موقتی بود و دو سال بعد در سال ۱۳۶۴ عربستان، که با حمایت‌های آمریکا به پنداره‌ی قدرتمندی از خود رسیده بود، تصمیم به مقابله با ایران گرفت. در این سال‌ها، عربستان بر اساس طرح هشت ماده‌ای فهد رژیم صهیونیستی را مورد شناسایی قرار داد که به انتقاد صریح و گسترده و راهپیمایی بزرگ ایرانیان و در نهایت شکست کنفرانس مرفاس منجر شد. از این پس، بر تیرگی روابط دو کشور افزوده شد.

در ادامه عربستان، که در مقابله با ایران مصمم‌تر شده بود، به تدریج در راستای تضعیف ایران در جنگ، وارد ساختن ایران به فرآیند صلح و کنترل انقلاب ایران اقداماتی را نظیر کاهش بهای نفت، کشتار زائران خانه‌ی خدا در مکه و مشارکت در جنگ سفارتخانه‌ها برای منزوی ساختن ایران انجام داد. در این میان، اقدام عربستان به کشتار حجاج ایرانی رویارویی دو کشور را تشدید کرد و هر دو جنگ تبلیغاتی را علیه یکدیگر آغاز کردند. محکومیت آل سعود در کنگره‌ی جهانی حج و اجازه‌ی اجرای مراسم بزرگداشت قیام ۱۳۵۷ مردم منطقه‌ی شرقی عربستان، در محل تالار وحدت در تهران، از جمله اقدامات تبلیغی جمهوری اسلامی بود که در مقابل عربستان انجام شد. عربستان نیز با حمایت رسانه‌های غربی کوشید از فشار این جنایت و واکنش جهان اسلام و افکار عمومی بر خود بکاهد. همچنین این کشور با نفوذ مالی و فرهنگی، که در کشورهای اسلامی از آن برخوردار بود، حمایت اکثر کشورها به خصوص لیبی را جلب کرد.

علاوه بر این‌ها، هشت ماه پس از کشته شدن زائران ایرانی، عربستان سعودی به طور یک‌جانبه به قطع مناسبات خود با ایران اقدام کرد و به دیپلمات‌های ایرانی مقیم یک هفته مهلت داد که عربستان را ترک کنند. [۱۰] سردی و رویارویی روابط ایران و عربستان پس از پذیرش قطعنامه‌ی ۵۹۸ شورای امنیت توسط ایران در تیرماه ۱۳۶۷ ه.ش. و

پایان جنگ ایران و عراق و تغییر برجسته‌ی سمت‌گیری سیاست خارجی جمهوری اسلامی کاهش یافت. از نظر برخی، شرایط داخلی ایران و حمله‌ی عراق به کویت و فروپاشی اتحاد جماهیر شوروی موجب شد تا ایران از حالت رودرو با اعراب خارج شود و سیاستی را تحت عنوان «صلح مصلحت‌جویانه» اتخاذ نماید که بر بهبودی روابط نسبی دو کشور اثرگذار گردید؛ به گونه‌ای که با بازگشایی سفارت و سرکنسولگری، روابط دو کشور از سال ۱۳۷۰ از سرگرفته شد؛ هرچند در این دوران نیز اختلافاتی نظیر مخالفت ایران با صلح اعراب و اسرائیل، حضور نظامی آمریکا در منطقه و نوع روابط کشورهای عضو شورای همکاری خلیج فارس و رقابت در کشورهای آسیای مرکزی سردی روابط دو کشور را در پی داشت.

در سال‌های ۱۳۷۶ به بعد نیز اصلاحات امیر عبدالله و سیاست گفت‌وگوی تمدن‌های خاتمی به موازات یکدیگر مناسبات دو کشور را دوستانه‌تر ساخت. در این بین، با وقوع حادثه‌ی یازدهم سپتامبر، بر نزدیکی ایران و عربستان افزوده شد. علت این امر بی‌اعتمادی عمیقی بود که بر روابط عربستان و آمریکا سایه انداخت و موجب کاهش روابط این دو کشور و در مقابل افزایش رابطه‌ی ایران و عربستان گردید. تضادی که چندی بعد پس از تحولات عراق و ناکامی آمریکا در آن، تحولات لبنان و فلسطین و تدام برنامه‌ی هسته‌ای ایران وارونه شد و باز گرمی روابط عربستان و آمریکا و سردی روابط ایران و عربستان را در پی داشت، به گونه‌ای که این اواخر بار دیگر روابط دو کشور درگیر موج تازه‌ای از تنش‌ها گردید.

مرور تحولات تاریخی مناسبات ایران با عربستان، در طی سه دهه‌ی اخیر، نشان می‌دهد اختلافات این دو کشور بیشتر حول مسائلی نظیر حج، حمایت ایران از نهضت‌های آزادی‌بخش، مسئله‌ی فلسطین و تعامل با غرب رخ داده است و سایر اختلافات نظیر درگیری‌های پیرامون مسائل نفتی و اوپک در سطوح پایین‌تری قرار دارند که می‌توان آن‌ها را روبنایی بر آتش خفته‌ی فکری‌اعتقادی دو کشور دانست که در بطن اختلافات خانه دارد.

همان گونه که پیش‌تر آمد، اختلافات تاریخی ایران و عربستان حول مسائلی نظیر حج، مسئله‌ی فلسطین و رابطه با غرب و... باز می‌گردد. دو مسئله‌ی حج و فلسطین و سعی عربستان در برجسته کردن مختصات عربی آن، به روایتی ناپیدا از رقابت عربستان با ایران حول ام‌القرای شناخته شدن در جهان اسلام باز می‌گردد. در این راه، تهران و ریاض هزینه‌های چشمگیری برای پشتیبانی از ملت‌ها، جنبش‌ها و دولت‌های اسلامی پرداخته‌اند که منشأ آن در ایدئولوژی‌ها و باورهای مذهبی این دو کشور است. این دو کشور نمود عینی دو گفتمان متفاوت از اسلام هستند.

ایران برخاسته از گفتمان شیعی و ایدئولوژی حکومتی امام خمینی و عربستان متعلق به گفتمان اسلام محافظه‌کار وهابی است که محمد بن سعود و محمد بن عبدالوهاب مؤسس آن هستند. بدین ترتیب، تقابل این دو کشور در عرصه‌ی ایدئولوژیکی به عرصه‌های کاربردی سیاست‌های دو کشور تأثیر می‌گذارد بطن و خاستگاه رویارویی ایران و عربستان از مواضع ایدئولوژیکی آنان نشئت می‌گیرد. در مقاطعی هم که روابط ایران و عربستان، بر اساس سیاست تنش‌زدایی جمهوری اسلامی ایران، بهبود یافته است نقش ایدئولوژی انقلاب به عنوان یک عامل مؤثر در تدوین سیاست خارجی و ترسیم روابط با کشورها به نفع عوامل محیطی و ذهنیت نخبگان تأثیرگذار کم شده و بنابراین تنش و رویارویی دو کشور نمود کمتری داشته است.

در واقع پس از انقلاب اسلامی، ایدئولوژی اسلامی انقلاب که بر اساس اندیشه‌ی امام خمینی تکوین یافته بود در سطوح سیاست‌های کلان (قانون اساسی) و خرد جمهوری اسلامی نمود یافت و همین امر موجب تمایز و تفکیک دیدگاه جمهوری اسلامی به مسائل منطقه‌ای و فرامنطقه‌ای از عربستان گردید. برای نمونه تأکید امام خمینی بر تشکیل امت جهانی اسلام، دفاع از مستضعفین و حمایت از نهضت‌های آزادی‌بخش و نفی غرب و شرق اصولی بود که

در تدوین سیاست خارجی ایران و ترسیم روابط خارجی مورد توجه قرار داشت؛ اصولی که در متن قانون اساسی نیز برجسته است. چنانچه در مقدمه‌ی قانون اساسی جمهوری اسلامی آمده است :

«قانون اساسی با توجه به محتوای انقلاب اسلامی ایران، که حرکتی برای پیروزی تمامی مستضعفین بر مستکبرین بود، زمینه‌ی تداوم این انقلاب را در داخل و خارج کشور فراهم می‌کند. به ویژه در گسترش روابط بین‌المللی با دیگر جنبش‌های اسلامی و مردمی می‌کوشد تا راه تشکیل امت واحد جهانی را هموار کند و استمرار مبارزه در نجات ملل محروم و تحت ستم در تمامی جهان فراهم آید.»

مؤلفه‌هایی که در این متن مصداق می‌یابد همان اصولی است که در سیاست خارجی ایران و تعیین روابطش حداقل تا زمان سیاست تنش‌زدایی در سال‌های ۱۳۶۸ تا ۱۳۸۴ مبنای قرار گرفته است. در مقابل، عربستان سعودی نیز اصول و اهداف خاصی را در ترسیم سیاست خارجی خود مد نظر دارد که عبارت‌اند از :

۱. رهبری سیاسی جهان اسلام به ویژه کشورهای عربی؛

۲. وحدت جهان عرب و جلب حمایت‌های آنان در جهت منافع خود؛

۳. تبلیغ مذهب وهابی و دعوت به آن؛

۴. جلوگیری از انتشار و گسترش انقلاب اسلامی و حفظ وضع موجود در منطقه؛

۵. متعادل کردن پدیده‌های تندروی منطقه و جهان اسلام.

با توجه به اهداف تعریف‌شده‌ی دو کشور ایران و عربستان، مشخص می‌شود که روابط دو کشور از ابتدای انقلاب اسلامی بر تقابل و رقابت استوار شده است؛ آنچه که در دوران جنگ نیز ادامه داشت و حتی از دیدگاه امام خمینی باید پس از جنگ نیز ادامه می‌یافت. نکته‌ای که در پیام امام، که به مناسبت پذیرش قطعنامه‌ی ۵۹۸ صادر شده است، نیز برجسته است. این پیام نمونه‌ی مطلوبی از تقابل بین دو جریان اندیشه‌ای حاکم بر جمهوری اسلامی و عربستان است. بخشی از این پیام، رویکرد عربستان سعودی به حج را به نقد می‌کشد تا گواهی باشد برای اختلافاتی که دو کشور در فصل حج در مواردی متعدد از سر گذرانده‌اند؛ این اختلاف بدین گونه است که عربستان مراسم برائت از مشرکین توسط حجاج را عملی سیاسی و مخالف با اهداف اسلامی حج می‌داند و سیاستش ممانعت یا تحدید آن است، در حالی که چنان‌که امام می‌فرماید حج بی‌برائت حج نیست:

«بزرگ‌ترین درد جوامع اسلامی این است که هنوز فلسفه‌ی واقعی بسیاری از احکام الهی را درک نکرده‌اند و حج با آن همه راز و عظمتی که دارد هنوز به صورت یک عبادت خشک و یک حرکت بی‌حاصل و بی‌ثمر باقی مانده است... چیزی که تا به حال از ناحیه‌ی ناآگاهان و یا تحلیگران مغرض و یا جیره‌خواران به عنوان فلسفه‌ی حج ترسیم شده است این است که حج یک عبادت دسته‌جمعی و یک سفر زیارتی-سیاحتی است. به حج چه که چگونه باید زیست و چطور باید مبارزه کرد و با چه کیفیت در مقابل جهان سرمایه‌داری و کمونیسم ایستاد!... مسلماً حج بی‌روح و بی‌تحرك و قیام، حج بی‌برائت، حج بی‌وحدت و حجی که از آن هدم کفر و شرک بر نیاید، حج نیست»

در قسمت دیگری از این پیام بار دیگر می‌توان رویارویی ایدئولوژیک دو کشور را در عرصه‌ی بیرونی درک کرد، رویارویی‌ای که برخاسته از تضاد شدید میان موضع‌گیری‌های سیاسی دو کشور به خصوص پیرامون مسئله‌ی فلسطین و نحوه‌ی برخورد با اسرائیل است. در همین باره نیز امام، عربستان سعودی را در رابطه با نحوه‌ی برخورد با اسرائیل به چالش می‌کشد و بر مبنای اصل حمایت از مستضعفین و مبارزه با استکبار جهانی می‌گوید :

«مسلمانان نمی‌دانند این درد را به کجا ببرند که آل سعود و خادم‌الحرمین به اسرائیل اطمینان می‌دهند که ما اسلحه‌ی خودمان را علیه شما به کار نمی‌بریم! و برای اثبات حرف خود با ایران قطع رابطه می‌کنند. واقعاً چقدر باید رابطه‌ی سران کشورهای اسلامی با صهیونیست‌ها گرم و صمیمی شود تا در کنفرانس سران کشورهای اسلامی مبارزه‌ی صوری و ظاهری هم با اسرائیل از دستور کار آنان و

افزون بر این، تفاوت در نوع نگاه دو کشور به غرب نیز ماهیتی ایدئولوژیکی دارد. انقلاب ایران فرآیندی ستیزه‌جویانه با غرب بود که فارغ از علل و ریشه‌های آن، جریان‌های حاکم بر نظام بین‌الملل را در دو قطب غرب و شرق نفی می‌کرد و بنابراین نمی‌توانست همچون عربستان غرب را جذب نماید. این امر در مواضع امام خمینی نیز مشهود است :

« ما با هیچ کدام از ابرقدرت‌ها و قدرت‌ها سرسازش نداریم، نه تحت سلطه‌ی آمریکا می‌رویم و نه زیر بار شوروی. ما مسلمانیم... »

در واقع امام، قطع رابطه با دولت‌های استکباری را وسیله‌ای برای نفی ذلت و جلوگیری از مداخلات، سلطه‌جوییها و چپاولگری‌های آنان می‌دانست. بر همین اساس امام خمینی، در جایگاه رهبر انقلاب اسلامی ایران، عربستان را به دلیل تعامل دوستانه با غرب مورد نکوهش قرار می‌داد :

« به دولت‌ها و حکومت‌های منطقه، خصوصاً به عربستان و کویت، می‌گویم که همه‌ی شما در ماجراجویی‌ها و جنایاتی که آمریکا می‌آفریند شریک جرم خواهید بود... شما اطمینان داشته باشید که در این برگ جدید بازنده‌اید. خودتان و کشور و مردم اسلامی را در برابر آمریکا این قدر ذلیل و ناتوان نکنید. اگر دین ندارید، لااقل آزاده باشید... »

همچنین امام مبارزه‌ی جمهوری اسلامی را بر اساس اصل تداوم انقلاب امری پیوسته می‌داند که پذیرش قطعنامه‌ی ۵۹۸ گسستی در آن ایجاد نمی‌کند. تأکید وی بر «تا مبارزه هست ما هستیم»، در این پیام، گواه این مطلب است. علاوه بر این، پیام مزبور تداوم سیاست‌های انقلابی در آینده را نیز بر اساس تدوین یک برنامه نوید می‌دهد :

« ما باید برای پیشبرد اهداف و منافع ملت محروم ایران برنامه‌ریزی کنیم. ما باید در ارتباط با مردم جهان و رسیدگی به مشکلات و مسائل مسلمانان و حمایت از مبارزان و گرسنگان و محرومان با تمام وجود تلاش نماییم و این را باید از اصول سیاست خارجی خود بدانیم. »

بنابر شواهد فوق، مشخص می‌گردد بطن و خاستگاه رویارویی ایران و عربستان از مواضع ایدئولوژیکی آنان نشئت می‌گیرد. در مقاطعی هم که روابط ایران و عربستان، بر اساس سیاست تنش‌زدایی جمهوری اسلامی ایران، بهبود یافته است نقش ایدئولوژی انقلاب به عنوان یک عامل مؤثر در تدوین سیاست خارجی و ترسیم روابط با کشورها به نفع عوامل محیطی و ذهنیت نخبگان تأثیرگذار کم شده و بنابراین تنش و رویارویی دو کشور نمود کمتری داشته است .

ماهیت روابط حامی-پیرو میان آمریکا و عربستان ایجاب می‌کند تا سعودی‌ها به بازیگر منفعلی تبدیل شود که بر نقشه‌ی ترسیم‌شده‌ی قدرت حامی خود پیش می‌رود. بر این اساس، پس از انقلاب ایران و گذر از استراژی‌های گوناگون، آمریکا نگران از نفوذ سیاسی-عقیدتی و ایدئولوژی ایران در منطقه سعی کرد تا عربستان را در استراتژی مهار انقلاب ایران (۱۹۹۳-۲۰۰۰) به کار گیرد .

هر چه ایران در سیاست خارجی خود از استراتژی اتکا به خود پیروی می‌کند، عربستان روابطی نزدیک و معاشقه‌هایی آتشین با غرب دارد که هم‌پیمانی و هم‌سویی این کشور را با غرب در پی داشته است. بهترین مصداق این امر، اقدام ریاض در تنبیه کشورهایی است که از یورش عراق به کویت استقبال کردند و یا مواضع عربستان در قبال انقلاب ایران که همراه با بدبینی و خصومت غرب بود . ماهیت روابط حامی-پیرو ایجاب می‌کند تا عربستان به بازیگر منفعلی تبدیل شود که بر نقشه‌ی ترسیم‌شده‌ی قدرت حامی خود پیش می‌رود. بر این اساس، پس از انقلاب ایران و گذر از استراژی‌های گوناگون، آمریکا نگران از نفوذ سیاسی-عقیدتی و ایدئولوژی ایران در منطقه سعی کرد تا

عربستان را در استراتژی مهار انقلاب ایران (۱۹۹۳-۲۰۰۰) به کار گیرد. عربستان نیز از همان ابتدای انقلاب ایران، همسو با سیاست‌های آمریکا، به حمایت از عراق در جنگ تحمیلی و اقدام به جنگ تبلیغاتی ضد ایران پرداخت. حتی در این اواخر نیز با مانور بر مسئله‌ی هسته‌ای ایران به ایجاد جو بی‌اعتمادی علیه جمهوری اسلامی ایران ادامه داد.

آمریکا نیز در مقابل اقدامات این چینی عربستان و همچنین تأمین نفت از این کشور همواره امنیت عربستان را تضمین کرده است. وجود این تفکر باعث شده است، به رغم حاکم شدن هر جریان فکری در آمریکا، این کشور از طرح مسائل اختلاف برانگیز در رابطه با عربستان به منظور تأمین نفت خود چشم‌پوشی کند و عربستان نیز تلاش می‌کند با هر عنصری در آمریکا همخوانی داشته باشد تا امنیت خود را تأمین نماید. در مواقع بحرانی نیز دو کشور با درک اهمیت این پیوند، بحران را با یکدیگر پشت سر گذرانده‌اند. به همین دلیل، مواضع عربستان در قبال مسائل و حوادث از بدو آغاز این روابط به جز مقطع کوتاه پس از یازدهم سپتامبر مستقل نبوده است. این امر برای عربستان آن هم، با داعیه‌ی ام‌القربایی جهان اسلام، تضادی ناهمگون از تقابل سطوح نظری و عملی فراهم می‌کند و پایه‌های مشروعیت آن را سست می‌نماید. عربستان، در پرتوی چنین دوگانگی و تضادی، میان وفاداری به آمریکا و اسلام سیاسی‌شده‌ای که نمود آتشین آن در ۱۱ سپتامبر برای مدتی وقفه در رابطه‌ی دوستانه با غرب و به خصوص آمریکا ایجاد کرد با دو نوع فشار داخلی و خارجی مواجه است که منعکس و متنافر از هم پیش می‌روند و هر یک خاندان سعودی را به سمت و سویی می‌برند.

در این دو گانگی، دیگر آمریکا مستقیم و از نزدیک به ایفای نقش نمی‌پردازد، بلکه پای غرب در چهارچوب یک تمدن و یک کلیت در میان است که به صورت غیربرجسته و تدریجی اما اساسی و تعیین‌کننده، باعث تأثیر است و عربستان را هم‌نوا تر از این خواهان است. فشار درونی نیز فشار افکار عمومی است که تحت تأثیر رویدادهای پیرامونی خود بالنده‌تر شده است و این کشور را به سوی ناهمخوانی با غرب می‌خواند. در چنین تنگنای تناقض آلود ایدئولوژیکی، رابطه‌ی حامی-پیرو نمی‌تواند پاسخگوی چالش‌های امنیتی عربستان باشد. حمایت یک قدرت بزرگ در برابر خلأ مشروعیتی نسخه‌ی قابل اعتمادی نخواهد بود؛ چنانچه در مورد محمدرضا شاه ایران نتوانست ثمره‌ای جز سقوطی تلخ برای یک مستبد و مرگ در انزوا را به ارمغان بیاورد.

انقلاب اسلامی ایران موجب شد تا جمهوری اسلامی، بر اساس مبانی و آموزه‌های مذهبی و ایدئولوژیکی خود، به ایجاد ساخت نوینی از قدرت بپردازد که نوع نگرش و تلقی خاصی به جهان پیرامون خود و مسائل آن داشت. با مطرح شدن آموزه‌های ایدئولوژیک انقلاب ایران، که بر اساس اندیشه‌ی امام خمینی بنا گذاشته شده بود، تقابل با کشورهای محافظه‌کار منطقه از جمله عربستان بالا گرفت. در واقع عربستان، که حافظ وضع موجود در منطقه بود، نمی‌توانست ایران انقلابی را هضم کند. جمهوری اسلامی نیز به دلیل اهداف خود مبنی بر استکبارستیزی، عدم سلطه‌پذیری، حمایت از نهضت‌های آزادی‌بخش و ملت‌های مظلومی چون ملت فلسطین، نظم و ثبات مبتنی بر استیلای غرب را نمی‌پذیرفت و عربستان را به دلیل مواضع خنثی و غرب‌گرایانه و سازش‌کارانه‌اش محکوم می‌کرد. در مقطع ۱۶ ساله‌ی ۱۳۶۸-۱۳۸۴، که روابط دو کشور رو به بهبودی رفت، نقش ایدئولوژی و مبانی انقلابی در تعیین سیاست خارجی و ترسیم روابط کشور به نفع عوامل محیطی کاهش داشت.

در کنار این عوامل، رابطه‌ی معکوسی میان اتحاد آمریکا با عربستان با نوع رابطه‌ی ایران و عربستان وجود دارد؛ به گونه‌ای که هر گاه اتحاد آمریکا با عربستان تضعیف شده، که بیشتر در مقاطع کوتاهی صورت گرفته است، رابطه‌ی ایران و عربستان رو به بهبودی رفته است. این امر نشان می‌دهد هر گاه جمهوری اسلامی بر اساس آرمان‌ها و آموزه‌های انقلابی و اندیشه‌ی امام خمینی حرکت نماید رویارویی با عربستان بدیهی است، چرا که آرمان‌های انقلاب

ایران با عربستان محافظه کار همخوانی ندارد و از سویی نیز چگونگی رابطه‌ی آمریکا با عربستان عامل اثرگذاری بر بهبودی و یا تیرگی روابط عربستان با ایران بوده است.

حمله به آرامکو و جواب ترامپ

روز شنبه تأسیسات پالایشگاهی شرکت دولتی نفت عربستان (آرامکو) هدف حمله قرار گرفت؛ حمله‌ای بی‌سابقه در تاریخ پادشاهی سعودی که البته نوع واکنش عربستان و آمریکا به آن نیز کم سابقه بود و به نظر می‌رسد سعودی‌ها و ترامپ برای بهره‌برداری حداکثری از آن خواب‌هایی در سر دارند.

به گزارش ایسنا، تأسیسات نفتی بقیق و خریص در شمال شرق عربستان بزرگترین تأسیسات پالایش و تولید نفت عربستان و جهان محسوب می‌شود و حملات بامداد شنبه مقاومت یمن (انصارالله) به این تأسیسات عملاً توانست نیمی از تولید و صادرات بزرگترین صادرکننده نفت جهان را متوقف کند و 5 درصد از حجم تولید جهانی نفت را کاهش داده و نزدیک به 20 درصد بر متوسط قیمت جهانی نفت بیفزاید.

از بعد اقتصادی این حمله که بگذریم آنچه که بیش از همه حائز اهمیت است نوع برخورد سیستم اطلاع رسانی محافظه کار عربستان و به تبع آن مقامات آمریکایی با این حمله است که مقاومت یمن اعلام کرده با ده فروند پهپاد آن را انجام داده است؛ برخوردی که نشان می‌دهد چیزی تغییر کرده و برنامه‌هایی پشت این تغییر نهفته است.

رسانه‌ها و مسئولان دولتی سعودی که در حملات مشابه معمولاً پای مسائل فنی و حادثه را پیش می‌کشند و یا با فاصله چند روز به شکل سر بسته به وقوع چنین حملاتی اذعان می‌کنند؛ این بار بسیار سریع‌تر از انتظار "یک حمله خارجی" را به تأسیسات نفتی خود تأیید کردند و کمی بعد وزیر نفت جدید عربستان که پسر پادشاه این کشور نیز هست آن را حمله به "عرضه جهانی نفت" خواند و گفت که عربستان در اثر این حمله تا 5 میلیون 700 هزار بشکه با صادرات نفت خود را می‌کاهد.

نوع واکنش سعودی‌ها نشان می‌دهد که آنها می‌خواهند حمله را اقدامی علیه بازار جهانی نفت و اقتصاد جهانی معرفی کنند تا به نوعی، دیگر کشورها به ویژه اروپایی‌ها و آمریکا را نیز در هرگونه پاسخ احتمالی به آن با خود همراه سازند. این موضوع به وضوح نشان می‌دهد که سعودی‌ها این بار می‌خواهند حمله را اقدامی علیه بازار جهانی نفت و اقتصاد جهانی معرفی کنند تا به نوعی دیگر کشورها به ویژه اروپایی‌ها و آمریکا را نیز در هرگونه پاسخ احتمالی به آن با خود همراه سازند؛ اقدامی که به نظر تا حدودی نیز موفق بوده و به فاصله کمی کشورهای فرانسه و انگلیس با سعودی‌ها اعلام همبستگی کردند و البته آمریکایی‌ها پا را بسیار فراتر گذاشتند.

آمریکایی‌ها که ظاهراً برای یک اقدام تنش‌زای دیگر در منطقه برنامه‌ریزی می‌کنند که می‌تواند کل خاورمیانه را متشنج و ناامن کند، از زبان مایک پمپئو، وزیر خارجه خود خیلی سریع به این اقدام واکنش نشان دادند. پمپئو در حالی که هنوز تصاویر کاملی از حمله و ابعاد خسارت آن منتشر نشده بود؛ دست به کار شد و ایران را به دست داشتن در آن حمله متهم کرد و در توییتی نوشت: در حالی که روحانی و ظریف تظاهر به دیپلماسی می‌کنند، تهران پشت نزدیک به ۱۰۰ حمله به عربستان سعودی است.

دونالد ترامپ هم در توییتر فعال شد و نوشت: "علتی وجود دارد که باور کنیم مقصر را می‌شناسیم. اقدامات بعدی بستگی به راستی آزمایی دارد" و البته با خصوصیات تاجر مسلکی که دارد خیلی زود تأکید کرد "منتظر می‌مانیم تا از پادشاهی سعودی بشنویم که آنها چه کسی را مقصر این حمله می‌دانند و تحت این شرایط اقدام می‌کنیم" که می‌توان آن را نوعی انداختن مسئولیت و هزینه هرگونه اقدام احتمالی در آینده بر عهده «گاو شیرده» آمریکایی‌ها دانست.

به موازات این موضع‌گیری‌های رسمی، مسئولان دست‌چندمی کاخ سفید و وزارت خارجه آمریکا هم با عنوان "منبع آگاه" فعال شده‌اند و با گفت‌وگو با رسانه‌هایی چون رویترز و آسوشیتدپرس و انتشار تصاویر ماهواره‌ای مدعی شده‌اند که شواهدی وجود دارد که حمله از سمت شمال یعنی ایران و یا عراق صورت گرفته است. آن‌ها همچنین مدعی شده‌اند که حمله به شکل ترکیبی با پهپاد و موشک کروز انجام شده و برخی «دستگاه‌ها» که ظاهراً در رسیدن به هدف ناکام مانده‌اند در شمال تأسیسات بقیق و خریص به دست سعودی‌ها افتاده است و کارشناسان آمریکایی و عربستان در حال بررسی آن‌ها هستند.

با کنار هم قرار دادن این سه مسیر موازی یعنی موضع‌گیری رسمی مقامات سعودی، ادعاهای صریح پمپئو و ترامپ و ادعاهای «منابع آگاه» وابسته به کاخ سفید در رسانه‌های بین‌المللی و به تبع آن ایجاد موج رسانه‌ای؛ به نظر می‌رسد که جنگ طلبان آمریکا این بار خواب‌هایی در سر دارند که در حال سبک سنگین کردن عواقب و تبعات آن هستند؛ عواقبی که می‌تواند تنش و ناآرامی را برای سال‌ها در سراسر منطقه مستقر کند و به ظاهر خود سعودی‌ها هم از عواقب آن به خوبی آگاهند. به نظر می‌رسد عربستان تا به امروز تسلیم خواسته‌های جنگ طلبان آمریکا نشده و امید است که در ادامه هم به جای گشتن به دنبال عوامل خارجی و متهم کردن ایران، ریشه اصلی بحران در منطقه را بیابند که همان حمله نظامی به یمن و به خاک و خون کشیدن مردم بی‌دفاع این کشور همسایه خود است.

در واقع هم سعودی‌ها که در مصاف با انصارالله یمن عملاً دست بسته مانده‌اند و میلیاردها دلار هزینه آن‌ها در جنگ یمن هیچ دستاوردی نداشته و هم ترامپ که نه در بعد دیپلماتیک و نه در جبهه جنگ اقتصادی علیه کشورمان موفق نبوده، به این حمله به عنوان فرصتی مغتنم برای ایجاد اجماع جهانی علیه ایران نگاه می‌کنند با این تفاوت که سعودی با توجه به خطرات بنیادینی که در صورت هرگونه اقدام نسنجیده علیه ایران، آنها را تهدید می‌کند، به شدت دست به عصا راه می‌روند و به نظر می‌رسد تا به امروز هم تسلیم خواسته‌های جنگ طلبان آمریکا نشده‌اند و امید است که در ادامه هم به جای گشتن به دنبال عوامل خارجی و متهم کردن ایران به دست داشتن در ناامنی‌های داخلی آنها، ریشه اصلی این بحران را بیابند که همان حمله نظامی به یمن و به خاک و خون کشیدن مردم بی‌دفاع این کشور همسایه خود است.



MINISTÈRE DES ARMÉES

**COPIE AYANT OBTENU LA MEILLEURE NOTE À
L'ÉPREUVE DE :
SPÉCIALITÉ « LANGUES ET CIVILISATIONS :
FARSI »**

L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans les copies communiquées ci-après.

Année : 2019

Concours : Externe attaché

Épreuve : Persan / Farsi

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



CONCOURS ATT EXTERNE

10/12/2019

1.

در حال حاضر ایران و عربستان روابط دوستانه ندارند. در میان گذشته اقدامات نشان رویارویی دو کشور را تقویت کرده اصول اولیه اختلافات بین جمهوری اسلامی ایران و عربستان سعودی این است که ایده نئولیبرالی ما و باورهای مذهبی این دو کشور بسیار مخالف است. با پیروزی انقلاب در سال 1979، روابط بین ایران و عربستان و بیستر شده ایجاد فکرمتر شیعی در منطقه و فاور میانه قطرناک بود برای عربستان. هم برای کشورها که از عربستان حمایت می کردند قطرناک بود مثل آمریکا. عربستان اهداف خاصی دارد از همیشه و یکی از آن این است که باید جلوگیری از گسترش انقلاب اسلامی کند. عربستان نمی تواند که این انقلاب در داخل ایران و خارج این کشور فراهم بشود. این دو تا کشور مخالف هستند به خاطر اینکه هر دو تا می توانند منطقه فاور میانه اداره کنند.

عربستان نمی تواند این انقلاب را مخم کند. در غیر این صورت ایران از زمان انقلاب رابطه میان آمریکا و عربستان را به وصل کند. ایران فکر می کند که قضیه اول دنیا اسلام این است که کشورها اسلامی باید اول از صدیکر دفاع کنند و حمایت کنند. نباید کشورها مثل آمریکا پشتیبان کنند.

2. : موضوعه گیری فرانسه - اسون نیست. به سیاستی می تواند اتفاق کند؟ فرانسه می تواند که فاور کامیانه منطقه نیایش باشد. در صورتی که با عربستان تجارت می کند، به موضوع تفوق بهتر آگاه است و با سیاست این کشور در منطقه موافق نیست.

درباره ایران: وضعیت پیچیده است. از وقتی که فروج امریکا از توافق هسته ای با ایران اعلام شد، اتحادیه اروپا و فرانسه سه گردن از موضع ایران دفاع کنند. فرانسه نباید نقش فرعی در سیاست، فاور کامیانه داشته باشد. به خاطر این، فرانسه نقش حیاتی در این بهران دیپلماتیک دارد. علی رغم این ارتباط مهمی با عربستان، فرانسه با اشاره به جنگ در یمن گفت که ایران و عربستان نباید مدافعه کنند در این کشور برای منافع خود به دلیل اینکه به امنیت منطقه آسیب می رساند. موضع فرانسه در طرف است کلاً در این زمینه.

3.

درباره توافق هسته ای: بین ایران و گروه 5 به علاوه 1 در ۲۰۱۵ امضا شد، مشخص بود که ایران فقط به برنامه هسته ای غیر نظامی خود می توانست توسعه بدهد. بعد از فروج امریکا از توافق هسته ای در ماه می ۲۰۱۷، ایران هشدار داد، در صورت برقراری تحریمها امریکاییان، غنی سازی اورانیوم دوباره شروع می شود. غنی سازی یعنی بازگشت برنامه هسته ای نظامی.

۴. همکاری های کنونی بین جمهوری اسلامی ایران و روسیه و بود داد.
 در فاز فاکتور این رابطه به اهمیت برای این دو کشور
 دارد. از نظر اقتصادی توسعه روابط نیز مهم است. ایران به کمک روسیه
 نیاز دارد. مبادلات تجاری بین این دو کشور افزایش شدید و ادامه خواهد داد.
 از نظر دیپلماسی به صدیگر لازم داریده. انزوای ایران در سطح
 جهان به خاطر سیاست امریکا و فیتتر شده.
 ایران تنها با حمایت روسیه می تواند جلو برود و به این شکل ادامه پیدا کند.
 در غیر این صورت از وقتیکه جنگ در سوریه شروع شد ایران در روسیه همکاری
 کردند و هر دو تا از رژیم سوریه دفاع کردند
 نمی شود گفت اگر این همکاری ادامه خواهد داد یا نه اما معلوم است که
 برای ۴ هم ایران و روسیه بسیار مفید می بود.

5.

ارتباط مهمی بین بحران اقتصادی فعلی در ایران و

سیاست خارجی این کشور است.
 بعد از اینکه توافق هسته ای در ۲۰۱۵ تا ۲۰۱۵، به بود فعالیت اقتصادی در
 ایران مشاهده شده بود. و دیگر وضعیت از آن لحاظ اقتصادی فاجعه بار
 نبوده چند سال بعد در ۲۰۱۸ هنگامی که آمریکا از تصمیم
 خروج آمریکا از توافق اتمی گرفت به بحران جدید در ایران شروع شد.
 دولت آمریکا تحریمهای سنگین علیه ایران دوباره تهمیل کردند
 برقراری مجازات ها ضد ایران مترادف بحران اقتصادی جدید بود.
 دنالو ترمپ رئیس جمهور آمریکا عدم برقراری این مجازات را به امکانات
 همکاری ایران مشروط کرده بود.
 به دلیل این تحریمها وضعیت مردم ایران زیانبار است اما تأثیر بر
 مقامات ایران تا فلاتر دارد. به نظر نمی رسد که مقامات
 ایران سیاستشان را به خاطر آمریکا و مجازات ها تغییر کنند.



MINISTÈRE DES ARMÉES

ÉPREUVES D'ADMISSION

Les épreuves d'admission du concours externe pour l'accès au corps des attachés sont les suivantes :

- Un entretien (45 min dont 10 min de présentation du candidat) avec le jury visant à évaluer les qualités personnelles du candidat, son potentiel, son comportement face à une situation concrète. Le coefficient de cette épreuve est de 6, toute note inférieure à 8/20 est éliminatoire.
- Une épreuve orale en langue anglaise (15 min d'échanges précédées de 15 min de préparation) consistant en un entretien à partir de la lecture, de la traduction partielle et du commentaire d'un texte rédigé en anglais. Le coefficient de cette épreuve est de 2, toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.
- Une épreuve orale interactive (30 min précédées de 10 min de préparation) consistant en un jeu de rôle à partir d'un sujet tiré au sort permettant de mieux apprécier les aptitudes comportementales et relationnelles du candidat, sa capacité à travailler en équipe et à encadrer une équipe ainsi que ses facultés d'adaptation. Le coefficient de cette épreuve est de 3.
Des exemples de sujets donnés lors de la session 2019 de ce concours figurent en page suivante.

Exemples de sujets proposés à l'épreuve orale interactive

- Les changements climatiques vont-ils affecter la sécurité et la Défense nationale ?
- Faut-il introduire la géopolitique au Lycée ?
- Donald Trump change-t-il le monde ?
- La politesse est-elle seulement un code social ?
- Selon Jean Giono, « pour bien mentir, il faut beaucoup de sincérité ». Êtes-vous d'accord ?
- Comment associer les droits des minorités avec ceux de la majorité ?
- Une démocratie peut-elle avoir un bon service de renseignement ?
- Alors que la fonction publique fait l'objet de nombreux projets de réforme, à quoi bon être encore fonctionnaire ?
- Faut-il un droit d'ingérence environnemental ?
- Obsolète l'OTAN ?
- A-t-on encore besoin des explorateurs ?
- Faut-il avoir peur de la Chine ?
- Pierre Desproges a dit « il ne faut pas désespérer des imbéciles. Avec un peu d'entraînement on peut arriver à en faire des militaires » (Fonds de tiroir). Qu'en pensez-vous ?
- Les services de renseignements peuvent-ils tout partager avec leurs homologues ?
- La bienveillance au travail est-elle un phénomène de mode ?
- La DGSE a-t-elle un rôle à jouer dans le système de dissuasion français ?
- Que faire de tant d'informations ?
- Qui a trahi le Web ?
- Que vous inspire cette citation attribuée à Mark Zuckerberg, fondateur et PDG du réseau social Facebook : « il y a longtemps, la vie privée était gardée. Aujourd'hui, les gens veulent partager, les gens sont plus ouverts » ?
- La cyberguerre : mythe, concept ou réalité ?